

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE SALAIRE

ET

SA PROTECTION JURIDIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE 24 JANVIER 1901, A 1 HEURE

Par M. ROBERT CARON

« La loi et les pouvoirs publics ont le droit d'intervenir dans le contrat de travail pour y faire régner la justice et pour protéger les droits des travailleurs ».

M. DE MUN,

Conseil supérieur du travail.

« L'idéal du xix^e siècle a été, pour notre malheur, la recherche de la liberté économique; l'idéal du xx^e siècle sera, pour notre bonheur, la recherche de la justice sociale.

La liberté n'est pas la mère de la justice; elle n'en peut être que la fille ».

M. DE MASQUARD;

Justice sociale, 29 septembre 1900.

Président... M. SALEILLES, professeur.

Suffragants... { M. LÉON MICHEL.
 { M. MASSIGLI.



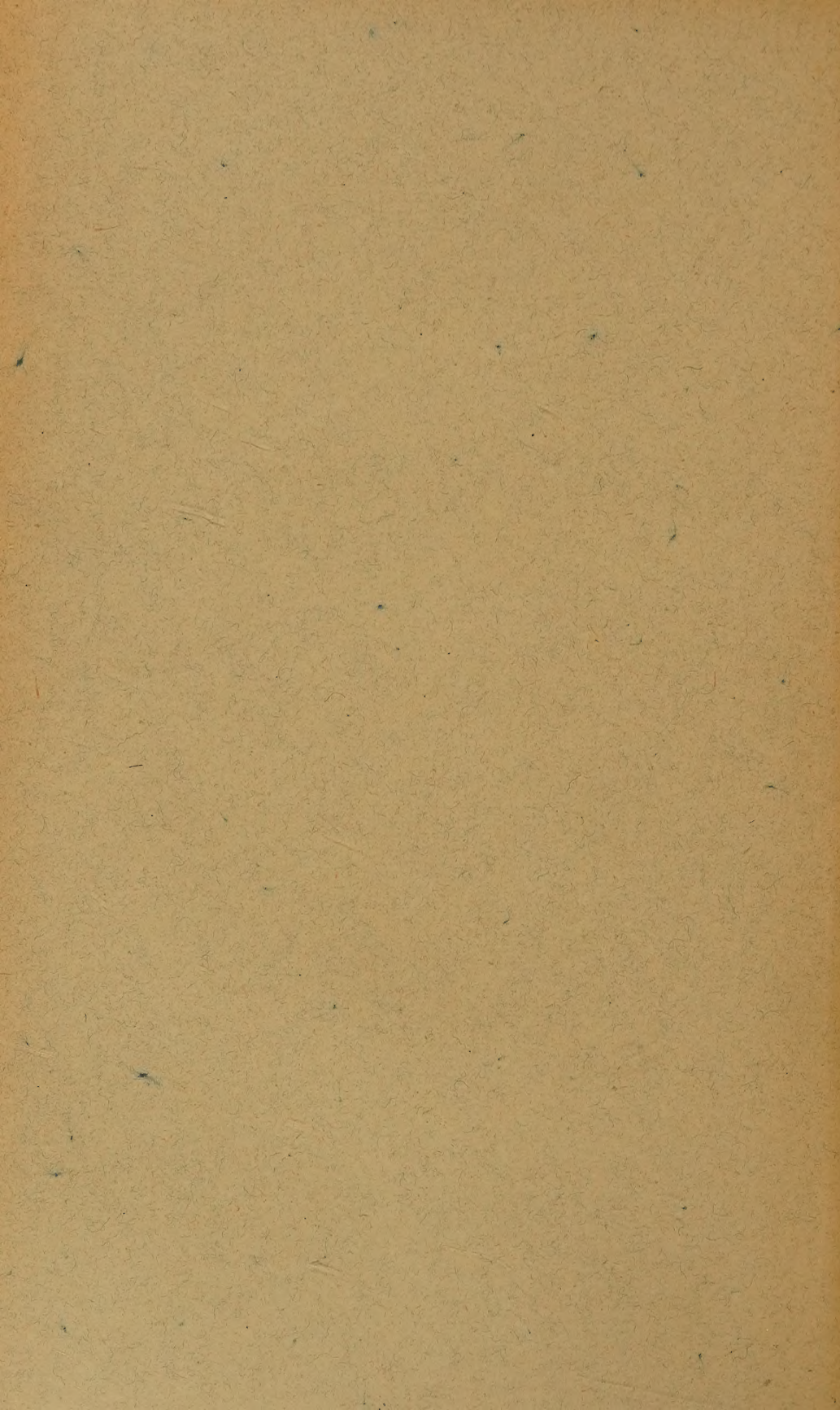
PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1901



LE SALAIRE

ET

SA PROTECTION JURIDIQUE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE SALAIRE

ET

SA PROTECTION JURIDIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE 24 JANVIER 1901, A 1 HEURE

Par M. ROBERT CARON



« La loi et les pouvoirs publics ont le droit d'intervenir dans le contrat de travail pour y faire régner la justice et pour protéger les droits des travailleurs ».

M. DE MUN,
Conseil supérieur du travail.

« L'idéal du XIX^e siècle a été, pour notre malheur, la recherche de la liberté économique; l'idéal du XX^e siècle sera, pour notre bonheur, la recherche de la justice sociale.

La liberté n'est pas la mère de la justice; elle n'en peut être que la fille ».

M. DE MASQUARD;
Justice sociale, 29 septembre 1900.

Président..... M. SALEILLES, professeur.

Suffragants... { M. LÉON MICHEL.
 { M. MASSIGLI.



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1901

A LA MÉMOIRE
DE MES GRANDS-PÈRES
ET DE MON COUSIN PAUL CAMBRONNE

A MES GRANDS'MÈRES

A MES CHERS PARENTS

INTRODUCTION

LE CONTRAT DE TRAVAIL ET L'INTER- VENTION DES POUVOIRS PUBLICS.

Durant plusieurs siècles, les rapports du capital et du travail furent réglés par les corporations, et celles-ci rendirent d'incontestables services. Elles limitaient les excès de la concurrence, protégeaient le faible contre le fort, assuraient l'exercice loyal du métier, maintenaient la capacité professionnelle par l'apprentissage et le chef-d'œuvre. Puis, à une ère brillante la décadence avait succédé. L'esprit d'exclusivisme avait envahi les corporations. Le chef-d'œuvre que le candidat devait exécuter, pour prouver qu'il possédait l'habileté requise à l'exercice du métier, était devenu un objet coûteux et compliqué, exigeant des dépenses considérables de temps et d'argent ; et, en même temps, des droits d'entrée fort élevés rendaient la profession inaccessible en fait pour beaucoup. Enfin, des règlements minutieux et oppressifs avaient mis obstacle aux améliorations et aux découvertes et engendré la routine.

La réaction devait se produire. Le libéralisme économique lui dut sa vogue. De la réglementation à outrance, on tombe dans l'extrême opposé, la liberté sans frein. Elle seule suffirait à tout ; aussi, à ce contrat de louage d'ouvrage, qui intéresse des millions d'êtres humains, le Code civil ne consacrait que deux articles, l'un à peu près inutile, l'autre constituant au profit du maître un privilège injustifié et blessant pour la dignité de l'ouvrier :

Art. 1780. — On ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée.

Art. 1781 (abrogé par la loi du 2 août 1868). — Le maître est cru sur son affirmation, pour la quotité des gages ; pour le paiement du salaire de l'année échue, et pour les acomptes donnés pour l'année courante.

Mais on s'aperçut bientôt que la liberté ne répondait pas aux espérances fondées sur elle, que cette prétendue liberté n'était que le droit pour le fort d'écraser le faible, pour l'ouvrier de mourir de faim ou de subir toutes les conditions qui lui seraient imposées. La libre concurrence devait, en stimulant l'activité humaine, accroître la production, et par suite, la richesse et la prospérité générale. Et, en réponse à ces prévisions optimistes, la réalité montrait « la situation d'infortune et de misère imméritée » de la plupart des ouvriers, « les travailleurs isolés et sans défense livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée », « le monopole du travail et des effets de commerce devenu le partage d'un petit nombre de

riches et d'opulents, qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires ¹. »

Sous le régime d'anarchie économique préconisé par l'école libérale, et sous l'empire des nécessités de la concurrence qui oblige l'industriel à produire au plus bas prix possible, s'il ne veut être évincé par ses rivaux, on vit les journées de 14, 15, 16 heures et plus ; on vit embaucher à l'usine les femmes et les enfants, parce que leur travail est moins cher ; on vit ce scandale, l'ouvrier de 8 ans. Comme les intérêts des capitaux courent sans cesse, les machines, elles aussi, furent toujours en activité, et l'on eut le travail de nuit et du dimanche. Les droits des travailleurs à la santé et à une existence humaine ; leurs droits à la vie intellectuelle, familiale et religieuse, furent sacrifiés sur l'autel du dieu Concurrence.

Contre le régime du libéralisme économique, qui avait produit ces résultats, deux écoles se sont dressées. Puisque la concurrence est la cause de tous les maux dénoncés, il faut la supprimer, disent les socialistes ; il suffit de la réglementer, répondent les interventionnistes.

Vouloir supprimer la concurrence, c'est méconnaître la nature humaine et négliger un des principaux mobiles qui la font agir, l'intérêt personnel.

L'application des principes socialistes suppose comme condition nécessaire un idéal de désintéressement et

¹ *Encyclique rerum novarum*, 15 mai 1891.

de renoncement chrétien, que l'ensemble de l'humanité ne pourra jamais réaliser d'une façon universelle et durable. Aussi voit-on se dessiner dans le parti deux mouvements opposés. Tandis que les uns s'attachent à des rêveries utopiques et préconisent les moyens révolutionnaires, les autres se portent vers l'étude des réformes pratiques. Sous les revendications socialistes il y a une protestation légitime contre des abus incontestables. Si les réformes possibles et justifiées reçoivent l'accueil favorable auquel elles ont droit, et si, grâce à l'école sociale catholique, le socialisme perd son caractère antichrétien et matérialiste, peut-être deviendra-t-il un grand parti réformateur d'avant-garde, dont le programme social se rapprocherait de celui des interventionnistes.

Les pouvoirs publics ayant pour mission de faire régner la justice et de protéger les droits de chacun, doivent réglementer la concurrence et en réprimer les excès. Telle est la théorie soutenue par tous les interventionnistes ; telle est, en particulier, celle de l'école sociale catholique et de la démocratie chrétienne à laquelle nous adhérons sans réserve. Nous sommes heureux de constater que l'encyclique *Rerum novarum* et les catholiques sociaux ont remis en lumière la véritable notion du travail et les droits des travailleurs.

Le catholicisme est une doctrine sociale ¹. Il embrasse

¹ Nous sommes « sociaux, parce que catholiques ». Conférence de M. Bazire ; *Musée social*, 1900 ; *Le mouvement syndical et les catholiques sociaux*. Cf. aussi L. Grégoire, *Le Pape, les*

la vie tout entière, la vie sociale comme la vie privée. Il prescrit à ce titre les règles de justice à observer dans les rapports du capital et du travail. L'homme n'est pas une machine à produire ; le travail n'est pas un but, mais un moyen. L'ouvrier, être humain, doit pouvoir obtenir en échange de son travail, un salaire qui lui permette de mener une existence humaine. C'est la question du juste salaire. Et le travail, œuvre humaine, doit être exécuté dans des conditions humaines. C'est pourquoi la limitation de la durée du travail, l'hygiène des ateliers, le repos hebdomadaire, le repos du dimanche ne peuvent dépendre de l'arbitraire individuel, mais doivent être réglés d'après les principes de la justice. L'école libérale, au contraire, méconnaît la dignité humaine en ne voyant dans le travail qu'une marchandise, soumise, comme tout autre, à la loi brutale de l'offre et de la demande, tandis que « le contrat de travail n'est pas un contrat comme un autre, parce qu'ici la marchandise vendue ne fait qu'un avec le vendeur..., parce que c'est la personne humaine qui est engagée, c'est une créature qui vit, qui pense et qui souffre », et c'est pourquoi l'école du laisser-faire et du laisser-passer ne suffit pas à résoudre les problèmes de plus en plus complexes qui

catholiques et la question sociale ; G. Goyau, *Le catholicisme social* ; M. Turmann, *Le catholicisme social* ; M. l'abbé Naudet, *Notre œuvre sociale* ; *Le devoir social* ; *Propriété, capital et travail* ; et les principales revues sociales catholiques, *la Démocratie chrétienne*, *la Sociologie catholique*, *la Quinzaine*, *le XX^e siècle*, *l'Association catholique*, etc.

se dressent chaque jour devant nous, parce qu'elle n'est que la science de la production et des richesses et que, à côté et au-dessus de ces questions d'ordre matériel, il y a des questions juridiques, des questions morales, il y a le droit, il y a le devoir, il y a la justice¹ ».

Lorsque le législateur juge que l'une des parties en présence se trouve vis-à-vis de l'autre dans un état d'infériorité qui ne lui permettrait pas de débattre librement les conditions d'un contrat, il intervient et il édicte des règles auxquelles il est interdit de déroger. Toute convention contraire est nulle de plein droit parce qu'elle est présumée imposée par la force à la faiblesse. C'est ainsi que la loi limite en matière civile le taux de l'intérêt. Le droit reconnu au vendeur d'un immeuble d'intenter l'action en rescision pour lésion de plus des sept douzièmes, nonobstant toute convention contraire; la nullité de la clause qui, en matière de société, attribuerait tous les bénéfices à l'un des associés, ou l'exempterait de toute contribution aux pertes; l'obligation imposée au créancier gagiste non payé de recourir à la justice pour se faire attribuer le gage en paiement jusqu'à due concurrence d'après une estimation faite par experts, ou pour le faire vendre aux enchères; la nullité de toute convention qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans ces formalités, sont autant de règles que le

¹ M. Deschanel, *La Question sociale*, p. 131.

Code civil a jugé nécessaires à raison de l'inégalité des parties contractantes. Citons encore, en matière d'antichrèse, l'art. 2088 : « Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme convenu ; toute clause contraire est nulle ; en ce cas, il peut poursuivre le débiteur par les voies légales. » Et enfin la règle de l'immutabilité des conventions matrimoniales ; si l'art. 1395 interdit aux époux de modifier ces conventions, une fois le mariage célébré, ce n'est pas tant pour protéger les tiers contre des fraudes possibles, car il aurait suffi de prescrire les conditions de publicité nécessaires ; le vrai motif de cette règle, c'est que le législateur a pensé que, durant le mariage, l'un des époux exerce souvent sur l'autre une influence prépondérante, et il a cru prudent d'intervenir pour empêcher les abus éventuels.

Mais s'il est une matière où l'inégalité des parties contractantes doit être présumée, c'est bien pour le contrat de louage d'ouvrage. D'un côté, un industriel dont la vie est assurée, et pour qui une grève n'aura, en général, d'autres conséquences qu'une diminution de bénéfices ; de l'autre, l'ouvrier dont le salaire est l'unique ressource. Le premier peut attendre ; le second, non. Ce seul fait constitue déjà au profit du premier un avantage considérable, un moyen de pression énorme. Et le capital qui ne s'est pas encore incorporé dans un matériel industriel peut choisir entre les entreprises les plus rémunératrices ; un télégramme, une simple opération d'écritures, et il se

trouve instantanément transporté d'une extrémité de la terre à l'autre. Même engagé dans une entreprise, il sera souvent encore d'un déplacement facile. Le travailleur, au contraire, est attaché au sol natal par mille liens, qu'on ne peut rompre sans déchirement, mille souvenirs heureux ou pénibles. C'est là que s'est écoulée son enfance, c'est là qu'il a connu le bonheur, et c'est là qu'il a souffert. Les affections de famille, les amis, la tombe de ses parents, tout lui dit de rester. Peut-être néanmoins se résigne-t-il au départ malgré les souffrances morales qui en seront la suite; ou bien il n'a pas de famille, rien ne le retient. Mais un déplacement entraîne des frais, et souvent, faute des ressources nécessaires, l'ouvrier, véritable serf de l'usine, sera rivé à l'endroit où il travaille, et ne pourra aller chercher au dehors une situation meilleure. La crainte de perdre son emploi lui fera accepter, sans possibilité de les discuter, les conditions qu'on lui imposera.

Cet état d'infériorité économique justifie et légitime l'intervention de l'Etat. Réclamer des lois protectrices du travail, ce n'est pas témoigner à l'égard des patrons une défiance injurieuse. Autant vaudrait soutenir que l'existence de la police est blessante pour la dignité d'un peuple, et fait supposer que tous les citoyens sont des criminels et des voleurs. Les patrons honnêtes et consciencieux ne sont pas moins intéressés que les ouvriers au vote de lois protectrices du travail; car ces lois, en réprimant les abus, empêchent les industriels

peu scrupuleux de leur faire une concurrence déloyale.

Le contrat de travail n'a pas été l'objet, en France, d'une réglementation d'ensemble. Mais, sous l'influence grandissante des idées interventionnistes, différentes lois ont été votées ou sont en discussion. Nous laissons de côté celles qui concernent la santé, l'hygiène et la sécurité des travailleurs, pour ne nous occuper que du salaire. Nous entendons par ce mot la rémunération due à l'ouvrier, dans le contrat de louage d'ouvrage, en échange du travail manuel qu'il fournit.

Nous étudierons successivement les garanties dont la loi doit entourer le salaire vis-à-vis du patron et de ses créanciers, vis-à-vis des créanciers de l'ouvrier et contre la concurrence ; et enfin, la protection du salaire de la femme mariée et des enfants mineurs.

Vis-à-vis du patron et de ses créanciers, l'intervention de la loi se justifie par la situation économique de l'ouvrier, qui ne lui permettrait pas toujours de stipuler les sûretés nécessaires au paiement intégral de son salaire. La sollicitude des pouvoirs publics est d'autant plus légitime que le salaire constitue en général la seule ressource du ménage. C'est pourquoi il doit être protégé également contre les créanciers de l'ouvrier. Enfin, toujours dans l'intérêt de la famille, la loi doit s'occuper du gain de la femme mariée et des enfants mineurs, pour le cas où leur protecteur naturel ne remplit pas ses devoirs envers eux. Nous examinons aussi la question très discutée du minimum de salaire. Il est

réclamé par la justice et l'intérêt social, et nous le croyons possible, malgré les nécessités de la concurrence, non seulement dans les adjudications de travaux publics, mais même dans l'industrie privée. Nous ne pensons pas que l'Etat doive fixer lui-même le minimum, ni qu'il puisse le faire sans danger, sauf pour les ouvriers qu'il emploie directement. Il est préférable que le minimum soit déterminé par un commun accord des intéressés, et les pouvoirs publics rendraient obligatoires leurs décisions.

Cette étude nous a convaincu de la nécessité d'une organisation professionnelle fortement constituée, sans laquelle ces diverses mesures risqueraient souvent d'être inefficaces.

N.-B. — De toutes les législations ouvrières, la nôtre est une des moins complètes. Cela tient en partie à ce que les abus se sont principalement produits à l'étranger. Mais ce motif très honorable ne suffit pas à expliquer la lenteur avec laquelle la France entre dans la voie des réformes. Il en existe d'autres qu'il faut bien avouer. Toute innovation de ce genre inspire une crainte exagérée, et pendant longtemps du reste les questions sociales ont laissé l'esprit public indifférent. Par suite, nous nous sommes trouvés conduits à citer les lois étrangères, pour montrer l'insuffisance des nôtres, et pour prouver que les réformes demandées n'offrent rien de révolutionnaire, qu'elles répondent à un besoin universellement ressenti, et qu'elles sont depuis

longtemps réalisées chez les principales nations. Mais nous n'avons nullement cherché à faire une étude de législation comparée, ni une énumération complète des lois étrangères¹.

¹Principales sources consultées : M. Saleilles, *cours* de 1899-1900, *Le salaire de la femme mariée* ; M. Jay, *cours* de 1899-1900, *Le Salaire* ; M. Lambert, *Essai sur la protection juridique du salaire* ; M. Menger, professeur de droit à l'Université de Vienne, *Critique du projet de code civil pour l'Empire allemand* (1890) ; M. Stadthagen, *Das Arbeiterrecht* ; les débats des Conseils supérieurs du travail français et belge, les publications de l'Office du travail français, l'enquête sur la situation du travail, les rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers, les discussions des chambres, les principales revues, *passim*.

CHAPITRE PREMIER

LA PROTECTION DU SALAIRE VIS-A-VIS DU PATRON.

Cette protection s'impose, parce que le patron peut être tenté de réduire indirectement le salaire convenu. L'ouvrier est-il payé à la tâche ? Il faudra, pour calculer le montant du salaire, évaluer le travail fourni, ce qui exige parfois des opérations très compliquées de mesurage, de pesage, etc. ; ces opérations peuvent donner lieu à des fraudes nombreuses. Si l'ouvrier est payé à l'heure ou à la journée, il semble, de prime abord, que les règlements de compte ne soulèveront aucune difficulté. Et pourtant il n'en est rien. Multiples sont les moyens qui permettent à un patron peu scrupuleux de réduire le salaire. Le plus souvent, ce sera le truck-system, ou paiement en nature avec majoration des prix. En général, il se pratique d'une façon détournée : L'ouvrier se trouve moralement forcé de s'approvisionner dans certaines maisons, où le patron a une part de bénéfices. C'est là que d'ordinaire se fait la paie. Les règlements de compte à intervalles trop éloi-

gnés constituent encore une diminution indirecte du salaire. Enfin, les retenues pour fournitures, avances en argent, amendes, malfaçons et même pour institutions de prévoyance, doivent attirer l'attention du législateur. Les premières peuvent n'être qu'une forme déguisée du truck-system. Les avances en argent sont dangereuses, parce qu'elles placent l'ouvrier sous la dépendance absolue du patron. Enfin, quel que soit l'objet des retenues, leur taux doit toujours être limité. Il faut qu'à chaque paie l'ouvrier soit assuré de toucher une quotité déterminée de son salaire, pour faire face aux dépenses courantes. Les amendes et retenues pour malfaçons rendent faciles les réductions arbitraires de salaires. Enfin les retenues pour institutions de prévoyance créées et gérées par des patrons, peuvent être la source d'abus. L'organisation de leur contrôle s'impose.

SECTION I. — *Mode de détermination du salaire.*

L'ouvrier payé au temps peut calculer facilement le salaire auquel il a droit. Mais, s'il est payé à la tâche, la situation change. Trop souvent il lui sera impossible de vérifier son compte, soit que les opérations de comptage, pesage ou mesurage, n'aient pas lieu en sa présence, soit qu'elles exigent des instruments spéciaux, dont il ignore le mécanisme. Demandra-t-il que son contrôle soit admis? Ce sentiment de défiance irritera naturellement le patron. Si, au contraire, cette mesure

est générale, imposée par l'Etat à tous les industriels, aucun ne pourra s'en froisser, de même que personne ne récrimine contre la vérification des poids et mesures. Les adversaires les plus acharnés de l'intervention de l'Etat auraient mauvaise grâce à critiquer des dispositions qui ont pour but d'assurer le règlement loyal des comptes. Enfin ces lois ont une heureuse influence au point de vue social ; elles empêchent les abus, causes de haines et de révoltes, et dissipent toutes les défiances, justifiées ou non, qu'inspire une détermination du salaire impossible à contrôler.

La loi du 7 mars 1850, sur les moyens de contrôler les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage, s'inspire de ces considérations. Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés, doit inscrire, au moment de la livraison, sur un livret spécial, appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains : le poids et la longueur de la chaîne, le poids de la trame et le nombre de fils à introduire par unité de surface de tissu ; les longueur et largeur de la pièce à fabriquer ; le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu (art. 1). De même, pour les fils à bobiner, il faut inscrire le poids brut et le poids net de la matière à travailler, le numéro du fil, le prix de façon, soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette matière (art. 2). Les instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures doivent

être constamment exposés dans le lieu où se règlent habituellement les comptes. (Cette mesure est insuffisante. La loi aurait dû imposer la vérification en face de l'ouvrier; celui-ci ne peut la demander, car c'est alors une marque de défiance blessante pour le patron). Le contrevenant est passible d'une amende de 11 à 16 francs, et, en cas de récidive, le tribunal peut ordonner l'insertion du jugement dans un journal de la localité. En vertu d'une disposition de l'article 7 permettant d'étendre ces règles aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage, un décret du 20 juillet 1853 a rendu la loi du 7 mars applicable à la coupe du velours, à la teinturerie, au blanchiment et à l'apprêt des étoffes.

La loi de 1850 avait été rendue nécessaire par les agissements de certains fabricants. Les métiers à la main luttaient de plus en plus difficilement contre les métiers mécaniques. Le fabricant, pour soutenir plus longtemps cette concurrence, cherchait à baisser les salaires. N'osant le faire directement, il augmentait la longueur de la chaîne ou recourait à un autre procédé analogue. Le salaire, en apparence, restait le même; en fait, il se trouvait réduit à l'insu de l'intéressé, puisque le travail exigeait un temps plus long, sans être payé plus cher. Les plaintes des ouvriers lésés, celles des fabricants qui, ne recourant pas à ces manœuvres, ne pouvaient lutter contre les autres dans des conditions égales, aboutirent à la loi du 7 mars 1850.

A l'étranger, comme en France, l'Etat a cru devoir intervenir. Ainsi les mineurs anglais peuvent nommer des délégués qui contrôlent les pesées de charbon faites par le représentant du patron. En Belgique, en vertu de la loi du 17 juin 1896, l'ouvrier a toujours le droit de contrôler les mesurages ou pesées dont dépend la détermination du salaire; et afin que l'ouvrier ne soit pas contraint de renoncer à ce droit, toute convention contraire est nulle. Les sanctions, en cas d'entrave apportée au contrôle, sont une amende qui peut s'élever à 1.000 francs et un emprisonnement qui peut atteindre deux ans. Ces mesures n'ont pas encore paru suffisantes, et, dès le 1^{er} février 1899, le gouvernement belge déposait un projet sur le mesurage du travail, aux termes duquel serait désormais obligatoire l'emploi des instruments de mesure légaux, qui devraient être vérifiés et poinçonnés conformément à la loi. Et lorsqu'il s'agirait d'instruments spéciaux à une industrie, comme la loi ne saurait imposer de règle générale à cause de la variété des situations, le gouvernement aurait le droit de procéder par voie d'arrêtés.

Il est à souhaiter que les lois de ce genre se multiplient. Elles peuvent empêcher de nombreux conflits et contribuer pour leur part à assurer la paix sociale.

SECTION II. — *Mode de paiement du salaire.*

Ordinairement le salaire est évalué et payé en argent; parfois il l'est en nature. Ce mode de rémunéra-

tion peut résulter de circonstances particulières. C'est ainsi que le logement et la nourriture sont compris dans les gages des gens de maison. Souvent les ouvriers agricoles reçoivent une partie de leur salaire en nature. Aucune législation n'interdit de rémunérer ainsi leurs services, bien que certains Etats aient dû intervenir pour réprimer des abus. Des enquêtes parlementaires anglaises ont montré que des ouvriers agricoles avaient reçu jusqu'à la moitié de leur salaire en fournitures de cidre. Aussi l'article 4 de la loi du 16 septembre 1887 sur le truck, qui permet de fournir la nourriture aux ouvriers agricoles, interdit-il les liqueurs fortes. Les enquêtes anglaises ont aussi constaté fréquemment que les logements des domestiques et ouvriers agricoles étaient impropres à l'habitation. Enfin le règlement russe du 12 janvier 1886, sur le louage des ouvriers agricoles, dispose, art. 32, que : « si les ouvriers sont nourris par le maître, les aliments qui leur sont fournis, doivent être de bonne qualité, et de la même nature et quantité que la nourriture des gens de condition moyenne de la localité ¹. »

Dans ces divers cas, le paiement des salaires en denrées a une raison d'être ; et souvent dans les petits pays agricoles, l'argent est rare. Il serait difficile au patron de s'en procurer pour payer les salaires ; l'obligation où il se trouverait d'aller vendre au dehors ses produits, lui occasionnerait des frais élevés ; ou bien,

¹ *Annuaire de législation étrangère*, 1886, p. 651.

s'il les cède aux petits commerçants de la localité, ceux-ci vont profiter de l'absence de toute concurrence et des difficultés de communication et de transport, pour revendre ces produits très cher aux ouvriers. Ces derniers ont donc tout intérêt à s'approvisionner chez leur patron. Il est plus simple de les payer directement en nature, et chacun y trouve son avantage.

Mais ce mode de rémunération n'a plus les mêmes raisons d'être pour les ouvriers de l'industrie, qui sont employés d'ordinaire dans des localités importantes, où le commerce est développé, et où le paiement du salaire en argent permet de choisir les fournisseurs. Enfin, les travailleurs peuvent, grâce à leur nombre, fonder des coopératives de consommation et obtenir à bon compte les objets nécessaires. S'ils sont payés en denrées, ils doivent accepter tout ce qu'on leur livre, marchandises de mauvaise qualité ou estimées à un taux supérieur au prix courant. Il leur faudra vendre à perte ce qu'ils n'utiliseront pas ; de là, une diminution de leur salaire. Enfin, ce système est manifestement contraire à l'esprit d'épargne, et il empêche les intéressés de calculer le montant de leur paie.

L'abus est encore plus grand si le paiement s'effectue non plus en denrées, mais en produits de l'usine, tels que montres, tissus, etc. L'ouvrier devient un courtier qui place les objets manufacturés par la fabrique. Il en résulte une perte de temps, des frais, des fatigues parfois considérables. La vente s'opère dans des conditions désastreuses, parce que l'ouvrier a besoin

d'obtenir immédiatement de l'argent, et subit toutes les conditions qui lui sont faites.

Les premiers industriels qui pratiquèrent le paiement en nature, le faisaient dans l'intérêt des ouvriers, auxquels ils cédaient à un prix avantageux les objets achetés en gros. Si le salaire nominal (c'est-à-dire évalué en argent), restait le même, le salaire réel (la somme d'objets utiles qu'il représente), se trouvait augmenté d'autant. Mais l'opération ne tarda pas à dévier de son but généreux. On vit des industriels fournir des marchandises avariées, de qualité inférieure, et dont ils augmentèrent les prix ; ou bien, ils livrèrent en paiement les produits de leur usine. La réduction des salaires, que cette spéculation entraînait, atteignit jusqu'à 10, 20, 30 0/0, selon les pays. Le rapport sur les conditions du travail en Russie, l'évalue à 45 0/0¹.

Ces abus rendaient l'intervention des pouvoirs publics nécessaire. L'Angleterre, l'Autriche, la Hongrie, la Norvège, l'Allemagne, la Russie, la Belgique, le Luxembourg, la Suisse, une vingtaine d'Etats de la Confédération américaine édictèrent des lois contre le truck. Les uns se contentent d'interdire le paiement en produits de l'usine et marchandises diverses, mais il permettent la fourniture de denrées sous certaines conditions : tantôt au prix de revient, pour rendre toute spéculation impossible, tantôt moyennant une autori-

¹ Rapport sur les conditions du travail en Russie, p. 29.

sation préalable de l'administration, ou le consentement de l'ouvrier donné par écrit. D'ordinaire, ces trois conditions se trouvent exigées simultanément; sinon, les bonnes intentions du législateur risqueraient fort de ne produire aucun effet; et si l'on se contentait d'exiger une convention écrite entre le patron et l'ouvrier, la situation resterait la même; l'écrit serait imposé, de même que le truck-system, par le chef de l'établissement.

Le paiement en nature se pratique aussi sous une forme détournée. L'ouvrier reçoit son salaire en argent; mais, à côté de l'usine, le patron, le contremaître, un membre de leur famille ou un homme de paille tiennent une boutique. Quiconque refuse sa clientèle, s'expose au renvoi. Les abus sont les mêmes qu'avec le truck-system direct. Aussi, dans plusieurs législations, les lois sur le paiement des salaires s'appliquent à ces diverses catégories de personnes. C'est également pour ce motif que les fournitures faites à la femme, aux enfants, aux proches parents de l'ouvrier, doivent être considérées comme faites à l'ouvrier lui-même, et soumises aux mêmes règles. Des dispositions de ce genre se rencontrent dans les lois anglaise, belge, allemande. En outre, le patron se voit souvent refuser toute action en justice pour le paiement des marchandises fournies ou vendues dans une boutique qui lui appartient ou dont les bénéfices lui sont attribués pour partie. C'est ce qui a lieu notamment en Angleterre.

Les lois sur le truck sont sanctionnées par des amendes

souvent fort élevées, et parfois par la prison. En Allemagne, le contrevenant peut être frappé d'une amende de 2.000 marcks, et, en cas d'insolvabilité, d'un emprisonnement de six mois. L'amende est de 20 à 200 florins en Hongrie, de 50 à 2.000 francs en Belgique ; elle peut s'élever en Angleterre jusqu'à 2.500 francs à la troisième contravention ; et malgré la sévérité de la répression, le truck-system est tellement enraciné dans ce pays, que l'enquête de 1870 dénonçait l'insuffisance des pénalités. Il y avait encore à cette époque 147.000 ouvriers occupés chez des maîtres qui pratiquaient le paiement en nature. En Russie, le patron contrevenant est passible d'une amende de 50 à 300 roubles, et il peut être déchu de sa profession, si sa désobéissance a provoqué des troubles nécessitant l'intervention de la force publique. En vertu d'une loi anglaise de 1564, relative à l'interdiction du paiement en nature dans l'industrie textile, le chef de l'établissement pouvait être également exclu du métier.

Enfin il faut que l'ouvrier obtienne réparation du préjudice subi ; de là, les dispositions qui prononcent la nullité des règlements de compte irréguliers. C'est ainsi qu'en Angleterre l'intéressé peut réclamer un second paiement, sans qu'on puisse faire déduction de la valeur des marchandises fournies. D'après la législation allemande, l'ouvrier peut aussi réclamer un second paiement ; mais les choses qu'il a reçues, s'il les possède encore en nature, ou à leur défaut, l'argent qu'il en a tiré, sont versés à la caisse de secours dont

il fait partie. Les dispositions de ce genre se rencontrent dans divers pays ; elles sont bien supérieures à celles de la loi anglaise, qui constituent une véritable prime à la mauvaise foi.

Aucune loi, en France, ne régit le paiement des salaires. Dès 1890, la Chambre était saisie de deux projets, l'un de M. Maxime Lecomte ; l'autre, de M. Ferroul (29 mai 1890), concernant aussi les règlements d'atelier. Mais comme les amendes se trouvaient mises en cause par cette dernière proposition et que la Chambre en demandait la suppression complète, tandis que le Sénat se bornait à les régler, aucune solution définitive n'est encore intervenue. Toutefois les deux Assemblées ont voté un texte d'après lequel les paiements doivent avoir lieu en monnaie ayant cours, nonobstant toute convention contraire, à peine de nullité.¹ D'après le projet de M. Maxime Lecomte, les patrons ne pouvaient, sauf les exceptions prévues, imputer sur les salaires le prix des marchandises qu'ils auraient livrées aux ouvriers. (Cette question a été résolue par la loi du 12 janvier 1895 ; nous l'examinerons plus loin, en étudiant les retenues sur les salaires). La même interdiction était prévue à l'égard des personnes interposées de l'entourage du patron ou de l'ouvrier. Elle a disparu du texte voté par les Chambres ; si cette omission n'est pas réparée, il sera facile d'éluder la loi. Et lorsque l'on considère les bénéfices considérables que permet de réaliser

¹ Sénat, 24 avril 1894 ; Chambre, 5 et 6 novembre 1892 ; 6 décembre 1898.

le truck-system et la dépendance économique dans laquelle se trouve l'ouvrier vis-à-vis du patron, on a tout lieu de craindre que la nullité du paiement et l'amende de 15 francs, avec application de l'art. 463 du Code pénal, seules sanctions prévues, ne constituent des mesures bien insuffisantes. Les législations étrangères sont beaucoup plus rigoureuses. En revanche, la Chambre s'est rendue compte que l'ouvrier ne pourrait pas réclamer, en cas de violation de la loi, sans s'exposer à être congédié; c'est pourquoi elle a donné mission aux inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, de veiller à l'observation de ces règles.

SECTION III. — *Retenues sur le salaire.*

Retenues pour fournitures faites par le patron. — Les économats.

Souvent des patrons, mus par une pensée philanthropique, fondent des économats. Ils achètent en gros, c'est-à-dire dans des conditions très avantageuses, les denrées usuelles; puis ils les recèdent sans bénéfice au personnel de l'établissement. A d'autres points de vue encore, l'économat peut être utile. En faisant crédit, il protégera la femme et les enfants contre la prodigalité d'un chef de famille, car il leur fournira les objets nécessaires à l'existence, sauf à en défalquer la valeur au jour de la paie. Néanmoins les inconvénients paraissent supérieurs aux avantages. Prenons l'économat placé sous un régime de liberté absolue. Il fait crédit

sans difficulté, au moins jusqu'à concurrence du montant des salaires ; et en effet, il n'a rien à craindre ; il rentrera dans ses avances le jour de la paie. Mais il est ainsi cause que la plupart de ses clients dépenseront plus, car l'acheteur à crédit ne se préoccupe guère de l'état de sa caisse, tant que l'échéance n'est pas arrivée. Parfois le travailleur ne touche presque rien au bout de la semaine, et il en conçoit de l'irritation. Mais ce n'est pas là le principal motif de l'hostilité violente provoquée par cette institution. Les ouvriers, quelles que soient les intentions du chef de l'établissement, se croient obligés d'aller à l'économat, ils pensent qu'ils seront remarqués et mal notés, s'ils paraissent faire acte d'indépendance. Cette crainte d'ailleurs n'est pas chimérique. Même à son insu, le patron jugera défavorablement ceux qui dédaignent les avantages offerts par lui. Et l'économat constitue surtout, en fait, une atteinte indirecte au droit de grève ; car, en cas de cessation de travail, il supprime toute avance, et ses clients ne peuvent trouver de crédit auprès des petits commerçants de la localité, qui ne les connaissent pas et les voient de mauvais œil.

Enfin il est à craindre que le patron ne se serve de l'économat pour pratiquer le truck-system. Il peut faire de ses ouvriers des clients forcés, par exemple, s'il les paie en jetons qui n'ont cours qu'à l'intérieur de l'usine. Rien alors ne l'empêche d'imposer les prix de vente qui lui plaisent.

Pour rendre impossible cette spéculation, le projet

de M. Maxime Lecomte demandait que la vente eût lieu obligatoirement au prix de revient, ou que les bénéfices fussent partagés entre les ouvriers. Ceux-ci devaient nommer une délégation chargée de vérifier les comptes tous les ans.

La Chambre est actuellement saisie de deux propositions qui demandent la suppression des économats. La première, de MM. Georges Berry et Julien Goujon, est signée de 54 députés de toute nuance¹ ; la seconde a été déposée par MM. Coutant et Vaillant². C'est là une question très délicate. Il est désirable que les coopératives de consommation gérées par les ouvriers eux-mêmes remplacent partout les économats. D'ailleurs beaucoup de patrons opèrent spontanément cette transformation. Mais la coopérative n'est pas toujours possible. Une loi qui édicterait une prohibition absolue, causerait peut-être alors de grandes souffrances. Mais on pourrait autoriser les économats, lorsque les circonstances l'exigeraient, moyennant une approbation administrative préalable. Il serait bon de leur appliquer les mesures proposées par M. Maxime Lecomte, et de rendre obligatoire dans un délai déterminé leur transformation en coopératives. La vente aurait toujours lieu au comptant.

La réglementation des économats ne peut guère soulever d'objections. Le régime de liberté complète, pratiqué notamment en Espagne, en Norvège, en Hollande,

¹ 27 juin 1899.

² 20 novembre 1899.

dans quelques cantons suisses, est abandonné par les grands pays industriels.

D'après la législation française, la vente doit avoir lieu au comptant ; il est interdit au patron de faire des retenues sur le salaire pour prix de fournitures. En vertu de la loi du 12 janvier 1895, la compensation ne s'opère pas au profit du chef d'établissement entre le montant des salaires et les sommes qui lui seraient dues pour livraison de marchandises (à moins qu'il ne s'agisse d'outils ou de matériaux nécessaires à l'ouvrier pour son travail). Ces dispositions se retrouvent également dans les lois anglaise et hongroise ; et le patron se voit même refuser dans ce cas toute action en paiement ; chez nous, au contraire, le patron peut saisir un dixième du salaire, et se faire céder un second dixième. Il se trouve donc dans la situation des créanciers ordinaires, et subit leur concours.

La défense faite au patron de se payer au moyen de retenues, est surtout nécessaire lorsque la loi n'impose pas la vente au prix de revient ; sinon, l'ouvrier pourrait être contraint d'accepter des marchandises dont le prix serait majoré et viendrait en déduction du salaire ; ce serait encore le truck-system avec tous les abus qui en résultent.

L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Russie soumettent à des règles très étroites les fournitures de marchandises faites par le patron. Tantôt il faut une autorisation administrative¹, tantôt une convention

¹ En Russie, l'inspecteur doit même approuver la liste des objets mis en vente.

entre le patron et l'ouvrier; le plus souvent, la vente doit avoir lieu au comptant et au prix de revient.

Retenues pour logements et terrains.

Le problème de l'habitation est d'une extrême importance au point de vue de l'hygiène, de la moralité, de l'esprit de famille, de l'intérêt social. Que de victimes arrache à la mort et au cabaret un logement sain, confortable, où l'on se réunit le soir après la journée de travail ! Que de ruines morales causent la promiscuité forcée et la chambre unique ! Ces motifs ont poussé des patrons à mettre à la disposition de leurs collaborateurs des maisons qu'ils louent au plus bas prix possible; souvent même ils leur facilitent les moyens d'en devenir propriétaires, grâce à des paiements fractionnés. Parfois, l'intéressé reçoit une avance qui lui permet de faire construire sa demeure selon ses goûts personnels.

Mais il importe que la liberté des locataires soit respectée, et qu'une œuvre sociale ne dégénère pas en spéculation. Il ne faut pas que l'ouvrier, client forcé du patron, subisse des conditions onéreuses. C'est pourquoi plusieurs Etats subordonnent à certaines conditions les retenues pour le loyer. La loi russe exige l'approbation du tarif par l'inspecteur des fabriques. En Belgique, il faut que le bail soit librement conclu entre le patron et l'ouvrier; et, au cas d'avances consenties pour la construction, la retenue ne peut dépasser $1/5^e$ du salaire. Le taux des loyers, d'après la loi allemande, ne doit pas dépasser le prix courant de la

région. Il en est de même en Angleterre, où l'on exige, en outre, une convention écrite entre le patron et l'ouvrier, et une vérification annuelle des comptes. Chez nous, les retenues de ce genre sont interdites, et la compensation ne s'opère pas entre les sommes dues par l'ouvrier locataire et celles dont le patron est débiteur envers lui. La loi énumère, en effet, d'une façon limitative, les cas où la compensation a lieu et où les retenues sont permises. Or, la créance du loyer ne figure pas dans cette liste. C'est donc que la compensation ne se produit pas.

Une maison devrait toujours être accompagnée d'un jardin. L'influence sociale du coin de terre est souvent méconnue. Il y a là une occupation attrayante qui occasionne peu de fatigues, détourne du cabaret et procure un appoint de ressources appréciable¹. Les lois qui réglementent les retenues opérées par le patron, à titre de loyer, doivent s'appliquer aussi bien pour un terrain que pour une maison, et c'est ce qui se produit d'ordinaire. Ces retenues nous paraissent interdites en France, puisque la loi n'en fait pas mention dans son énumération limitative.

Le législateur n'a pas prévu une situation très digne d'intérêt. Un ouvrier est en voie d'acquérir la propriété de sa demeure; la charge peut un jour devenir trop lourde pour lui, ou bien une circonstance l'oblige à

¹ La Ligue du coin de terre et du foyer, fondée par M. l'abbé Lemire, et l'Œuvre des jardins ouvriers, propagée surtout par les démocrates chrétiens, méritent une mention particulière.

quitter le pays. Il importe qu'on ne lui impose pas des conditions onéreuses de résiliation. La loi, dans cette hypothèse, devrait ordonner le remboursement de tout ce qui excède le montant des loyers.

Retenues pour avances en argent.

L'ouvrier dans la gêne s'adressera au patron, et celui-ci prête ordinairement sans intérêts. Néanmoins, on a constaté parfois de graves abus. C'est ainsi qu'en Angleterre, on déduisait 5 % par mois; aussi la loi anglaise, comme la loi russe, ont-elles interdit de prélever des intérêts.

Un autre danger est à craindre ; c'est que le débiteur se trouve enchaîné à l'usine. Telle fut la situation en France depuis 1749 jusqu'au 14 mai 1851 (sauf sous la Révolution). Le patron pouvait garder de force l'ouvrier jusqu'à ce qu'il se fût acquitté envers lui. Lorsque ce droit fut supprimé, il conserva un privilège sur le salaire (retenue de 2/10^{es}) en inscrivant sa créance sur le livret de l'ouvrier. La saisie-arrêt avait donc lieu de plein droit par dérogation au droit commun.

La loi du 14 mai 1851 abolit le droit de retenir l'ouvrier et atténue le privilège. « Les avances faites par le patron à l'ouvrier ne peuvent plus être inscrites sur le livret de celui-ci et ne sont remboursables, au moyen de retenues, que jusqu'à concurrence de 30 fr. », et non plus pour la totalité; enfin la retenue, qui était de 2/10^{es}, se trouve réduite à 1/10^e du salaire journalier.

Vient la loi du 2 juillet 1890, qui supprime le livret,

la saisie-arrêt de plein droit et le privilège. Le remboursement s'opère au moyen de retenues fixées d'un commun accord. La totalité du salaire peut être retenue, si l'ouvrier part avant de s'être acquitté ; le tout sans préjudice de la saisie-arrêt, mais celle-ci est rare par suite des frais considérables qu'elle exige, et qui retomberaient sur le patron créancier, en cas d'insolvabilité du débiteur.

Cette question des retenues, après avoir fait l'objet des délibérations du Conseil supérieur du travail, fut discutée par les Chambres, qui modifièrent à nouveau la législation¹. Le patron qui a consenti un prêt, peut se rembourser en opérant des retenues d'un dixième sur le salaire ; sur ce dixième, personne autre que lui ne peut prétendre de droits. C'est donc un véritable privilège. (S'il s'agit d'avances faites pour l'achat de matériaux ou d'outils nécessaires au travail, le taux des retenues n'est pas limité.) En outre, le patron peut, comme tout créancier, saisir un dixième du salaire et se faire céder un autre dixième.

La plupart des pays ne limitent pas le taux des retenues ; c'est dangereux, l'ouvrier, ayant besoin de sa paie pour vivre, doit être assuré d'en toucher au moins une partie. Nous estimons, quant à nous, que le salaire doit être incessible et insaisissable. Le vote de cette mesure doit entraîner l'interdiction des retenues, car celles-ci constituent en définitive une saisie-arrêt et une cession qui opèrent de plein droit.

¹ Loi du 12 janvier 1895.

D'après la loi française, comme d'après la loi belge¹, le taux des retenues ne varie pas, quels que soient le chiffre du salaire, le coût de la vie, les charges de famille. En Russie, au contraire, les retenues ne peuvent excéder le quart du salaire, pour un ouvrier marié ou veuf avec enfants, tandis qu'elles sont d'un tiers pour les célibataires.

Retenues pour institutions de prévoyance.

L'épargne est difficile pour l'homme qui gagne à peine de quoi subvenir à ses besoins. Il est à craindre qu'il y renonce, et qu'il se trouve sans ressources, lorsque la maladie, la vieillesse, un accident imprévu viendront le frapper. Des patrons, soucieux d'assurer le bien-être de ceux qu'ils emploient, s'efforcent de remédier à cet état de choses. Ils créent des caisses de secours, et parfois, dans la grande industrie surtout, des caisses de retraites. Les fonds en sont fournis par eux et par les cotisations des sociétaires. Parfois le chef d'établissement rend l'affiliation obligatoire. Même lorsqu'il n'en est pas ainsi, il est juste que les adhérents prennent part à l'administration. Par leurs versements, ils acquièrent un droit de contrôle, qui, d'ailleurs, ne leur est guère refusé. Mais la loi doit transformer cet état de fait en droit. Les statuts seraient obligatoirement soumis à l'approbation des adhérents et n'entreraient en vigueur

¹ En Belgique, les retenues sont permises jusqu'à concurrence d'un cinquième.

qu'après avoir été ratifiés par la majorité des votants¹. Des délégués, choisis par les intéressés, auraient voix délibérative et vérifieraient les comptes. Certaines clauses doivent être interdites, par exemple, celles qui déclareraient l'ouvrier déchu de ses droits à la retraite en cas de renvoi. La communication des statuts aux autorités administratives, la surveillance exercée par les inspecteurs du travail, assureraient le respect de ces prescriptions.

A. — RETENUES POUR CAISSES DE SECOURS.

Plusieurs pays les laissent sous un régime de complète liberté. Par contre, la Russie et l'Etat d'Indiana ont interdit les retenues pour frais médicaux. D'autres pays autorisent les caisses, mais sous certaines conditions. Les cantons d'Unterwald (loi du 24 avril 1887), de Thurgovie (ordonnance du 19 mai 1890), de Zurich (ordon. du 16 février 1889) les soumettent à la surveillance du gouvernement. En Suède et en Norvège, il faut une convention écrite entre le patron et l'ouvrier. Une loi anglaise de 1831 exige aussi un engagement écrit de l'ouvrier, et depuis 1887, tout patron doit, au moins chaque année, dresser un compte exact des retenues; ce compte est soumis à l'examen de deux vérificateurs payés par les ouvriers.

Les caisses de secours sont également réglementées par les Etats qui les ont rendues obligatoires, exemple :

¹ C'est ce qui a lieu en Suisse, en Norvège, en Angleterre.

les caisses d'assurance contre la maladie en Allemagne, en Autriche, en Hongrie. C'est ainsi que la loi allemande détermine la part contributive des patrons et des ouvriers, le nombre de leurs représentants au conseil d'administration, le montant des secours; le tout, sans préjudice de la surveillance administrative.

La loi française réglemente les caisses de secours dont les mineurs et les inscrits maritimes font obligatoirement partie.

Les caisses de secours et de retraites sont obligatoires dans les mines depuis la loi du 29 juin 1894. Les retenues pour les caisses de secours sont fixées par le conseil d'administration de la société, sans pouvoir dépasser 2 0/0 du salaire des ouvriers et employés. L'exploitant doit opérer un versement égal à la moitié de celui des ouvriers et employés (art. 6). Les statuts fixent la nature et la quotité des secours et des soins à donner, et celle des subventions en cas de décès (art. 7). Un tiers des membres du conseil est désigné par l'exploitant; les deux autres tiers sont élus par les membres de la société et choisis parmi les participants qui remplissent les conditions prescrites (art. 10). L'exploitant peut renoncer à son droit de nomination. Les pièces de comptabilité doivent être communiquées au préfet et aux ingénieurs des mines. Tous les ans, les sociétés adressent un état de leur situation aux ministres des travaux publics et de l'intérieur. A la fin de l'année, le conseil d'administration fixe, sur les excédents disponibles, les sommes à laisser dans la caisse

pour assurer le service et celles à verser à la Caisse des dépôts et consignations. Ce dépôt doit être effectué par le conseil dans le délai d'un mois, sous la responsabilité solidaire de ses membres, sans préjudice, le cas échéant, de l'art. 408 du Code pénal. Les administrateurs qui auraient effectué ou laissé effectuer un emploi de fonds non autorisé par les statuts encourent la même responsabilité et les mêmes pénalités. Le total de la réserve ne peut dépasser le double des recettes de l'année (art. 15). En cas de violation de la loi, la dissolution du conseil peut être prononcée; et en attendant les nouvelles élections, un délégué du préfet gère la caisse (art. 17).

La loi du 21 avril 1898 a fondé une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et les accidents de leur profession. En font obligatoirement et exclusivement partie les inscrits maritimes à partir de dix ans. Le ministre de la marine est chargé de la gestion, avec le concours des fonctionnaires et agents qui dirigent la caisse des invalides de la marine. Il est assisté d'un conseil d'administration comprenant les membres titulaires de la commission supérieure des invalides et un nombre égal d'inscrits et d'armateurs pris par moitié dans chaque catégorie. Les sommes disponibles doivent être employées en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor et en obligations garanties par l'Etat. La loi fixe le taux maximum des cotisations, le montant des secours et les conditions requises pour y avoir droit.

La législation française n'impose pas de règles analogues aux caisses particulières créées par les patrons. Il faudrait que les statuts soient soumis à l'approbation des intéressés, et que ceux-ci exercent un droit de contrôle et participent à la gestion.

Que décider pour l'emploi des fonds? Les lois allemande, autrichienne et hongroise exigent leur dépôt dans une caisse spéciale; tandis qu'en Angleterre, en Suisse, en Belgique, ils peuvent être laissés dans celle du patron. Sans doute, le chef d'usine peut devenir insolvable, et compromettre les fonds de la société; mais l'avoir des caisses de secours est habituellement peu élevé, car les recettes et les dépenses s'équilibrent. L'attribution d'un privilège aux sociétaires créanciers du patron constitue pour eux une garantie suffisante, sans qu'il soit nécessaire d'interdire le dépôt dans la caisse du chef de l'établissement. Cette question se rattache à l'étude des mesures protectrices du salaire à l'égard des créanciers du patron.

B. — RETENUES POUR CAISSES DE RETRAITES.

Les caisses de retraites et les caisses de secours doivent être soumises à la même réglementation; des raisons identiques justifient dans les deux cas l'intervention du législateur. Mais ici se pose une grave question, celle de la clause de déchéance.

La clause en vertu de laquelle l'ouvrier renvoyé ou démissionnaire perdrait tout droit à la retraite, doit

être interdite. C'est porter atteinte à la liberté du travailleur, le river à l'usine, donner à l'employeur un moyen aussi facile que déloyal d'éluder ses engagements. Et « le renvoi frappe avec une complaisance marquée à la veille de la limite d'âge nécessaire pour la retraite ¹ ».

Les tribunaux déclarent illicite la clause de déchéance, mais la Cour de cassation se prononce en sens contraire.

L'ouvrier, en cas de départ ou de renvoi, doit obtenir la liquidation de sa pension. Telle est la solution de la loi fédérale suisse du 28 juin 1889, sur les caisses de secours des compagnies de chemins de fer et de bateaux à vapeur.

En France, en vertu de l'article 1780, Code civil, complété par la loi du 27 décembre 1890, « le louage de service fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. Néanmoins, la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts. Pour la fixation de l'indemnité à allouer, le cas échéant, il est tenu compte..... des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite ». Auparavant, lorsque le contrat était conclu pour un temps indéterminé, et que nul usage n'en fixait la durée, la jurisprudence considérait la rupture d'un tel contrat comme étant l'exercice d'un

¹ M. du Maroussem, *Les grands magasins tels qu'ils sont*. — *Revue d'économie politique*, 1893, p. 858.

droit, et comme ne donnant lieu par suite à aucune indemnité. Elle admettait toutefois quelques restrictions à ce principe ; ainsi, des dommages et intérêts pouvaient être alloués, si la rupture avait lieu contrairement à la volonté expresse ou présumée des parties. Lorsque le contrat était conclu pour une durée indéterminée (c'est le cas pour les agents commissionnés des compagnies, surtout des compagnies de chemins de fer), l'employé pouvait donc être congédié sans indemnité même à la veille de sa retraite ; et, pour plus de sûreté, il suffisait de lui faire signer d'avance un engagement par lequel il renonçait à toute action en indemnité au cas de renvoi. Les légitimes réclamations que soulevaient de tels procédés donnèrent naissance à la loi du 27 décembre 1890. Les parties ne peuvent renoncer au droit éventuel de demander des dommages-intérêts. Autrement la loi n'aurait produit aucun résultat. Il aurait fallu, pour obtenir un emploi, prendre l'engagement de n'intenter aucune action en indemnité.

N. B. — La question de la clause de déchéance se pose, non seulement pour les pensions de retraites, mais encore pour la participation aux bénéfices avec répartition différée. Les mêmes motifs nous font juger cette clause illicite.

Les retenues pour l'assurance contre les accidents
et la loi du 9 avril 1898.

Antérieurement à cette loi, un certain nombre de patrons s'assuraient, eux et leurs ouvriers, contre les

accidents. En même temps que leur prime, ils payaient celle des ouvriers, et ils en retenaient la valeur sur les salaires. Désormais la situation est changée. Les accidents sont à la charge des patrons. L'ouvrier n'a plus d'intérêt à s'assurer, et la loi déclare nulle toute convention par laquelle il consentirait des retenues pour les primes (art. 30). Les retenues ne seraient donc légitimes que dans la mesure où elles auraient pour but de procurer une indemnité supérieure à celle qui est prévue par la loi.

Néanmoins un certain nombre de patrons ont voulu faire supporter aux ouvriers une partie des charges de l'assurance, et cette prétention a provoqué d'assez nombreuses grèves. La justice a été saisie de la question et a déclaré les retenues illégales¹.

L'intérêt de la controverse est purement doctrinal. Le patron n'a pas le droit d'opérer de retenue pour l'assurance contre les accidents; la loi est formelle. Mais rien ne l'empêche, s'il est le plus fort, d'imposer des réductions de salaire.

Retenues à titre d'amendes.

Les amendes sont-elles indispensables au maintien de la discipline? Faut-il les interdire, ou simplement fixer leur taux maximum? Autant de questions très controversées, qui ont provoqué le vote de lois, soit sur

¹ Jugement du Conseil de prud'hommes de la Seine; 12 août 1899; confirmé par le tribunal de Commerce de la Seine, 22 septembre 1899.

les amendes, soit d'une façon plus générale sur les règlements d'atelier. En France, les projets soumis aux délibérations des Chambres n'ont pas encore abouti.

Pour éviter les malentendus, source de conflits et de froissements réciproques, il est nécessaire que les droits et les devoirs respectifs des parties contractantes soient nettement établis. C'est pourquoi plusieurs nations étrangères, ainsi l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne, la Suisse, la Russie, la Norvège, la Belgique, ont rendu le règlement obligatoire, les unes pour toutes les fabriques, les autres pour celles qui occupent un certain nombre d'ouvriers, 5, 10, 20 ou 25. Souvent la loi, pour assurer l'efficacité de cette mesure, prescrit d'afficher le règlement et d'en délivrer un exemplaire à chaque ouvrier.

Le but à atteindre, c'est l'élaboration du règlement par les intéressés eux-mêmes. Les trade-unions anglaises l'ont en partie réalisé. Chez nous, à en juger d'après l'antagonisme qui règne dans le monde du travail, de telles espérances seraient prématurées. La solution pourra venir des syndicats traitant au nom des travailleurs. Jusqu'ici, c'est le patron qui impose le règlement. « Jugeant les choses non en théorie, mais en pratique, nous constatons que la très grande généralité des ouvriers n'a pas d'avances, et que l'homme qui est sans travail et sans pain n'a pas une liberté suffisante pour examiner et discuter les clauses du règlement fait par celui chez qui il sollicite de l'ouvrage, que la plupart du temps il s'embauche, non où il veut, mais où il peut, et

que le règlement de l'atelier où il entre n'est pas par lui accepté, mais subi¹. »

En présence de cette situation, plusieurs lois étrangères² exigent, préalablement à la mise en vigueur du règlement, le visa de l'autorité, ou parfois l'avis des ouvriers ; mais ceux-ci n'interviennent jamais qu'à titre consultatif.

Le 29 mai 1890, M. Ferroul déposait à la Chambre une proposition de loi, aux termes de laquelle les règlements d'atelier devaient être élaborés par une commission instituée dans les centres industriels et qui aurait compris un nombre égal de délégués patrons et ouvriers. La commission compétente rejeta ce projet et se rallia à celui du Conseil supérieur du travail : Nécessité de l'homologation des règlements par les conseils de prud'hommes, ou, à défaut, par le juge de paix, assisté d'un patron et d'un ouvrier désigné par leurs collègues.

La question des amendes, toujours en suspens chez nous, a été réglementée par plusieurs États. Des abus s'étaient produits dans tous les pays, surtout en Russie. « Erigées en système dans un grand nombre d'établissements, les amendes atteignaient souvent 40 0/0 du salaire ; selon l'expression d'un publiciste, elles étaient devenues une source intarissable de revenus et ser-

¹ Rapport de la Chambre de commerce d'Abbeville. Sénat. *Doc. parl.* 1894, p. 107.

² En Autriche, Hongrie, Russie, Allemagne, Suisse, Norvège, Belgique.

vaient à compenser les pertes subies par la production¹. »
« Dans telle ou telle fabrique, le surveillant devait, sous peine de renvoi, s'arranger de manière à infliger deux cents amendes de 5 kopecks par nuit². »

En France, on a signalé des faits analogues. Dans le département de la Somme, des amendes allaient jusqu'à une retenue de 19 jours de salaires, 80 à 90 fr. ; dans le Maine-et-Loire, des retenues pour absences étaient supérieures au salaire journalier, amendes de 3 fr. pour 1 fr. 30 ou 2 fr. de salaires³. Dans les Vosges, existe un château appelé Château des Amendes, parce qu'il passe pour avoir été édifié avec leur produit. Parfois des contremaîtres infligent des retenues pour s'en attribuer le bénéfice. « L'usine de cotoñnade G. D., de Roanne, avait depuis sa fondation, il y a vingt-cinq ans, un sieur G. comme directeur ; il vient de se rendre coupable de détournements s'élevant à près de 200.000 francs... En dehors de falsifications d'écritures, qui lui sont reprochées, il infligeait aux ouvriers de nombreuses amendes qu'il empochait. » (*Le Temps*, 30 juin 1895). Aussi ces retenues provoquent-elles fréquemment des grèves⁴.

Au Sénat, M. Maxime Lecomte constatait que les

¹ Rapport sur les conditions du travail en Russie, p. 29.

² M. Bodeux, *Le contrat de travail*, p. 176.

³ Rapport de M. Keuffer au Conseil supérieur du travail, 2^e session, p. 205-231.

⁴ M. Lambert, *La protection juridique du salaire*, p. 215 et suiv. (Thèse très documentée, à laquelle nous avons eu souvent recours et dont nous adoptons le plan).

patrons avaient aussi reconnu l'existence d'abus. « Le Comité central des chambres syndicales de patrons, à Paris, qui a aussi discuté la question, a été d'avis qu'il y avait réellement des abus, auxquels il fallait mettre fin. Le président de ce Comité disait ceci : « Nous vivons à une époque où il faut faire des concessions et tenir compte des mouvements d'opinion. Il faut reconnaître que les patrons ont surtout consulté leurs convenances personnelles. Il peut exister des abus. » C'est le même langage que j'avais l'honneur de vous signaler dans mon rapport supplémentaire émanant du rapporteur de la Chambre de commerce d'Abbeville, M. Gavelle. Le rapporteur du Comité central des Chambres syndicales faisait des observations du même genre. Il disait que les patrons écrasaient véritablement leur personnel sous le poids des amendes. »

L'intervention des pouvoirs publics était donc nécessaire. Aucun pays n'a encore interdit les amendes, mais plusieurs en ont limité le taux, s'inspirant de cette pensée que le salaire est à peu près l'unique ressource des ouvriers, et que ceux-ci ne peuvent être privés du prix de leur travail pour un manquement à la discipline. Des lois existent notamment en Autriche, en Hongrie, en Allemagne, en Suisse, en Russie, en Belgique. Les mesures adoptées sont généralement les suivantes :

Les amendes ne doivent être infligées que dans les cas prévus par le règlement (ex. : Hongrie, Belgique). La législation russe va plus loin : le patron ne peut faire

de retenues sur le salaire que pour les causes déterminées par la loi.

Il importe que l'amende conserve toujours son caractère de pénalité, et que le patron ou son contre-maître ne soient pas tentés d'infliger des retenues sur le salaire, afin de s'en attribuer le montant. C'est pourquoi la plupart des législations ordonnent que le produit des amendes soit exclusivement employé au profit des ouvriers.

En général, la loi fixe le taux maximum des retenues.

Enfin, il est nécessaire qu'un état des amendes soit dressé, avec le nom des personnes punies, la date de la punition, les circonstances qui l'ont motivée, le taux de l'amende. Cette mesure rend le contrôle des inspecteurs du travail plus facile. C'est ce qui a lieu d'après la loi allemande ; celle-ci prescrit en outre (et c'est là une disposition très heureuse) que l'amende soit prononcée et portée de suite à la connaissance des intéressés.

Faut-il aller plus loin et interdire les retenues pour infractions aux règlements ? Les adversaires de cette mesure la combattent en invoquant l'intérêt des ouvriers et la nécessité d'obtenir le bon ordre dans les ateliers. Le maintien de la discipline, disent-ils, est d'une extrême importance au point de vue de la production, de la moralité, de l'hygiène, de la sécurité même des travailleurs, que l'imprudence d'un seul suffit à mettre en péril. Comment l'assurer, si on sup-

prime les amendes ? Les ouvriers seraient les premiers à souffrir de cette mesure, car, après la réprimande, on aboutirait de suite à la mise à pied ou au renvoi. Si avec la mise à pied il n'y a pas ce résultat choquant de l'amende, la non rémunération de la tâche accomplie, l'ouvrier n'en est pas moins privé de son salaire, puisqu'il ne travaille pas ; bien souvent même ce chômage forcé devient une cause de dépenses. Quant au renvoi, il est superflu d'en faire ressortir la gravité. « Le Bon Marché a supprimé les amendes pour y substituer le renvoi ; on doit lui en savoir gré, comme à un législateur qui aurait rayé d'un trait tous les articles de son Code correctionnel et les aurait remplacés par ce mot fort simple : une seule peine, la mort ¹. » De son côté, M. Motteroz faisait, au Conseil supérieur du travail, cette déclaration : « Après avoir vu pendant 30 années dans les ateliers les plus divers d'incroyables réductions de salaire, obtenues sous forme d'amendes, je m'étais promis, devenu patron, de ne pas me servir de ce système. D'après les réclamations des intéressés eux-mêmes, j'avais tort. Les mises à pied ou les renvois amènent des détresses auprès desquelles les retenues strictement pénales ne sont rien ². »

A ces objections, on répond que l'amende constitue au profit du patron un droit exorbitant. Il est à la fois juge et partie dans sa propre cause ; par sa seule volonté, contrairement à tous les principes juridiques, il

¹ M. du Maroussem, *op. cit.*, p. 957.

² Deuxième session, 1892, p. 102.

modifie les conditions du contrat de travail, puisqu'il supprime le salaire auquel la tâche accomplie donnait droit. On dit que l'amende est une clause pénale, la sanction d'une convention inexécutée. Mais la clause pénale se caractérise par deux traits : Elle fait l'objet d'un libre accord des parties, et si l'une d'elles n'exécute pas les engagements pris, ce sont les tribunaux qui statuent sur l'application de la clause pénale. Rien de semblable pour les retenues disciplinaires ; elles n'auraient le caractère de clause pénale, que si elles étaient librement consenties par les ouvriers, et si elles étaient prononcées par un comité mixte, où les deux parties se trouveraient sur un pied d'égalité.

Les amendes ne sont pas une pénalité indispensable ; car l'enquête de l'Office du travail a montré qu'elles n'existent que dans la minorité des établissements étudiés : 22 0/0 des établissements de la grande et de la moyenne industrie et 47 0/0 des ouvriers, pour toute la France ; 6 0/0 des établissements et 13 0/0 des ouvriers pour la Seine.

Des patrons, des personnes placées à la tête d'entreprises importantes, jugent les amendes inutiles au maintien de la discipline, et les déclarent même parfois nuisibles.

« Personnellement, dit l'un, lorsque je suis entré dans les affaires, j'ai commencé par supprimer les amendes, et je ne m'en suis jamais repenti. Je crois qu'on peut parfaitement remplacer l'amende par un avertissement ¹. »

¹ Chambre, 4 novembre 1892 ; *Officiel*, p. 1417.

« Entre autres inconvénients de ce mode de répression, déclare M. Sartiaux, ingénieur en chef de la Compagnie du Nord, il en est deux qui m'ont particulièrement frappé : les bons agents, punis d'amende pour une faute exceptionnelle, s'en trouvent humiliés et découragés ; les agents médiocres s'accoutument, au contraire, à la petite diminution de salaire qui résulte périodiquement des amendes encourues et oublient trop aisément que leur famille peut en souffrir. Le moment me paraît venu de supprimer absolument les amendes. »

Et il ne faut pas oublier que l'amende sera le plus souvent infligée, non point par le patron, mais par un contremaître. C'est pour lui un moyen facile de satisfaire ses rancunes personnelles ou ses passions. La situation est grave surtout pour les ateliers de femmes ou de jeunes filles. Le rapporteur du projet de loi sur les règlements d'ateliers et les amendes, le faisait remarquer : « Quand il s'agit d'ateliers de femmes, la morale n'y gagne rien¹. »

La question des règlements d'ateliers a fait l'objet d'une double enquête : auprès des inspecteurs départementaux du travail et aussi auprès des conseils de prud'hommes.

Les premiers se sont déclarés partisans d'une législation spéciale sur les règlements d'ateliers, d'un taux maximum des amendes et de leur emploi au profit des ouvriers.

¹ Chambre, 6 décembre 1898, *Officiel*, p. 2391.

Sur 139 conseils de prud'hommes consultés, 115 ont répondu. L'approbation préalable des règlements a été demandée par 79, et repoussée par 25; 3 ont émis des avis divers, 8 ne se sont pas prononcés. La plupart des partisans de l'approbation préalable confient cette mission à l'assemblée générale du conseil des prud'hommes ou à son bureau. Quelques-uns ont proposé concurremment les prud'hommes et les syndicats; les prud'hommes, le juge de paix ou le président du tribunal civil; une commission mixte de patrons et d'ouvriers. Plusieurs ont demandé l'élaboration des règlements par les chambres syndicales ou par des délégations de patrons et d'ouvriers qu'un arbitre départagerait.

En ce qui concerne le régime des amendes, 20 conseils se sont prononcés contre et ont déclaré que les amendes n'existaient pas dans leur ressort; 63 se sont prononcés pour un maximum proportionné au taux des salaires; 9 ont rejeté le maximum et réclamé pour le patron une complète liberté; 11 se sont abstenus; 12 ont émis des avis divers.

Sur l'emploi des amendes au profit d'une caisse de secours, 63 conseils ont répondu affirmativement; 8, négativement; 12 ont émis des avis divers; 32 ne se sont pas prononcés, la plupart parce qu'ils s'étaient déclarés hostiles aux amendes. On remarquait, au Conseil supérieur du travail, que, parmi les localités dont les conseils de prud'hommes demandaient la suppression des retenues disciplinaires, figurent les villes les plus importantes.

Il est très délicat de se prononcer pour ou contre l'interdiction des amendes. Souvent un directeur ferme et juste maintient la discipline, sans être obligé de sévir, grâce à l'ascendant qu'il exerce. Tel autre, au contraire, emporté et partial, recourt vainement à la force, le bon ordre n'en est pas mieux assuré. Les amendes sont alors un moindre mal ; leur interdiction se traduirait pour l'ouvrier par de fréquents renvois.

La Chambre des députés, saisie d'un projet de loi de M. Ferroul, sur les règlements d'ateliers, a voté par deux fois, à une forte majorité, la suppression des amendes. Elle s'est prononcée également contre la mise à pied, qui est plus préjudiciable encore à l'ouvrier, et permettrait de rétablir indirectement le régime des amendes. L'interdiction de travailler n'est pas un mode de sanction bien heureux. Néanmoins, des adversaires des retenues pour infractions au règlement, ont réclamé le maintien de la mise à pied ; et il est, en effet, des cas où elle peut être nécessaire, ainsi, lorsqu'un ouvrier se présente en état d'ivresse.

Le projet du Sénat autorise les amendes, mais aux conditions suivantes : Elles doivent être prévues par un règlement d'atelier déposé depuis un mois au moins au secrétariat du Conseil des prud'hommes, ou, à défaut, au greffe de la justice de paix, et affiché dans les ateliers. Les amendes encourues pour une journée ne peuvent excéder le $\frac{1}{4}$ du salaire de cette journée, et elles doivent être employées au profit des ouvriers,

servir notamment à alimenter les caisses de secours et de prévoyance.

Aucun vote définitif n'est encore intervenu.

Retenues pour malfaçons.

Tandis que l'amende punit les fautes disciplinaires, les retenues pour malfaçons indemnisent le maître du préjudice qu'il subit, lorsque l'exécution du travail est défectueuse. Le projet voté par la Chambre et par le Sénat les autorise sans condition. C'est une mesure bien grave, qui permettra de rétablir en fait les amendes, sauf à les qualifier de retenues pour malfaçon. Ces déductions de salaires ne seront soumises à aucun taux maximum, puisqu'elles ont pour base le préjudice subi par le patron, et elles feront retour à la caisse de l'employeur, au lieu d'être affectées, comme les amendes, à des institutions de prévoyance au profit des ouvriers. En théorie, sans doute, l'ouvrier lésé peut porter plainte devant les tribunaux, mais s'il le fait, c'est le renvoi presque certain. Faut-il réserver au tribunal le droit de prononcer les retenues pour malfaçons? La procédure entraînerait une perte de temps et des frais considérables. Pourquoi ne pas créer une juridiction spéciale?

Retenues à titre de cautionnement.

Une grève brusquement déclarée cause parfois un grave préjudice au patron. Celui-ci a le droit d'agir en justice et de réclamer des dommages-intérêts, lorsque

le contrat de travail est rompu avant l'époque à laquelle il doit prendre fin. Mais si l'ouvrier est insolvable, la condamnation prononcée contre lui va rester sans résultat. Aussi l'usage commence-t-il à se répandre, surtout à l'étranger, d'opérer des retenues sur le salaire à titre de garantie. Le patron, victime d'un dommage quelconque, n'est donc plus désarmé. La mesure est juste en elle-même; elle est susceptible d'exercer une heureuse influence sur la stabilité des engagements, mais elle peut donner lieu à des abus. Il est nécessaire que la loi fixe le taux maximum des retenues, et que le patron ne puisse pas se les attribuer de plein droit, quand il se juge lésé. C'est aux tribunaux qu'il appartient d'évaluer le préjudice, et ce, nonobstant toute convention contraire, plus ou moins librement consentie par l'ouvrier. Autrement, le droit de grève deviendrait illusoire.

En vertu de l'article 1639 du Code civil hollandais, les gens à gage qui quittent avant terme perdent le salaire gagné. La législation allemande fixe le taux maximum des retenues en cas de rupture illégale du contrat de travail. D'après la loi belge du 10 mars 1900, article 26, sur le contrat de travail, les sommes ainsi prélevées ne peuvent dépasser le cinquième du salaire payable à chaque échéance; elles doivent être déposées aux mains d'un tiers choisi de commun accord, ou, à défaut d'accord, à la caisse générale d'épargne et de retraite. Par le seul fait du dépôt, le chef d'entreprise acquiert privilège sur les sommes déposées pour toutes

créances résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'ouvrier. Le tiers dépositaire est tenu de remettre ces sommes respectivement au chef d'entreprise ou à l'ouvrier qui en demande le retrait en produisant l'autorisation de l'autre partie intéressée, ou, à défaut de cette autorisation, un extrait de la décision passée en force de chose jugée constatant le droit de la partie requérante. Cet extrait est délivré gratis et dispensé de la formalité de l'enregistrement.

Aucune réglementation n'existe en France, où l'usage des retenues est peu pratiqué.

SECTION IV. — *Lieu de paiement du salaire.*

Il est naturel que les ouvriers reçoivent leur salaire à l'usine. Si le paiement s'effectue dans un cabaret ou une boutique, il y a là une tentation, une occasion de dépenses, souvent même une pression morale. Il est à craindre que l'industriel, ou le contremaître, à son insu, n'amène ainsi des clients forcés à un ami, qui partage avec eux les bénéfices. Enfin la nécessité qui s'impose de lutter contre le fléau toujours grandissant de l'alcoolisme doit faire proscrire les règlements de compte dans les cabarets.

Les lois anglaise, autrichienne, belge, luxembourgeoise, interdisent le paiement dans les débits de boissons. La loi belge étend cette mesure aux magasins, boutiques et locaux attenants aux cabarets ; car les ouvriers y seraient exposés aux mêmes dangers. Les légis-

lations suisse et norvégienne sont plus radicales encore, et elles ont toutes nos préférences. Le paiement doit s'effectuer à l'usine même. Il est toujours facile, en effet, d'y trouver un local où les comptes se puissent régler, et c'est le meilleur moyen de supprimer les abus. Le système transactionnel de la loi allemande qui permet, avec l'autorisation administrative, le paiement dans les débits de boissons, nous semble dangereux.

Ces lois ont pour sanction la nullité des paiements et des amendes qui s'élèvent jusqu'à 2.000 francs et plus.

En France, la loi sur le paiement des salaires n'est encore qu'à l'état de projet. D'après le texte voté au Sénat, la paie doit se faire à l'usine ou dans un de ses bureaux, et non dans des débits de boissons. La Chambre a adopté une disposition en vertu de laquelle le règlement des comptes est interdit non seulement dans les cabarets, mais encore dans les magasins de vente ou les économats, sauf pour les personnes qui y sont occupées. Elle a voté aussi un amendement très heureusement conçu, en vertu duquel le paiement doit avoir lieu un jour de travail, et non pas un jour de repos ou de fête.

Un certain nombre de patrons effectuent la paie à une date autre que le samedi. Il serait désirable que la loi rendit cet usage obligatoire. Les ménagères pourraient ainsi faire leurs approvisionnements durant la semaine; ce qui permettrait aux commerçants de fermer les magasins le dimanche et de faire jouir leurs employés du

repos et de la liberté auxquels ils ont droit comme hommes, comme chefs de famille et comme chrétiens.

Les dispositions du projet français resteront sans effet, car aucune sanction n'est prévue. M. Lyon-Caen proposait la nullité du paiement.

SECTION V. — *Epoque du paiement.*

Les partisans du salariat déclarent ce régime nécessaire en vertu de la nature même des choses. L'ouvrier, disent-ils, ne peut pas être un associé ; il n'a pas droit aux bénéfices, parce qu'il ne supporte pas sa part dans les pertes ; mais, en revanche, il touche le prix de son travail d'une façon régulière, sans être obligé d'attendre le résultat final des opérations et la vente des produits. Nous estimons, au contraire, que le contrat de travail doit être un contrat de société. Mais puisque le salariat est l'état de fait, ses partisans doivent au moins en accepter toutes les conséquences. Le salaire doit donc être payé à intervalles réguliers et fréquents, puisque les besoins auxquels il a pour but de subvenir se renouvellent d'une façon périodique et incessante.

Les règlements de comptes à intervalles éloignés obligent le travailleur à contracter des dettes ; l'intérêt à payer diminue d'autant son salaire, et, résultat plus grave, l'esprit d'épargne se perd ; le travailleur se trouve sous la coupe des petits commerçants qui lui font des avances ; il lui faut accepter sans discussion les conditions qu'on lui impose, se contenter de denrées de

qualité inférieure, et subir les majorations de prix inhérentes aux ventes à crédit. L'expérience est là pour le prouver : « Les inspecteurs suisses, écrit M. Bodeux ¹, tracent le parallèle convaincant entre l'ouvrier payé à long terme, forcé de recourir au crédit ruineux, dont il ne peut sortir, qui lui rend la vie décourageante, coûteuse, et qui le plonge dans les misères sans nombre de l'endettement, et l'ouvrier payé régulièrement et à peu de distance, sachant ce qu'il gagne, et à quoi il emploiera son salaire, vivant avec prudence et méthode, épargnant pour les jours de malheur, encouragé par cette certitude et travaillant avec vaillance. »

Ces motifs ont provoqué l'intervention du législateur.

Un grand nombre d'Etats de la Confédération américaine, la Russie, la Belgique (pour les salaires inférieurs à 5 fr.), la Suisse fixent l'intervalle maximum entre deux paiements. Le règlement de compte doit se faire tantôt tous les mois, le plus souvent, tous les quinze jours ou même toutes les semaines.

D'autres établissent aussi la périodicité, mais ils permettent aux parties d'y déroger par convention contraire. C'est dangereux, car le maître pourra d'ordinaire imposer sa volonté. Ce régime est celui de l'Autriche, de la Hongrie, de la Norvège, où le paiement doit avoir lieu, en principe, toutes les semaines. L'Autriche a une loi spéciale pour les mines.

¹ *Op. cit.*, p. 240 ; cité par M. Lambert.

Enfin, une dernière catégorie est celle des Etats où règne la liberté complète. Telles sont l'Angleterre et l'Allemagne. Dans ce dernier pays, toutefois, les communes ou associations communales peuvent « décider pour toutes les entreprises ou pour certaines catégories d'entre elles, que les paiements de salaires ou d'acomptes doivent avoir lieu par périodes fixes, dont la durée ne doit être ni supérieure à un mois, ni inférieure à une semaine ».

En général, ces lois ne s'appliquent pas au salaire à la tâche, par suite de la variété des modes de travail qui rendrait difficile une réglementation uniforme. La meilleure solution consisterait dans l'élaboration des règlements par les corps professionnels organisés. La loi belge prescrit un paiement partiel ou définitif au moins tous les mois.

Aux termes du projet voté par le Sénat et par la Chambre, « les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois à seize jours au plus d'intervalle, à moins de convention écrite contraire. Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement sont fixées de gré à gré par les intéressés ». M. Bérenger fit en vain remarquer combien il est dangereux d'autoriser les conventions écrites contraires. A quoi bon voter une loi et permettre ensuite aux parties de n'en tenir aucun compte?

D'après l'enquête de l'Office du travail, 41 0/0 des patrons dans la Seine et 22 0/0 en province règlent leurs ouvriers tous les huit jours, 44 0/0 des premiers

et 36 0/0 des seconds le font chaque quinzaine. Enfin, la paie n'a lieu qu'une fois par mois dans 15 0/0 des établissements de la Seine, et 42 0/0 des établissements de province.

CHAPITRE II

LA PROTECTION DU SALAIRE VIS-A-VIS DES CRÉANCIERS DU PATRON.

Quand une entreprise réussit, il est rare que l'ouvrier en profite. Par une juste compensation, il doit être à l'abri des risques et ne pas subir le concours des autres créanciers, lorsque le patron fait de mauvaises affaires. La loi doit lui accorder les garanties qu'il ne pourrait pas stipuler lui-même, à la différence de ce qui a lieu pour un créancier quelconque. D'ailleurs, le salaire à raison des intérêts en jeu, mérite une protection spéciale. Il en est de même des retenues que le patron opère parfois pour des institutions de prévoyance, et des sommes qu'il aurait versées ou promises pour ces institutions ; car elles sont, comme les retenues, une partie du salaire ; elles se trouvent comprises d'une façon implicite, mais très réelle, dans le contrat intervenu entre le patron et l'ouvrier ; tous deux, en effet, en ont tenu compte, lorsqu'ils débattaient le prix du travail. Il importe, enfin, que l'argent affecté à des caisses de secours et de retraites ne

devienne pas la proie des créanciers, qui réduiraient ainsi à la misère l'ouvrier frappé par la maladie ou la vieillesse. L'attribution au travailleur d'un privilège, qui lui permettra d'être payé avant tous les autres créanciers, se justifie donc pleinement.

SECTION I. — *Garanties pour le paiement des salaires.*

La législation française n'a pas établi de privilège commun à tous les ouvriers. Nous trouvons : 1^o des garanties accordées à diverses catégories d'ouvriers ; 2^o des garanties spéciales aux ouvriers embauchés par des entrepreneurs.

I. — Pour le premier groupe, les garanties sont : 1^o Un privilège général sur les meubles et subsidiairement sur les immeubles du débiteur ; 2^o des privilèges spéciaux sur certains meubles ou immeubles ; 3^o (sous réserve) un droit de rétention.

1^o Privilège général. — D'après l'article 2101, 4^o, Code civil, sont privilégiés sur la généralité des meubles, et subsidiairement des immeubles, « les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante ».

Comme la créance de l'ouvrier est tout aussi digne d'intérêt que celle des gens de service, et que les motifs d'accorder le privilège sont les mêmes dans les deux cas, on avait essayé de faire bénéficier les ouvriers de l'article 2101, en soutenant qu'ils se trouvent compris dans l'expression gens de service. Mais les tribunaux

rejetèrent cette théorie pour s'en tenir à l'interprétation stricte du texte. Ils déclarèrent que, dans l'ancien droit et le droit intermédiaire, le privilège n'était accordé qu'au domestique attaché à la personne, et que rien ne permettait de croire que le législateur eût voulu innover et accorder le privilège aux travailleurs des ateliers et des usines.

Aussi, lorsque la loi de 1838 vint modifier le régime de la faillite, l'article 549 du Code de commerce fut ainsi rédigé : « Le salaire acquis aux ouvriers employés directement pendant le mois qui aura précédé la déclaration de faillite, sera admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'article 2101 du Code civil pour le salaire des gens de service. »

La loi du 4 mars 1889 a rendu ces dispositions applicables au cas de liquidation judiciaire et étendu le privilège aux trois derniers mois. Le nouvel article 549 est ainsi conçu : « Le salaire acquis aux ouvriers directement employés par le débiteur pendant les trois mois qui ont précédé l'ouverture de la liquidation judiciaire ou la faillite, est admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'article 2101 du Code civil, pour le salaire des gens de service. » La créance des ouvriers viendra donc concurremment avec celle des gens de service, immédiatement après les frais funéraires, de justice et de dernière maladie.

Mais ce privilège est inscrit au Code de commerce.

Les ouvriers employés par des non-commerçants, les ouvriers des sociétés civiles (et le nombre en est considérable) ne pouvaient donc pas réclamer le bénéfice de l'article 549¹. La loi du 1^{er} août 1893 a étendu, à vrai dire, le champ d'application de l'article 549, en décidant que toutes les sociétés que l'on constituerait dans les formes du Code de commerce ou de la présente loi, seraient commerciales et soumises aux lois et usages du commerce. Les sociétés civiles qui remplissent ces conditions sont donc traitées comme sociétés de commerce. Quant aux sociétés civiles constituées sous d'autres formes au moment de la promulgation de la loi, l'article 7 leur permet de prendre la forme de la commandite par action ou de la société anonyme, si les statuts ne s'y opposent pas. Leurs ouvriers bénéficieront alors du privilège de l'article 549 ; mais, au cas contraire, ils ne peuvent s'en prévaloir.

Un projet de loi de M. Jules Roche, en date du 11 juin 1891, renfermait une disposition ainsi conçue : « Les salaires acquis aux ouvriers pour les trois derniers mois et les salaires dus aux employés pour les six derniers mois seront admis, au cas de déconfiture du patron non-commerçant, au nombre des créances privilégiées, aux termes de l'article 2101, 4^o, du Code civil. » Ce projet n'a pas été voté. Une proposition déposée par M. Jacquemard, le 2 mai 1893, et qui étendait le privilège de l'article 549 au cas où le patron n'est pas commerçant, a subi le même sort.

¹ Les mineurs, par exemple.

2° Privilèges spéciaux sur certains meubles ou immeubles. — L'article 191 du Code de commerce privilégie, d'après leur ordre d'énumération, les dettes suivantes : « 6° Les gages et loyers du capitaine et autres gens de l'équipage employés au dernier voyage ;... 8° les sommes dues aux vendeurs, aux fournisseurs et ouvriers employés à la construction, si le navire n'a point encore fait de voyage. »

Au nombre des créances privilégiées sur certains meubles, de l'article 2102, Code civil, figurent : les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sur le prix de la récolte (privilège qui prime celui du bailleur) ; les frais faits pour la conservation de la chose. Mais la première de ces dispositions ne profite qu'aux ouvriers agricoles ; et quant à la seconde, elle n'a qu'un champ d'application très restreint. C'est pourquoi M. Dupuy-Dutemps avait proposé d'ajouter à la liste des créances privilégiées de l'article 2102 « les salaires des ouvriers, sur le mobilier et l'outillage garnissant l'usine, la ferme ou les chantiers ; et sur les objets ou marchandises produits, extraits ou manufacturés en tout ou en partie, soit individuellement soit collectivement par eux ». (25 nov. 1893).

Enfin l'article 2103, 4°, range parmi les créanciers privilégiés sur les immeubles « les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages quelconques ». Mais ce privilège ne

porte que sur la plus-value résultant des travaux, et il exige deux expertises, l'une avant que les travaux soient commencés, et l'autre dans les six mois de leur achèvement. Or l'expertise, impliquant des doutes sur la solvabilité du débiteur, risque de le blesser ; elle n'est guère pratiquée, de sorte que le privilège ne peut prendre naissance.

3^o Droit de rétention (sauf controverse).

La théorie du droit de rétention est très incertaine. La nature même de ce droit est discutée. Selon les uns, il est personnel, ne produisant d'effet qu'entre le créancier et le débiteur ; mais d'après l'opinion la plus répandue, il est réel, et par conséquent opposable au tiers. Le droit de rétention constitue donc alors une cause de préférence ; le créancier qui peut l'invoquer sera payé avant tous les autres, car il ne consentira à se dessaisir de la chose qu'après avoir reçu ce qui lui est dû.

Le droit de rétention existe-t-il au profit de l'ouvrier ? Il n'y a aucun texte qui le lui reconnaisse, et un certain nombre d'auteurs soutiennent qu'il ne peut, de même que le privilège dont il produit indirectement les effets, être accordé en dehors des cas prévus par la loi. Mais on admet, en général, que le droit de rétention doit être étendu par voie d'analogie aux situations semblables à celles où le législateur l'accorde et où son attribution au créancier se légitime par les mêmes motifs. Les uns exigent simplement, pour que le créancier puisse se prévaloir du droit de rétention,

qu'il y ait *debitum cum re junctum*, c'est-à-dire que dette, à propos de laquelle on invoque ce droit, ait pris naissance à l'occasion de la chose. Selon d'autres, il faut, en outre, que la créance résulte d'un contrat ou d'un quasi-contrat; ce serait une application du principe que les conventions doivent être exécutées de bonne foi. Telles sont les deux principales théories.

Cette extension nous semble très légitime. La mission de l'interprète doit être d'adapter le droit aux situations qui se modifient, et non pas de l'appliquer d'une façon servile.

Si l'on adopte l'une ou l'autre des deux opinions ci-dessus, l'ouvrier pourra se prévaloir du droit de rétention, tant qu'il sera en possession de la chose.

II. — Garanties spéciales aux ouvriers employés par des entrepreneurs. Elles diffèrent selon qu'il s'agit de travaux publics ou de travaux privés.

1° Entreprise de travaux privés.

En vertu de l'article 1798 du Code civil, « les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment, ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée ». Cet article est inutile, s'il veut simplement dire que les ouvriers employés par l'entrepreneur peuvent, pour obtenir le paiement de leur salaire, agir du chef de

l'entrepreneur contre le maître, dans la mesure de ce que celui-ci lui doit; car le texte se bornerait alors à consacrer une application de l'article 1166, d'après lequel « les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont attachés à la personne ». Aussi admet-on généralement que l'article 1798 accorde une action directe contre le maître, afin que les ouvriers qui l'intentent n'aient pas à subir le concours des autres créanciers, comme cela se produirait, s'ils n'avaient que l'action indirecte de l'article 1166.

D'après l'opinion générale, l'article 1798 n'accorde pas de privilège aux ouvriers. La thèse contraire a été soutenue par M. Labbé; elle nous semble plus conforme aux intentions du législateur. Lorsqu'on la repousse et qu'on admet en même temps que l'article 1798 accorde une action directe, la conciliation de ce texte avec l'article 1166 ne va pas sans difficulté. Que des ouvriers poursuivent le maître en paiement en vertu de l'article 1798, tandis que les autres créanciers de l'entrepreneur agissent en vertu des droits que leur confère l'article 1166, le maître ne peut être obligé de payer deux fois; il faudra donc que les ouvriers subissent le concours des créanciers, ce qui est contraire aux intentions du législateur. Et s'ils n'ont pas de privilège, rien n'empêche l'entrepreneur de céder sa créance et de rendre ainsi illusoire la disposition de l'article 1798. Seront également valables toute saisie-arrest opérée par un créancier, tout paiement effectué

par le maître entre les mains de l'entrepreneur, avant que les ouvriers aient intenté leur action. Le but que poursuit la loi ne sera donc pas atteint. Au contraire, dans ces divers cas, les travailleurs se trouvent efficacement protégés s'ils jouissent d'un privilège.

L'ouvrier peut, en outre, agir directement contre l'entrepreneur ; et si celui-ci est commerçant, l'action intentée contre lui sera munie d'un privilège pour le paiement des salaires des trois derniers mois (art. 549, C. com.), et ce privilège porte sur tous les biens ; tandis que l'action de l'art. 1798 ne peut s'exercer que jusqu'à concurrence de la créance de l'entrepreneur contre le maître. Et comme il s'agit ici d'un privilège, la cession de créance opérée par l'entrepreneur ne serait pas opposable à l'ouvrier. Mais l'art. 549 ne peut être invoqué que pour le salaire des trois derniers mois, tandis que l'art. 1798 permet de réclamer le paiement des salaires pour une durée indéterminée, sans autre limite que le montant de la créance de l'entrepreneur.

2° Entreprise de travaux publics.

Le décret du 26 pluviôse an II reconnaît aux ouvriers employés à des travaux publics concernant l'Etat un privilège sur les sommes dues aux entrepreneurs, mais ce privilège ne s'exerce pas sur le cautionnement. Toute cession de sa créance faite par l'entrepreneur n'est valable que réserve faite des droits des ouvriers. Jusqu'à la réception des travaux, ceux-ci ont seuls le droit de faire des saisies-arrêts et oppositions sur les

fonds déposés dans les caisses des receveurs de district, pour être délivrés auxdits entrepreneurs ou adjudicataires (art. 1); après la réception, ils ont un droit de préférence pour le restant de leur dette (art. 4).

La loi du 25 juillet 1891 a étendu à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics (départements, communes, établissements publics), les dispositions du décret du 26 pluviôse.

Il faudrait reconnaître un privilège général au profit de tous les ouvriers; un droit de rétention sur les objets travaillés, ayant le caractère de privilège spécial, et enfin un privilège aussi bien pour les ouvriers des entrepreneurs de travaux privés que pour ceux des entrepreneurs de travaux publics, privilège qui porterait sur la créance de ces derniers vis-à-vis du maître.

Le projet du Code de travail de M. Groussier¹, stipule ces diverses garanties et ajoute aux créances privilégiées de l'art. 2101, 4^o, les salaires, primes et sur-salaires définitivement acquis, pour la dernière année, ainsi que les fournitures qui sont un accessoire de la main-d'œuvre. Cette disposition est très heureuse; le privilège général garantirait ainsi non seulement le salaire, mais encore les créances accessoires qui s'y rattachent.

Le privilège général existe notamment en Belgique, en Allemagne, en Hongrie, en Autriche, en Suisse.

¹ Chambre, *doc. parl.* 1898, p. 1420 et suiv.

L'Allemagne et l'Autriche privilégient les salaires pour un an ; la Belgique pour un mois, la Suisse, pour trois. Ces dernières dispositions nous semblent insuffisantes. Dans la grande industrie, la cessation des paiements provoquera d'ordinaire l'arrêt du travail, mais il pourra arriver que chez un petit patron n'employant que quelques ouvriers, ceux-ci restent à son service pendant un temps plus ou moins long sans rien recevoir ; un privilège qui ne porte que sur un mois de salaires ne les protège pas assez.

Le droit de rétention existe dans plusieurs législations étrangères, ainsi en Belgique, en Hollande, en Allemagne.

Nous remarquons dans la législation hollandaise un privilège « portant sur ce qui est dû aux maçons, charpentiers et autres maîtres ouvriers, pour édifier, reconstruire ou réparer des immeubles, pourvu que la créance ne remonte pas à plus de 30 ans, et que l'immeuble soit resté la propriété du débiteur, sur le prix de l'immeuble construit, réédifié ou réparé » (art. 1185). C'est là, pour les intéressés, une garantie efficace ; au contraire, notre article 2103 qui contient une disposition analogue, reste le plus souvent sans effet ; car chez nous le privilège, comme on l'a vu, ne porte que sur la plus-value résultant des travaux, et non sur le prix de l'immeuble ; pour constater cette plus-value, deux procès-verbaux d'expertise sont nécessaires, et comme on ne les dresse pas, le privilège ne peut être invoqué.

SECTION II. — *Garantie des retenues et des sommes affectées à des institutions de prévoyance.*

Si le salaire réclame une protection toute spéciale, il en est de même, à plus forte raison, pour les retenues opérées au profit d'institutions de prévoyance. Quand l'ouvrier ne touche pas sa paie, cette perte, en général peu élevée, n'est pas irréparable, bien qu'elle grève lourdement un maigre budget; et l'homme peut compter sur les ressources que lui procurera son travail. Mais lorsque l'argent affecté à des institutions de prévoyance disparaît dans une faillite, il s'agit parfois de fortes sommes; et c'est au moment où le travailleur atteint par la maladie ou la vieillesse, ne peut plus gagner sa vie, que sa dernière espérance s'envole, et qu'il se trouve réduit à la misère.

En France, l'opinion publique fut saisie de cette question par deux sinistres, la déconfiture de la Société de Terrenoire et la faillite du Comptoir d'escompte. La première de ces sociétés avait opéré des retenues sur les salaires, et la seconde avait prélevé une part sur ses bénéfices au profit de caisses de retraites. La justice, devant qui l'affaire fut portée, déclara que les ouvriers, n'étant pas propriétaires des fonds, ne pouvaient venir qu'au marc le franc avec les autres créanciers¹. Les

¹ Tribunal correctionnel de Lyon, jugement du 22 mai 1890, pour la Société de Terrenoire; tribunal de commerce de la Seine, jugement du 9 juin 1890, pour le Comptoir d'escompte.

sommes, objets du litige, s'élevaient à 1.400.000 francs pour le Comptoir d'escompte, et pour les ouvriers de Terrenoire, qui perdirent presque tout, à 1.700.000 francs.

Diverses propositions furent déposées, qui aboutirent à la loi du 27 décembre 1895. Comme il était à craindre que le patron n'accordât plus de subventions, si on lui enlevait le droit de disposer librement des fonds, on n'avait pas voulu d'abord l'obliger à verser dans une caisse spéciale les sommes affectées à des institutions de prévoyance. On s'était borné à accorder aux ouvriers et employés un privilège général sur les biens de leur patron, et ce privilège aurait eu le même rang que celui des gens de service. Mais ce projet fut attaqué très vivement. On lui reprochait de ruiner le crédit du patron, car le privilège devait garantir le paiement de sommes parfois considérables, et les créanciers ordinaires ne pouvaient faire valoir leurs droits, qu'après que le personnel de l'usine était complètement désintéressé.

La loi du 27 décembre 1895 rend obligatoire le versement dans une caisse spéciale de toutes les sommes qui ont pour but d'assurer une retraite. « Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, toutes les sommes qui, à l'avenir, seront retenues sur les salaires des ouvriers et toutes celles que les chefs d'entreprise auront retenues ou se seront engagés à fournir en vue d'assurer des retraites devront être versées, soit à la caisse des retraites pour la vieil-

lesse, au compte individuel de chaque ayant-droit, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à des caisses syndicales ou patronales spécialement autorisées à cet effet » (art. 3). L'emploi des sommes versées dans les caisses syndicales ou patronales est déterminé par la loi, et ces caisses sont soumises à la vérification de l'inspecteur des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse (art. 3).

Les bénéficiaires acquièrent sur les fonds ainsi déposés un droit de gage aux termes de l'art. 2073, Code civil.

Quant aux sommes qui, lors de la faillite ou de la liquidation judiciaire, n'auraient pas été effectivement versées à l'une des caisses indiquées, leur restitution est garantie pour la dernière année et ce qui sera dû sur l'année courante par un privilège sur tous les biens meubles et immeubles du chef de l'entreprise, privilège qui vient au même rang que celui des gens de service (art. 4). Le privilège ne garantissant plus comme dans le projet primitif le paiement de toutes les sommes affectées à des institutions de prévoyance, mais seulement celles qui seraient dues pour la dernière année et l'année courante, ne ruine pas le crédit du patron. D'ailleurs, cette mesure suffit, du moment que les fonds affectés à des institutions de prévoyance ne restent plus entre les mains du chef de l'établissement, et doivent être versés dans une caisse spéciale.

En cas de faillite, de liquidation judiciaire ou de dé-

confiture, les bénéficiaires sont admis de plein droit à réclamer la restitution de toutes les sommes non utilisées, conformément aux statuts, ainsi que des intérêts. Il en est de même en cas de fermeture de l'établissement ou de cession volontaire, à moins que le cessionnaire ne consente à prendre les lieu et place du cédant (art. 1).

Enfin, « pour toutes les contestations relatives à leurs droits dans les caisses de prévoyance, de secours et de retraites, les ouvriers et employés peuvent charger à la majorité un mandataire d'ester pour eux en justice, soit en demandant, soit en défendant » (art. 5). C'est d'autant plus naturel, que les ouvriers ont les mêmes intérêts à défendre, et, sans cette disposition, ils n'auraient pu en pratique faire valoir leurs droits, à cause des frais considérables et des complications qui seraient résultés de la procédure.

Le projet de loi de M. l'abbé Lemire sur l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse, récemment déposé, prévoit aussi le versement des cotisations dans des caisses spéciales.

Enfin, en vertu de la loi du 9 avril 1898, « à défaut soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la

vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie » (art. 24). Ce fonds est constitué au moyen de quatre centimes additionnels ajoutés au principal de la contribution des patentes des industriels soumis à la loi, et d'une taxe sur les mines de cinq centimes par hectare concédé (art. 25). La gestion en est confiée à la Caisse nationale des retraites. Les compagnies d'assurances doivent constituer des réserves ou cautionnements affectés par privilège au paiement des pensions et indemnités (art. 27). Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et doit être versé à la Caisse nationale des retraites. Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants-droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent les garanties déterminées par un règlement d'administration publique (art. 28).

Quand il s'agit non plus d'une pension, mais d'une indemnité pour frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires, ou pour incapacité temporaire de travail, cette créance est garantie par le privilège de l'art 2101, C. Civ., où elle est inscrite sous le n° 6 (art. 23).

Les garanties des retenues pour institutions de prévoyance à l'étranger.

La loi suisse du 21 avril 1889 sur la faillite et la saisie déclare privilégiées « les créances des caisses d'ouvriers pour le montant dû par le patron ».

En Allemagne, en Autriche et en Hongrie, les sommes

affectées à l'assurance contre la maladie doivent être placées dans une caisse spéciale ; les cotisations que le patron n'a pas encore versées sont garanties par le privilège général accordé pour le salaire. Quant à l'assurance contre les accidents en Allemagne et en Autriche et contre la vieillesse dans le premier de ces pays, la garantie résulte du fait que le droit à la pension repose sur la tête de la victime.

N. B. — Parfois, les patrons créent des caisses d'épargne. C'est dangereux, car les ouvriers n'ont pas de privilèges pour les sommes ainsi versées, et ils sont exposés à les perdre si le chef d'établissement fait de mauvaises affaires. Or, il est à craindre que celui-ci ne fonde une caisse d'épargne précisément lorsqu'il se trouve dans une situation critique, et qu'il se serve de ce procédé pour emprunter indirectement. La loi du 20 juillet 1895 se borne à interdire de donner le nom de caisse d'épargne à tout établissement qui n'aurait pas été autorisé conformément aux prescriptions de la loi du 5 juin 1835, sous peine pour les fondateurs et directeurs d'une amende de 25 à 3.000 fr. et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

CHAPITRE III

LA PROTECTION DU SALAIRE VIS-A-VIS DES CRÉANCIERS DE L'OUVRIER.

Cette étude comporte quatre questions : L'insaisissabilité du salaire et son incessibilité ; l'insaisissabilité et l'incessibilité des secours, indemnités et pensions auxquelles l'ouvrier peut avoir droit.

SECTION I. — *Insaisissabilité du salaire.*

En principe, quiconque est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens. (Art. 2092). Mais à cette règle la loi apporte des dérogations en faveur de pensions alimentaires (581, C. Pr. Civ.), de certains biens indispensables à la vie, tels que le coucher, le vêtement, les objets nécessaires à la profession (592, C. Pr. Civ.), etc. La jurisprudence s'inspira de cette idée pour déclarer le salaire insaisissable, à raison de son caractère alimentaire, soit en totalité, soit en partie, le plus souvent pour les 4/5. Cette solution n'allait pas sans difficultés. Le créancier opérait

la saisie, et l'ouvrier devait s'adresser aux tribunaux pour la faire restreindre. De là des lenteurs et des frais. Et jusqu'au prononcé du jugement, l'ouvrier se trouvait dans une situation très précaire. Le patron n'osait pas lui régler son compte ; car s'il lui remettait une partie de son salaire malgré la saisie, il pouvait être contraint à un second paiement entre les mains du créancier saisissant, au cas où la portion déclarée insaisissable par le tribunal était inférieure à celle qu'il avait payée. Sans doute, il pouvait bien alors exercer son recours contre l'ouvrier, mais il suffisait à celui-ci de quitter le pays, pour le rendre illusoire. Le patron ne payait donc que les ouvriers dans-lesquels il avait confiance. Il n'osait agir de même avec ceux qu'il ne connaissait pas ; or, dans les grandes usines le cas est fréquent. C'était donc la misère pour les ouvriers, jusqu'à ce que le tribunal eût rendu son jugement.

Notons enfin que les frais de poursuite sont à la charge du débiteur. Or les frais de la saisie-arrêt étaient très élevés, car elle nécessitait le ministère de l'avoué et de l'huissier et donnait lieu à d'innombrables formalités : signification de l'exploit de saisie-arrêt au tiers saisi, dénonciation de cet exploit au saisi, demande en validité de la saisie, jugement de cette demande ; contredénonciation de la demande en validité au tiers saisi ; assignation en déclaration affirmative ; jugement de cette demande.

Une telle situation ne pouvait durer. Divers projets de loi demandant l'insaisissabilité totale ou partielle

des salaires et appointements furent déposés à la Chambre par MM. Bruguilles (12 déc. 1885), Thellier de Poncheville et Jacquemart (5 et 10 déc. 1889), Jules Roche et Fallières (16 juin 1891), Plichon (30 nov. 1893), Lourties et Guérin (17 déc. 1893). Ces propositions aboutirent à la loi du 12 janvier 1895, sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés.

D'après cette loi, les salaires des ouvriers et gens de service, quel que soit leur montant, ne sont saisissables que pour un dixième et cessibles pour un autre dixième. (De plus, le patron peut retenir un troisième dixième pour avances d'argent; et, s'il s'agit de sommes prêtées pour l'achat d'outils ou de matériaux nécessaires à l'ouvrier pour son travail, la compensation s'opère avec le montant des salaires dus par le patron). Toutefois, ces restrictions ne s'appliquent pas aux « cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les art. 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil ». (Art. 3). Dans ces diverses hypothèses, le salaire est donc saisissable en totalité, sauf aux tribunaux à restreindre les effets de la saisie, comme ils le faisaient avant la loi. Mais dans cette énumération ne sont pas compris les art. 259 et 268, relatifs au cas où les époux étant en instance de divorce, les juges condamnent le mari à payer à la femme une pension alimentaire. De là controverse. Est-ce un oubli de la loi ? Le salaire du mari sera saisissable pour le tout. Si, au contraire, l'énumération de l'art. 3 est limitative, le salaire n'est saisissable que pour un dixième.

La loi a voulu réduire les frais. Elle substitue la compétence du juge de paix à celle du tribunal civil, ce qui entraîne la suppression du ministère de l'avoué. Elle simplifie la procédure en n'exigeant plus la dénonciation au saisi, ni la contre-dénonciation au tiers saisi; et tandis qu'auparavant il y avait autant de saisies-arêts que de créanciers, le juge désormais ne doit en autoriser qu'une seule. « S'il survient d'autres créanciers, dit l'article 7, leur réclamation signée et déclarée sincère par eux et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance, sera inscrite par le greffier sur le registre exigé par l'article 14. Le greffier se bornera à en donner avis, dans les quarante-huit heures, au débiteur saisi, par lettre recommandée qui vaudra opposition. » Enfin la loi organise une procédure de répartition sommaire.

Pour éviter de multiples répartitions, qui seraient onéreuses et ne donneraient aux créanciers que des sommes dérisoires, l'article 11 décide que « le juge pourra surseoir à la convocation des parties intéressées tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, d'après la déclaration du tiers saisi et déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 20 % au moins ».

Quant aux frais d'huissier, ils sont considérablement réduits. Les exploits sont remplacés par des lettres recommandées, sauf pour la signification au tiers saisi,

qui doit toujours se faire par exploit d'huissier. Enfin, aux termes de l'article 15, « tous les exploits, autorisations, jugements, décisions, procès-verbaux et états de répartition qui pourront intervenir en exécution de la présente loi, seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis. Les avertissements et lettres recommandées et les copies d'état de répartition sont exempts de tout droit de timbre et d'enregistrement ».

En somme, la loi s'inspirait de l'esprit d'humanité de la jurisprudence en déclarant le salaire insaisissable pour partie ; et, guidée par les mêmes motifs, elle s'efforçait de réduire les frais au minimum, pour que le débiteur n'en fût pas écrasé. Mais les résultats étaient loin de répondre au but poursuivi, et la loi soulevait bientôt d'unanimes critiques.

Trois propositions tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895, furent déposées à la Chambre par MM. Basly (25 novembre 1897), Odilon-Barrot (10 décembre 1897), et Plichon (13 janvier 1898).

D'après la loi du 12 janvier, le juge de paix peut surseoir à la distribution tant que les dividendes à distribuer aux créanciers n'atteignent pas 20 %, déduction faite des frais et des créances privilégiées. Mais il est libre de ne pas le faire. Le projet de M. Odilon-Barrot oblige le juge à surseoir, tant que le dividende ne monte pas à 25 %.

M. Basly, toujours dans le but de réduire les frais, proposait diverses réformes qu'il résumait ainsi, au

cours de la discussion qui eut lieu à la Chambre¹ : Suppression complète des feuilles de répartition (sous le régime actuel chaque créancier doit en recevoir une, coût 2 francs), franchise des lettres recommandées, suppression des exploits d'huissier et des frais d'enregistrement pour les mainlevées. Enfin, les distributions ne pourraient avoir lieu tant qu'elles ne donneraient pas un dividende de 35 %. Le juge doit convoquer les parties et tâcher de provoquer un arrangement amiable. On espère ainsi diminuer le nombre des saisies. M. Basly évaluait à 70 % la réduction des frais.

La proposition de M. Plichon était plus radicale. Elle déclarait insaisissables et incessibles en totalité les salaires des ouvriers et gens de service. Mais, quand ces divers projets vinrent en discussion devant la Chambre, M. Plichon pensa que sa proposition n'avait aucune chance de succès, et il se rallia à celle de M. Basly.

La commission sénatoriale, saisie du texte voté par la Chambre, se divisa sur le principe de l'insaisissabilité totale. Trois membres se prononcèrent pour, et trois autres contre. La commission demanda alors une enquête qui fut entreprise au mois d'avril 1899. Les résultats en ont été publiés par l'Office du travail².

Deux mille circulaires furent envoyées : 1.750 aux établissements ayant plus de 200 ouvriers, aux établis-

¹ Séance du 1^{er} avril 1898.

² *Saisie-arrêt sur les salaires*, 1899. C'est à cet ouvrage que nous empruntons les documents qui suivent.

sements commerciaux ayant plus de 100 employés, aux grandes compagnies de transport, aux principales maisons de crédit ; 250, aux bourses du travail, fédérations, syndicats patronaux et ouvriers les plus importants, chambres de commerce. On reçut 817 réponses, dont 681 d'industriels, 40 de commerçants, 21 de professions diverses, 9 des chambres de commerce et chambres consultatives des arts et manufactures, 20 de chambres syndicales patronales, 35 d'organisations ouvrières, 11 d'organisations diverses.

Sur 742 établissements industriels ou commerciaux, 334 se prononcent pour l'insaisissabilité ; ils comptent 217.681 ouvriers ; 262, occupant 232.793 ouvriers demandent des réformes diverses, principalement celle des frais ; 63 seulement, où travaillent 45.245 personnes, se prononcent pour le *statu quo* ; les réponses de 31 établissements, avec 17.796 ouvriers, sont douteuses. Dans 42 établissements partisans de l'insaisissabilité et occupant 28.390 personnes ; dans 10 établissements partisans de la saisissabilité et comptant 3.692 personnes, les ouvriers saisis sont renvoyés.

L'insaisissabilité est demandée par 31 organisations ouvrières sur 33 ; par contre, une seule Chambre syndicale patronale, sur 20, s'en déclare partisan ; les autres demandent des réformes ; 3 seulement se prononcent en faveur du *statu quo*. Ce sont, en général, des réformes que demandent les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures, et les organisations diverses, telles que caisses d'épargne, di-

rections générales des manufactures de l'Etat, des douanes, des contributions indirectes, pompes funèbres, etc. Trois réponses seulement sur 20 demandent l'insaisissabilité.

En résumé, sur 817 réponses, toutes, sauf 69, condamnent le régime actuel ; et, fait à noter, les réponses en faveur du *statu quo* émanent le plus souvent de personnes qui n'ont guère eu occasion de voir fonctionner la loi ; 172 demandent son maintien avec réforme des frais seulement ; 412 se prononcent pour l'insaisissabilité ; 368, pour la saisissabilité.

Des résultats de l'enquête, on peut tirer les conclusions suivantes : Le nombre des saisies et les frais se sont considérablement accrus. La saisissabilité du dixième ne constitue pour le créancier qu'une garantie illusoire, car les retenues se prolongent indéfiniment, et il est facile à un ouvrier peu scrupuleux de quitter l'usine sans laisser d'adresse. L'insaisissabilité, loin d'être une prime à la mauvaise foi du débiteur, empêcherait celui-ci de tromper le créancier. Enfin, elle ne nuirait pas à l'ouvrier, mais ne tuerait que le mauvais crédit. Nombre de réponses fournies par l'enquête justifient ces deux dernières assertions, d'apparence paradoxale. En général, les saisies sont pratiquées par des maisons de vente à crédit qui exploitent les ouvriers d'une façon scandaleuse, et par des marchands de vin. Plusieurs industriels n'hésitent pas à attribuer à la loi une part de responsabilité dans les progrès de l'alcoolisme. D'autres constatent qu'elle envenime les rapports entre patrons et ouvriers.

A. — Les saisies se sont multipliées.

La loi a voulu diminuer les frais. Résultat : Auparavant le créancier hésitait à saisir, parce qu'il craignait de ne pas être remboursé de ses avances ; maintenant, il saisit pour une somme minime ; les autres créanciers interviennent aussitôt par voie d'opposition, et l'accumulation des frais s'élève alors à des sommes considérables.

Trente-cinq chefs d'établissements attribuent d'une façon formelle à la loi l'augmentation des saisies, et l'on voit, d'après les réponses, que beaucoup d'autres pensent de même. Cet accroissement des saisies est parfois considérable.

« Depuis 1895, la saisie-arrêt est devenue une procédure courante dont on abuse pour les sommes les plus minimes. Le créancier ne cherche plus à faire payer le débiteur par les moyens de persuasion et par voie d'acomptes. Chaque trimestre, il dresse un état des retardataires, le remet à l'huissier, et celui-ci, sans chercher aucun arrangement amiable, prend jugement contre les débiteurs, et fait ensuite une saisie-arrêt aux mains de leurs patrons. Depuis l'application de la nouvelle loi, le nombre des procédures a augmenté de 400 0/0. » (Houillère du Pas-de-Calais) ¹.

Le directeur d'une houillère de la Loire déclare qu'antérieurement à la loi de 1895, il avait connais-

¹ *Saisie-arrêt*, p. 10.

sance d'environ 150 saisies par an, et que maintenant il en a 400 ¹.

« Depuis 1895, le nombre des saisies s'est accru considérablement. » (Mine du Cantal) ².

« Avant la loi, nous n'avions eu que 5 oppositions en 10 ans ; un an après, nous en avons plus de 100. » (Fabrique de chaussons) ³.

La loi a fait naître toute une catégorie d'agents d'affaires qui poursuivent, après avoir acheté les créances à vil prix ⁴.

Les saisies ont lieu pour les sommes les plus minimales. Une compagnie minière du Pas-de-Calais, sur 5.182 saisies ou oppositions enregistrées en quatre ans, en signale 263 pour dettes de moins de 10 fr. On en voit pour des sommes de 3 fr., de 4 fr. 50 ⁵, de 6 fr. ⁶, de 5 fr. ⁷, de 2 fr. 35 ⁸, de 2 fr. 20 ⁹.

B. — Les frais sont considérables.

Ils s'élèvent fréquemment à 15, 20, 40, 50, 60 et 80 0/0 du principal de la créance, et dépassent en général 100 0/0 pour les créances de moins de 20 fr. Les frais sont en proportion inverse du montant des créances. Dans plusieurs cas cités, ils dépassent 500, 600, 800 et 1.000 0/0 ¹⁰. Ils atteignent 42 fr. 70 pour une

¹ *Saisie-arrêt*, p. 11.

² *Id.*, p. 11.

³ *Id.*, p. 26.

⁴ *Id.*, p. 27-28.

⁵ et ⁶ *Id.*, p. 15.

⁷, ⁸ et ⁹ *Id.*, p. 61.

¹⁰ *Id.*, p. 6, 7, 8.

créance de 4 fr. 50; 122 fr. 70, pour une saisie de 6 fr. 25 (soit 1.963 0/0)¹; 95 fr. 38, pour une de 10 fr.; 36 fr. 60 pour une autre de 3 fr.². Pour des saisies de 2 fr. 20 et de 2 fr. 35, les frais s'élèvent à 19 fr. 50 et 28 fr. 20³.

Ceci tient surtout aux frais de répartition, que le nombre souvent considérable des créanciers ne permet pas d'éviter. Il y a généralement plusieurs créanciers; certains débiteurs en ont jusqu'à 20, 30 et même 44⁴. L'arrangement amiable qui réduirait les frais est alors impossible. Les créanciers, craignant de voir survenir de nouveaux compétiteurs, s'impatientent. De là, des répartitions fréquentes, qui augmentent d'autant les frais.

C. — Les retenues se prolongent indéfiniment.

Les retenues durent des mois, des années même; et cela se conçoit, puisqu'elles ne peuvent porter que sur un dixième du salaire, et qu'il y a parfois 10, 20, 30 créanciers. L'enquête révèle des faits caractéristiques. Une créance de 8 fr. ne sera soldée qu'au bout de 11 mois; d'autres, de 15 à 25 fr., au bout de 4 et 5 ans; d'autres enfin, de 20, 30 et 35 fr., exigent des retenues pendant 14 ans⁵. Une compagnie algérienne de chemins de fer, sur 219 saisies pratiquées depuis la loi, en signale 38 d'une durée de 2 à 4 ans⁶. Dans une

¹ *Op. cit.*, p. 15.

² *Id.*, p. 72.

³ *Id.*, p. 61.

⁴ *Id.*, p. 12, 13 et 14.

⁵ *Id.*, p. 30.

⁶ *Id.*, p. 17.

papeterie (Seine-et-Oise), sur 180 ouvriers saisis, 100 ont eu constamment des retenues depuis 5 ans¹. Plusieurs réponses signalent des retenues qui dureront de 8 à 15 ans, et même 40 ans².

Certains débiteurs ne seront jamais libérés. Un directeur de manufacture de l'Etat signale « une ouvrière qui, depuis 1891, subit une retenue de 1 fr. 25 par dizaine pour solder une dette de 946 fr. 60 contractée par un mari avec lequel elle ne vit pas. Le total de la retenue par année s'élève à 45 fr. environ, représentant les intérêts. Quant à la somme due, elle reste et restera toujours entière ». Un ouvrier de 70 ans doit subir des retenues pendant un siècle ; un employé pendant 161 ans et 2 mois, et s'il était ouvrier, le temps serait doublé, 322 ans et 4 mois³.

D. — La saisissabilité n'est pas une garantie pour le créancier.

Plus de 80 réponses signalent, comme courant, le départ des ouvriers saisis dès les premières retenues. D'autres consentent à subir les retenues jusqu'à concurrence du montant de leur dette, mais refusent énergiquement de payer les frais de poursuite, et abandonnent alors l'usine. La loi n'est pas moralisatrice. Elle pèse lourdement sur les ouvriers rangés et honnêtes, qui n'empruntent que parce qu'ils y sont forcés. Quant aux autres, ou bien ils disparaissent, ou, s'ils ne le font pas, ils achètent à crédit sans compter, puisque

¹ *Op. cit.*, p. 17.

² et ³ *Id.*, p. 18.

de toute façon on ne peut leur retenir qu'un dixième. Le fournisseur qui avait escompté cette garantie s'aperçoit trop tard qu'il est joué, et qu'il ne touchera presque rien par suite du grand nombre des créanciers.

Les créanciers sont aussi victimes d'ententes frauduleuses de leur débiteur avec un tiers, le plus souvent un usurier. Celui-ci produit des créances fictives, qui diminuent d'autant la part des véritables créanciers; puis, il remet au débiteur une partie du dividende touché, et garde le reste pour prix de ses services.

Enfin, dans plusieurs établissements, l'ouvrier saisi est renvoyé, ce qui rend illusoires les poursuites du créancier. Certains patrons recourent à ce moyen pour s'éviter toute responsabilité et tous ennuis : complications de comptabilité, nécessité de comparaître devant le juge de paix à chaque saisie, alors que l'usine est parfois à 8 ou 10 kilomètres du prétoire. D'autres déclarent agir ainsi dans l'intérêt de leurs ouvriers. La crainte du renvoi, disent-ils, empêche l'ouvrier d'acheter à crédit, et, s'il le fait, le créancier n'ose pas le poursuivre, de peur que son débiteur congédié et condamné à un chômage forcé, ne puisse le payer. « Depuis plus de 51 ans que je suis fabricant, déclare un filateur de Roubaix, je n'ai jamais accepté une seule fois de faire une retenue sur le salaire d'un de mes ouvriers. Chaque fois qu'une saisie-arrêt a été faite entre mes mains, j'ai appelé l'ouvrier pour lui dire que je le renverrais immédiatement, s'il ne s'entendait pas avec son créancier; et j'ai écrit au créancier que je renverrais immé-

diatement l'ouvrier, s'il ne levait pas la saisie. Je ne me souviens pas que cela ne m'ait pas réussi. En tout cas, je n'accepterai jamais de ne pas payer à mes ouvriers l'intégralité de leur salaire, trouvant la saisie du salaire barbare et inhumaine ¹. »

E. — La loi n'a pas été un bienfait pour les ouvriers ; elle ne favorise pas le bon crédit, et ne profite qu'au mauvais crédit, qu'elle a développé.

Le crédit, en soi, est chose mauvaise. Celui qui y a recours dépense plus facilement et il paie plus cher, car le vendeur majore ses prix en prévision des mauvaises créances. On objecte que, dans certains cas, le crédit est utile et nécessaire, par exemple, si l'ouvrier tombe malade ou se voit réduit au chômage. Le remède se trouve dans l'assurance obligatoire (assurance contre les accidents, la maladie, la vieillesse, et, s'il est possible, contre le chômage), et dans les diverses institutions de prévoyance. D'ailleurs, même sous le régime du dixième saisissable, l'ouvrier malade ou sans travail se voit souvent supprimer tout crédit. Et cela s'explique : Sur quoi porterait la saisie, puisque présentement l'ouvrier ne touche aucun salaire ? et quant à l'avenir, les risques font hésiter le prêteur. « Le crédit des ouvriers qu'on craint de voir compromis, écrit le chef d'une usine métallurgique de 10.000 ouvriers, ne se base pas, selon nous, sur la saisissabilité du salaire. C'est à raison des habitudes de travail, d'ordre, d'économie de

¹ *Op. cit.*, p. 45.

l'ouvrier que le commerçant lui fait crédit ; il n'envisage la saisie-arrêt que comme une suprême ressource vis-à-vis de mauvais ouvriers, et comme un acte de représailles à l'égard d'un ouvrier qui a cessé d'être un client. L'insaisissabilité absolue n'empêcherait pas l'ouvrier laborieux de trouver du crédit dans les cas exceptionnels où il en aurait besoin¹. » Et comme on le fait très justement remarquer dans l'enquête, « la présomption d'honnêteté est si bien la base du crédit fait aux ouvriers, qu'il est très rare de voir un fournisseur s'enquérir, soit chez le patron, soit à la justice de paix, des oppositions qui peuvent avoir été déjà pratiquées parfois en grand nombre sur le salaire de celui auquel il est disposé à ouvrir un compte². »

En revanche, la loi du 12 janvier a développé considérablement le mauvais crédit, celui des cabaretiers, c'est-à-dire des empoisonneurs publics, et celui des maisons de vente à crédit, qui exploitent et volent les ouvriers.

Qui pourrait faire une statistique complète de toutes les ruines, de toutes les misères dont le cabaret est la cause ? Familles déshonorées par des crimes et des suicides commis sous l'influence de l'alcool, accidents, hôpitaux peuplés d'aliénés et de malades, enfants débiles ou contrefaits, innocentes victimes de l'hérédité, causes perpétuelles de pleurs, d'alarmes et de remords pour leurs parents ; telle est l'œuvre criminelle du caba-

¹ et ² *Op. cit.*, p. 40.

retier, dont la fortune est faite de sang et de larmes, de déshonneur et de honte, de vies sacrifiées.

Or plus d'une réponse attribue formellement à la législation sur la saisie-arrêt des salaires sa part de responsabilité dans le développement de l'alcoolisme¹.

Un grand nombre de poursuites ont pour cause des dettes de cabaret ; tel industriel signale 34 saisies sur 70 opérées par des débitants ; d'autres évaluent la proportion à 8 et 9 sur 10². Le motif en est simple. L'ouvrier rangé peut être contraint par la misère de contracter des dettes, mais il n'aura pas de cabaretiers parmi ses créanciers, et ceux-ci ne seront pas forcés d'user de rigueur pour se faire payer. Le petit nombre de saisies pratiquées par les fournisseurs de denrées nécessaires à l'existence a aussi une autre cause. Ces commerçants n'ont pas besoin, comme le débitant, de pousser à la consommation par l'ouverture de crédits, puisqu'il s'agit d'achats indispensables, tandis que beaucoup de dépenses inutiles ne seraient pas faites, s'il fallait les solder de suite. Avec l'insaisissabilité totale, le cabaretier exigerait un règlement immédiat, et par suite, on pourrait espérer voir le nombre de ses victimes décroître.

L'insaisissabilité totale aurait enfin pour effet de réprimer les procédés scandaleux des maisons de vente à crédit. Leurs agents vont de porte en porte pour entraîner les ouvriers à des dépenses inutiles. Ils s'adres-

¹ *Op. cit.*, p. 32.

² *Id.*, p. 34.

sent de préférence à la femme, quand le mari est à son travail, et lui offrent des étoffes, des objets de toilette et d'ameublement. Les produits sont souvent de qualité inférieure, et les prix majorés de 10, 30, 50, et même 100 0/0¹, à cause des mauvaises créances et des frais élevés de recouvrement. Pour rendre la tentation irrésistible, l'agent fait valoir les avantages accordés : l'acheteur se libère par des versements périodiques minimes, et on lui octroie un délai d'une année ou deux.

Mais ces facilités apparentes de libération cachent un piège. L'engagement contient d'ordinaire cette clause : En cas de défaut d'un versement, la totalité de la créance deviendra exigible, ou bien le vendeur pourra reprendre sa marchandise en conservant à titre d'indemnité les sommes déjà versées. Il y a donc là une spéculation absolument usuraire. Et souvent, après s'être présenté deux ou trois fois pour opérer la recette, l'agent cesse de le faire et pratique la saisie, parfois, il passe pendant que le mari est absent, et si celui-ci n'a pas laissé la somme nécessaire, le tour est joué².

Il se produit des cas d'exploitation scandaleux. Un industriel signale « une opposition de 460 francs faite sur les salaires d'un ouvrier pour l'achat d'une garniture de cheminée se composant d'une pendule en zinc et d'une paire de candélabres même métal, qui ne représentent aucune valeur³ ». Tel autre écrit : « Il a

¹ *Op. cit.*, p. 35.

² *Id.*, p. 35 et 38.

³ *Id.*, p. 38.

été vendu, il y a quelque temps à un de nos ouvriers qui ne savait ni lire, ni écrire, trois vieux volumes usagés d'une valeur de 0 fr. 60 environ pour la somme de 60 francs. Nous avons fait venir l'ouvrier qui n'a pu savoir pourquoi il avait acheté cela ; il ne savait pas non plus le prix qu'on lui avait demandé¹. »

N. B. — La même exploitation se produit à l'étranger, à en juger d'après les textes récemment votés. C'est ainsi qu'en Angleterre la loi du 6 août 1896, modificative de la loi sur l'industrie, édicte : « Sont en outre exclus des opérations ambulantes de mise en vente ou de recherche de commande... : 12° Les imprimés, les autres écrits et les images, dans la mesure où ils sont susceptibles de choquer au point de vue moral ou religieux, ou sont vendus grâce à la promesse de primes ou d'avantages, ou paraissent en livraisons, si le prix total n'est pas indiqué d'une manière positive sur chaque livraison isolée à une place qui frappe les yeux². »

Les législateurs autrichiens ont voté, le 27 avril 1896, une loi très intéressante sur les ventes à tempérament³, c'est-à-dire sur « les ventes de choses mobilières passées au cours d'une entreprise commerciale ou industrielle quelconque, dont le prix est payable par acomptes et dont l'objet est livrable à l'acheteur avant l'entier paiement du prix » (art. 1). — Si, en vue de

¹ *Id.*, p. 36.

² *Annuaire de législation étrangère*, 1896, p. 135.

³ *Id.*, p. 250.

l'inexécution des obligations de l'acheteur, le vendeur s'est réservé le droit de résilier, dans ce cas, le contrat, il est tenu, lorsqu'il en fait usage, de rembourser à l'acheteur les arrhes reçues et les acomptes versés avec les intérêts légaux du jour du versement, comme aussi les impenses nécessaires et utiles faites sur la chose. Toute clause contraire est nulle (article 2). — De son côté, l'acheteur, en restituant la chose, doit dédommager le vendeur, le cas échéant, notamment lui payer une indemnité en représentation du louage de l'objet vendu durant le temps écoulé. Toute clause fixant par avance une indemnité supérieure aux prestations dues est nulle (art. 3). — Sans cette disposition, il eût été trop facile d'éluder la loi. La déchéance du terme ne peut être encourue qu'au cas de non paiement de deux acomptes consécutifs. Toute clause pénale autre que la déchéance du terme en cas d'inexécution de l'obligation de l'acheteur est nulle (art. 3). La rescision pour lésion d'outre-moitié compète à l'acheteur même lorsqu'il aurait connu la valeur véritable de la chose ou lorsqu'il aurait expressément déclaré la prendre à un prix extraordinaire pour cause de prédilection particulière (art. 4). Le législateur a craint très justement que cette déclaration ne devînt de style. Le vendeur aurait eu soin de la faire insérer, afin d'échapper à l'action en rescision. Les parties ne peuvent convenir que la prescription s'opérera par un délai plus court que celui fixé par la loi (art. 4). Sinon, il aurait suffi de stipuler un délai très court, et l'ache-

teur se serait trouvé déchu de son droit, sans avoir eu le temps moralement nécessaire pour intenter une action en justice.

Si, lors d'une vente à tempérament, un écrit est dressé, le vendeur est obligé, au plus tard lors de la livraison de la chose, de délivrer à ses frais, un double écrit à l'acheteur (sous peine d'amende). Toute renonciation à la délivrance du double est dénuée d'effet (art. 5). L'acheteur sait ainsi à quoi il s'engage, car, bien que l'écrit ne soit pas rendu obligatoire, le vendeur en fera dresser un, puisqu'il a besoin de se ménager un moyen de preuve en cas de contestation. Ces diverses règles ne concernent pas les ventes qui constituent, au regard de l'acheteur, un acte de commerce, mais, en revanche, elles s'appliquent à tous les contrats qui auraient pour but de réaliser sous une autre forme l'objet de la vente à tempérament, ainsi le louage (art. 9). Cette précaution n'est pas inutile, car, lors de la discussion qui s'est produite à la Chambre sur la saisie-arrêt des salaires, M. Pichon, dénonçant les manœuvres des maisons de vente à crédit, pouvait citer des engagements ainsi conçus : « Je reconnais avoir reçu en location de la maison..... deux tableaux d'une valeur de 25 francs. J'ai versé au voyageur 2 francs; reste à payer 23 francs de location d'avance; je m'engage à payer 2 francs par mois. Après versement francs, les objets resteront au locataire à titre de prime¹. » — La loi ne s'est pas contentée

¹ *Off.*, débats de la Chambre, p. 1526.

d'interdire certaines clauses léonines et de prendre les mesures nécessaires pour que l'acheteur ne s'engageât qu'en pleine connaissance de cause; elle va plus loin encore. En vertu de l'article 8, « le juge n'est point lié par les règles légales sur les preuves; il statue d'après sa libre conviction qu'il peut puiser à toutes les circonstances de la cause. Spécialement, lorsqu'un écrit a été dressé, le juge peut prendre en considération de simples promesses verbales que le vendeur, ou son agent, aurait faites à l'acheteur avant ou lors de la passation de l'écrit, quand bien même celles-ci seraient en contradiction avec le contenu dudit acte ». On a pensé qu'une disposition aussi dangereuse pour les vendeurs à tempérament, les ferait réfléchir et les obligerait à se montrer moins cupides. Enfin, les dispositions ci-dessus doivent se combiner avec celles de la loi du 30 juin 1878 sur les ventes et titres à lots et de valeurs mobilières, dont la délivrance n'est effectuée à l'acheteur, qu'après l'entier paiement du prix divisé en acomptes (art. 11). On n'ignore pas que ce genre de vente donne lieu à de graves abus, qui rendent nécessaire l'intervention des pouvoirs publics.

Cette situation avait rendu nécessaire chez nous la loi du 12 mars 1900 ayant pour objet, selon son titre même, « de réprimer les abus commis en matière de vente à crédit de valeurs de bourse ». Aux termes de la loi « sera déclarée nulle, sans préjudice de tous dommages-intérêts, même s'il y a eu commencement d'exécution, toute cession, quelque forme qu'elle emprunte,

consentie par acte sous signature privée, de valeurs ou parts de valeurs cotées à la Bourse, moyennant un prix payable à terme en totalité ou en partie, si elle contrevient à l'une des prescriptions des articles 2 et 3 ci-après (art. 1). L'acte doit être fait en double original et chacun des originaux en contenir la mention. Chaque original doit indiquer clairement en toutes lettres, et d'une façon apparente : 1^o l'un des cours cotés à la Bourse de Paris, dans les quatre jours précédant la cession, et, à défaut, le dernier cours coté ; 2^o le numéro de chacune des valeurs vendues ; 3^o le prix total de vente de chacune des valeurs, y compris tous frais de timbre et de recouvrement par la poste ou autrement ; 4^o le taux d'intérêt, les délais et conditions de remboursement (art. 2). Les paiements fractionnés ne peuvent être échelonnés sur une durée de plus de deux ans (art. 3). Le vendeur ne peut se dessaisir du titre vendu ni le mettre en gage. Il doit le représenter à toute réquisition. Toute stipulation contraire est nulle, de même que toute clause dérogeant aux règles de la compétence (art. 4). Le vendeur qui aura détourné, dissipé ou mis en gage le titre vendu, est passible des peines portées en l'article 406 du Code pénal. L'article 463 est applicable (art. 5). Il est interdit aux établissements qui se livrent à la vente à crédit des valeurs de Bourse de faire entrer dans leur dénomination les mots « caisse d'épargne ». Leurs directeurs sont, en cas de contravention à cette défense, passibles d'une amende de 25 à 3.000 francs (art. 6). Les dispositions de la présente

loi ne sont pas applicables aux ordres de Bourse (art. 7).

F. La loi contribue à rendre plus difficiles les rapports entre patrons et ouvriers.

Les industriels signalent ce fait : « L'ouvrier saisi vient dire qu'il n'entend pas subir de retenue sur son salaire; qu'il est assez grand pour régler ses affaires lui-même; qu'il n'a pas besoin de l'intermédiaire de son patron pour payer ses dettes; en définitive, il demande le règlement de son compte et la liberté de partir, préférant tout plutôt qu'une retenue¹. »

Souvent, en effet, l'ouvrier ignore que le patron est responsable des retenues vis-à-vis du créancier saisissant, et serait contraint d'opérer un second paiement au profit de celui-ci, s'il ne tenait pas compte de la saisie. Aussi s'en prend-il au patron, dont l'intervention dans ses propres affaires l'irrite. « Cela est si vrai que, lors de la grève des mineurs du Pas-de-Calais, en 1889, un des principaux griefs des ouvriers contre les compagnies houillères était les retenues opérées sur les salaires, en exécution des saisies-arrêts; ils réclamaient formellement des compagnies la suppression des retenues, sans comprendre que, pour l'obtenir, c'était contre leurs fournisseurs et non contre les compagnies qu'ils auraient dû faire grève². »

¹ *Op. cit.*, p. 21.

² *Considérations en faveur de l'insaisissabilité complète des salaires, au point de vue social, légal et moral*, par M. Ch. Boca, vice-président du conseil d'administration des mines de Donchy,

En résumé, la loi, loin d'être avantageuse pour les ouvriers, a considérablement accru les frais et le nombre des saisies ; elle a développé le mauvais crédit, contribué aux progrès de l'alcoolisme, rendu plus difficiles les rapports entre patrons et ouvriers, et le créancier est bien plus exposé aux fraudes d'un débiteur de mauvaise foi, qu'il ne le serait sous le régime de l'insaisissabilité totale.

C'est le régime de l'insaisissabilité totale qui réunit le plus de partisans parmi les personnes dont l'enquête a recueilli les réponses ; 412 établissements, contre 368, le demandent. Il est vrai que ces derniers comptent 35.659 ouvriers de plus. Mais cette supériorité n'est qu'apparente ; car on doit défalquer de ce chiffre 70.000 employés de chemin de fer appartenant à deux réseaux dont l'un s'est prononcé pour le *statu quo* et l'autre pour la réforme des frais seulement. Ainsi que le fait remarquer la lettre d'un administrateur, ces employés sont assez rarement forcés de recourir à l'emprunt, car ils ont une situation plus stable que les ouvriers des diverses industries : retraite assurée, soins médicaux et pharmaceutiques gratuits, etc. Les saisies sont donc plus rares, et on n'a guère occasion d'en constater les mauvais effets ¹.

Il faut noter que les partisans du *statu quo* sont, en général, ceux qui n'ont pas eu occasion de voir fonc-

administrateur des mines de Courrières. — Citation, p. 117 de l'enquête.

¹ *Op. cit.*, p. 88.

tionner la loi ; sinon, plus d'un aurait été gagné probablement à la cause de l'insaisissabilité.

En outre, les administrations centrales de plusieurs grands établissements se sont prononcées pour la saisissabilité, tandis qu'un nombre plus ou moins considérable de directeurs locaux demandaient l'insaisissabilité. L'inverse ne paraît pas s'être produit. Or, les réponses des bureaux supérieurs entraient seules en ligne de compte².

Enfin, certaines réponses, tout en demandant le maintien de la saisissabilité, la restreignent dans de telles proportions qu'elles n'en laissent presque rien subsister. Les unes demandent que la saisie ne puisse porter que sur le 20^e du salaire ; d'autres, que le juge puisse la repousser, si l'ouvrier est en chômage ou si la retenue doit réduire le salaire à moins de 75 c. par jour et par membre de la famille. D'autres, enfin, n'admettent la saisie que pour les dettes alimentaires. Or cette dernière exception notamment est admise sans difficulté par les partisans de l'insaisissabilité. De même, il ne saurait être question de soustraire l'ouvrier aux conséquences des condamnations qu'il peut encourir.

D'ailleurs, les réformes proposées par les adversaires de l'insaisissabilité ne constituent que des palliatifs insuffisants. Les uns proposent de réduire les frais. La loi du 12 janvier a déjà tenté de le faire ; elle a eu

¹ *Op. cit.*, p. 90.

² *Id.*, p. 89.

pour résultat de multiplier les saisies et d'aggraver les charges du débiteur. En tous cas, cette mesure ne vise que la réduction des frais; elle ne tient compte que d'un des griefs articulés contre la loi. Pour les autres, la situation ne serait pas changée.

Il en est de même des projets d'après lesquels le salaire serait insaisissable au-dessous d'un certain minimum, par exemple : 4 ou 5 fr. par jour, ou tant par mois. Cela vaudrait mieux que de fixer une quotité insaisissable d'un dixième, car on peut alors établir un minimum variable selon les charges de famille¹ et selon le coût de la vie dans les diverses régions. Mais on se heurte à des difficultés pratiques; car le salaire n'est pas fixe comme un traitement de fonctionnaire ou d'employé; il faudrait tenir compte des variations qu'il subit dans le travail à la tâche ou dans les périodes de chômage. Aussi la loi du 12 janvier a-t-elle déclaré les salaires insaisissables pour un dixième, quel que fût leur montant; elle n'a pas cru pouvoir fixer ici un taux maximum annuel de 2.000 fr., comme elle le fait pour les appointements et traitements des employés, commis et fonctionnaires.

Certains voudraient étendre les pouvoirs du juge de paix. Celui-ci apprécierait d'après les circonstances de la cause s'il doit autoriser la saisie, et jusqu'à concurrence de quelle somme il la permettrait. L'innovation

¹ D'après la loi russe, le salaire est saisissable pour un tiers, si l'ouvrier est célibataire; pour un quart seulement s'il est marié, ou veuf avec enfants.

serait grave. Elle pourrait avoir d'excellents résultats, comme elle en produirait peut-être de très mauvais; tout dépend des lumières du juge. Et celui-ci devrait se livrer à un examen minutieux de l'affaire. Le pourra-t-il en présence du nombre considérable de saisies? On prétend que sous le régime de l'insaisissabilité, l'ouvrier ne trouvera personne qui consente à lui avancer de l'argent. A supposer que cela soit vrai (et nous ne le pensons pas), le crédit ne sera pas obtenu davantage, si le juge est libre de ne pas autoriser la saisie.

Enfin, une loi contre les ventes à tempérament pourrait empêcher les abus les plus graves; mais ce n'est qu'un palliatif. Les inconvénients du crédit subsisteraient toujours; et pour le reste, les mauvais effets de la saisissabilité des salaires continueraient à se faire sentir.

La véritable solution consiste à proclamer l'insaisissabilité complète. Elle se justifie par l'urgence des besoins auxquels doit subvenir le salaire. C'est l'existence même de la famille qui est en cause. La femme et les enfants sont des créanciers qui doivent écarter tous les autres.

De nombreux précédents militent en faveur de cette réforme. L'insaisissabilité protège déjà notamment les pensions alimentaires de l'art. 581, C. Pr. Civ., les objets indispensables à la vie ou à l'exercice de la profession (592, C. Pr. Civ.), l'indemnité payée aux prêtres catholiques, en compensation des biens confisqués sous la Révolution; les traitements des ministres pro-

festants, les salaires des matelots, les pensions militaires (sauf quelques exceptions), les allocations de la Légion d'honneur. Les pensions qui peuvent être dues en vertu de la loi sur les accidents sont insaisissables. La nouvelle loi sur les sociétés de secours mutuels fait bénéficier de l'insaisissabilité jusqu'à concurrence de 3.000 fr. les capitaux assurés, et jusqu'à concurrence de 300 fr. les secours, pensions et autres sommes à verser par ces sociétés. Le salaire n'est pas moins digne d'intérêt ; il a droit à la même protection.

L'insaisissabilité totale existe depuis 30 ans déjà en Allemagne (loi du 21 juin 1869) et en Angleterre (Act du 14 juillet 1870). La Norvège et le Brésil ont également adopté cette mesure. On peut dire qu'il en est de même en Espagne, car les salaires au-dessous de six pesetas y sont insaisissables ; or, le prix de la main d'œuvre est, en général, assez bas et n'atteint guère ce chiffre. En Autriche, au contraire, l'insaisissabilité existe seulement jusqu'à concurrence d'un florin et demi. La législation suisse déclare insaisissable ce que le préposé juge indispensable au débiteur et à sa famille (loi du 11 avril 1889). En Russie, la saisissabilité est du tiers ou du quart du salaire, selon les charges de famille ; elle est d'un cinquième en Belgique.

SECTION II. — *Incessibilité du salaire.*

La cessibilité ne présente pas autant d'inconvénients que la saisissabilité ; elle n'entraîne pas les mêmes frais ; consentie par le débiteur lui-même, elle n'a pas pour résultat de l'indisposer contre son patron, comme le fait se produit pour les retenues pratiquées en vertu de saisies-arrests. Mais la cessibilité n'échappe pas au reproche de développer le mauvais crédit, celui des marchands de vin et des maisons de ventes à tempérament. D'ailleurs elle rendrait l'insaisissabilité illusoire, car le créancier extorquerait la cession par ses menaces. L'incessibilité est donc le corollaire de l'insaisissabilité, et elle se justifie, comme celle-ci, par l'importance des intérêts en jeu et la gravité des besoins auxquels doit faire face la rémunération du travail. C'est pourquoi toutes deux vont de pair en Allemagne, en Autriche, en Norvège. Par contre, l'Angleterre et la Suisse autorisent la cession totale du salaire. Les législations française et belge ont fixé une quotité cessible distincte de la quotité saisissable. La loi du 12 janvier 1895 autorise la cession d'un dixième ; le dixième saisissable n'est pas cessible ; autrement, il eût été facile de le soustraire aux créanciers par une cession fictive.

SECTION III. — *Insaisissabilité et incessibilité des secours, indemnités et pensions.*

Destinés à subvenir aux mêmes besoins que le salaire, les secours et pensions réclament une protection

semblable. Ils doivent être insaisissables et incessibles au moins jusqu'à concurrence de ce qui est indispensable à l'existence de la famille. Mais, contrairement à ce qui a lieu pour le salaire, dont la quotité varie sans cesse, le montant des secours et des rentes est fixe ; on ne se heurtera donc pas à des difficultés d'ordre pratique, si on n'établit qu'une insaisissabilité et une incessibilité partielle. On a vu que la loi du 12 janvier 1895 s'applique à tous les salaires, tandis que seuls les traitements et appointements inférieurs à 2.000 francs sont soumis aux mêmes dispositions. La raison de cette différence, c'est que le salaire change souvent, il aurait été difficile d'en connaître le taux annuel, et lorsque celui-ci oscille aux environs de 2.000 francs, s'élevant au-dessus de ce chiffre, puis s'abaissant, et cela d'une façon incessante, il aurait fallu appliquer tantôt le droit commun et tantôt la loi du 12 janvier. Il en serait résulté une gêne et des complications considérables. Théoriquement, on ne rencontrerait pas les mêmes obstacles, si on ne déclarait les secours et pensions insaisissables et incessibles que jusqu'à concurrence d'une quotité déterminée, puisque leur montant est fixe ; mais ces secours et pensions ne s'élèvent guère au-dessus du minimum nécessaire à la vie et qui ne doit être ni cessible ni saisissable, de sorte qu'on aboutirait en fait aux mêmes résultats qu'avec l'insaisissabilité et l'incessibilité totale.

Sont insaisissables et incessibles les rentes viagères constituées par la caisse nationale des retraites, jus-

qu'à concurrence de 360 francs (loi du 20 juillet 1886) ; les rentes dues en cas d'accidents du travail (loi du 9 avril 1898) ; les pensions servies par la caisse de prévoyance entre les marins français (loi du 21 avril 1898). Enfin « les secours, pensions, contrats d'assurance, livrets et généralement toutes sommes et tous titres à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 300 francs par an pour les rentes, et de 3.000 fr. pour les capitaux assurés. » (Loi du 1^{er} avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels).

Les pensions prévues par le projet de loi de M. l'abbé Lemire sur l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse seraient également insaisissables et incessibles.

L'insaisissabilité et l'incessibilité, tantôt complète, tantôt partielle, des secours et des indemnités ou des pensions existent dans plusieurs législations étrangères, par exemple, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Suisse, en Norvège.

CHAPITRE IV

LA PROTECTION DU SALAIRE CONTRE LA CONCURRENCE.

Les lois que nous avons passées en revue jusqu'ici n'ont pas pour but d'influer sur le taux des salaires. Mais souvent la concurrence avilit le prix de la main-d'œuvre, et l'homme ne trouve plus dans son travail les ressources dont il a besoin. Il nous faut donc chercher si le salaire ne doit obéir qu'à la loi brutale de l'offre et de la demande, ou s'il est soumis à des règles de justice supérieure, que l'Etat a mission de faire respecter. Nous étudierons ensuite les mesures que peuvent prendre les pouvoirs publics pour protéger le salaire contre la concurrence. Cet examen comprend quatre parties :

Le juste salaire et le salaire minimum.

Le minimum de salaire dans les adjudications de travaux publics.

Le marchandage.

Le minimum de salaire dans l'industrie privée.

SECTION I. — *Le juste salaire et le salaire minimum.*

D'après l'école libérale, le travail est une marchandise comme une autre et le salaire n'a de règle que la loi de l'offre et de la demande. Il monte quand il y a beaucoup de travail demandé et peu d'ouvriers ; il baisse dans l'hypothèse inverse. Que le salaire soit, ou non, suffisant, peu importe ; le patron qui paie le prix du marché a satisfait à toutes les exigences de la justice.

Tout autre est la véritable théorie, celle de l'encyclique *Rerum novarum*, celle de la démocratie chrétienne. L'encyclique met en relief les deux caractères du travail : « Il est personnel parce que la force active est inhérente à la personne, et qu'elle est la propriété de celui qui l'exerce ; il est nécessaire, parce que l'homme a besoin du fruit de son travail pour conserver son existence, et qu'il doit la conserver pour obéir aux ordres irréfragables de la nature. » L'ouvrier pourrait accepter n'importe quelle rémunération, si le travail ne présentait que ce trait d'être personnel ; mais il en va autrement, à cause de son caractère de nécessité : « Conserver l'existence est un devoir imposé à tous les hommes et auquel ils ne peuvent se soustraire sans crime. De ce devoir découle nécessairement le droit de se procurer les choses nécessaires à la subsistance, et que le pauvre ne se procure que moyennant le salaire de son travail. Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire,

au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête. Que si, contraint par la nécessité, ou poussé par la crainte d'un mal plus grand, il accepte des conditions dures que d'ailleurs il ne lui serait pas loisible de refuser, parce qu'elles lui sont imposées par le patron ou par qui fait l'offre du travail, c'est là subir une violence contre laquelle la justice proteste. »

Du fait que l'homme a le droit de vivre et qu'il a le devoir de conserver son existence, nous en concluons qu'il doit pouvoir se procurer par son travail toutes les ressources nécessaires.

L'ouvrier a droit à la vie physique. Il faut que son travail lui donne le logement, les vêtements, les aliments dont il a besoin ; et le salaire devra comprendre les primes d'assurance contre la maladie, les accidents, le chômage, la vieillesse.

L'ouvrier a droit à la vie intellectuelle ; le salaire ne serait pas suffisant, si l'ouvrier était obligé de s'interdire toute dépense de ce genre. On ne doit pas considérer l'homme comme une machine à produire ; la production n'est pas le but de la vie, elle n'est qu'un moyen ; elle a pour rôle d'assurer à chacun les ressources nécessaires au développement de ses facultés.

L'ouvrier a droit à la vie morale et religieuse. Le juste salaire doit permettre la sanctification du dimanche ; il faut donc qu'en six jours l'homme gagne

de quoi faire face aux dépenses de toute la semaine.

Enfin l'ouvrier a droit à la vie familiale. Le juste salaire n'est donc pas celui qui lui permettrait de subvenir à ses seules dépenses. Chacun doit pouvoir fonder et élever une famille. Non pas que les partisans du salaire familial demandent une rémunération différente selon que le travailleur est célibataire ou marié, et qu'il a plus ou moins d'enfants. Il s'agit d'un salaire moyen, supérieur à celui dont le célibataire peut se contenter, et correspondant aux charges de famille normales. Si les enfants sont très nombreux, les parents auront, pour subvenir à des dépenses plus considérables, les économies réalisées avant le mariage sur le salaire moyen, en attendant que les fils apportent l'appoint de leur travail.

Tels sont les éléments qui nous paraissent rentrer dans l'évaluation du salaire minimum. Nous supposons évidemment que l'individu et l'industrie se trouvent dans les conditions normales. Il n'est donc pas question ici des infirmes, ni des enfants, mais des hommes doués d'aptitudes moyennes. De même, en cas de crise générale, si l'industrie ne fait pas ses frais, il est certain que le patron ne violerait pas la justice, en abaissant le prix de la main-d'œuvre.

Par contre, le minimum de salaire ne sera pas toujours le juste salaire. Toutes les fois que la valeur du travail est supérieure au minimum nécessaire à la vie, l'équité demande une rémunération proportionnelle.

L'ouvrier contribuant par son travail et son intelli-

gence à la prospérité de l'industrie, il est juste qu'il participe aux bénéfices. On objecte qu'il ne peut y prétendre parce qu'il ne supporte pas sa part des pertes, et qu'il touche son salaire quel que soit le résultat final de l'opération. Mais de ce fait il est seulement permis de conclure à l'attribution d'une part moins forte dans les profits, à une diminution proportionnée aux risques dont le salaire garantit les travailleurs. D'ailleurs il est inexact de soutenir que l'ouvrier ne supporte aucun risque sous le régime actuel, car le prix courant de la main-d'œuvre ne suffit pas à payer les primes d'assurance contre la maladie, le chômage et la vieillesse. Et jusqu'à la loi du 9 avril 1898, le travailleur subissait sa bonne part des aléas de l'entreprise, puisque des deux sortes de capitaux exposés, le capital argent et le capital-vie humaine, le premier prenait et prend encore seul part aux bénéfices, tandis que l'ouvrier, victime d'un accident, ou ses héritiers, ne recevaient trop souvent aucune indemnité, s'ils ne prouvaient une faute à la charge du patron.

Nous ne faisons qu'indiquer ce problème très délicat de la participation aux bénéfices. La justice exige cette participation ; mais les difficultés pratiques (entre autres, l'impossibilité de connaître d'ordinaire les bénéfices réalisés), en ajourneront sans doute longtemps l'application. Mais on pourrait obtenir des solutions de détail, pour tel ou tel genre d'entreprise, ainsi, pour les sociétés par actions.

Il est scandaleux de voir la part de lion que se taille

le capital dans certaines affaires. On donne pour justification du prêt à intérêt l'idée de prime d'assurance pour les risques courus et la productivité plus grande du travail, puisque souvent l'ouvrier, grâce à la machine, c'est-à-dire au capital, produira 10 ou 100 fois plus que s'il était réduit à la seule force de ses bras. Mais on oublie que sans l'ouvrier la machine ne produirait rien ; et quant aux risques du capital, lorsqu'on voit une action émise à 500 francs en valoir quelques années après 25.000 ou 50.000, et rapporter de 1.000 à 1.500 francs d'intérêt annuel, il est permis de penser que la prime d'assurance a été largement payée. Enfin, puisqu'on justifie le prêt à intérêt par la productivité plus grande que le capital donne au travail, on doit en conclure que le capitaliste ne peut prélever sa part sur les dividendes, qu'autant que la productivité dont on parle existe réellement et que des bénéfices ont été obtenus. En stricte justice, il faudrait donc rémunérer d'abord le travail, c'est-à-dire le patron et l'ouvrier ; ensuite seulement le capital serait admis à réclamer sa part comme facteur de la production.

Pour les sociétés par actions, la participation obligatoire des ouvriers aux bénéfices nous semble réalisable, puisque le principal obstacle, la difficulté de connaître le bilan de l'entreprise, n'existe pas.

Dans le même ordre d'idées, il y aurait lieu de s'inspirer du régime pratiqué par un certain nombre de mines anglaises, où l'on dresse chaque quinzaine ou chaque mois une échelle des salaires proportionnés aux

prix de vente. Mais ce système suppose que la mise en vente de la marchandise n'a pas été précédée de nombreuses transformations ; car il devient alors très difficile, sinon impossible, de déterminer la part respective des intéressés. Dans ce cas, la prospérité de l'entreprise pourra et devra être suivie d'une hausse des salaires, mais ce n'est plus la véritable participation aux bénéfices.

SECTION II. — *Le Minimum de salaire dans les adjudications publiques.*

L'Etat, le département, la commune ou l'établissement public qui ont des travaux à faire exécuter, s'adressent souvent à des entrepreneurs par voie d'adjudication. Ceux-ci déposent leurs propositions sous pli cacheté. L'entrepreneur qui offre les conditions les plus avantageuses et consent le rabais le plus considérable, est proclamé adjudicataire. Or, comme le cahier des charges contient, en général, des stipulations très précises sur l'exécution des travaux, notamment sur la qualité et le prix des matériaux, le rabais ne peut porter que sur trois chefs : le profit de l'entrepreneur, les économies que son habileté professionnelle lui permet de réaliser, et surtout le prix de la main-d'œuvre. Le système de l'adjudication provoque, par conséquent, la baisse des salaires, baisse qui s'étend parfois à toute l'industrie, aux travaux privés.

De là est né le mouvement de propagande réclamant

l'insertion dans les cahiers des charges de clauses protectrices du travail : clauses relatives au prix de la main-d'œuvre, au maximum d'heures de travail, au repos hebdomadaire, etc. On a fait observer avec raison que l'Etat doit donner l'exemple et se comporter comme un patron modèle.

Il faut remarquer que l'expression minimum de salaire, employée à propos des adjudications de travaux publics, prête à équivoque, car le plus souvent les clauses insérées dans les cahiers de charge stipulent le paiement, non pas du minimum indispensable à l'existence, mais du salaire courant.

Parmi les conditions du travail, c'est surtout la clause du minimum de salaire ou du salaire courant (la seule dont nous avons à nous occuper ici), qui rencontre le plus d'adversaires. Le système des adjudications, disent-ils, n'entraîne pas la réduction du prix de la main-d'œuvre. Les entrepreneurs qui se présentent pour soumissionner les travaux, établissent leurs conditions d'après l'état général du marché ; ils ne peuvent le modifier à leur gré ; si des baisses de salaires ont suivi parfois les adjudications, elles ont eu pour causes la loi générale de la concurrence et la situation de l'industrie.

On invoque aussi contre les clauses relatives au prix de la main-d'œuvre l'intérêt des contribuables, qui supporteraient, de ce chef, une aggravation de charges, et l'intérêt même des ouvriers. Un certain nombre ne trouveraient plus d'emploi, parce que les travaux cou-

tant plus cher, on en exécuterait moins; et les entrepreneurs n'accepteraient que les hommes les plus forts et les plus habiles; ils écarteraient impitoyablement les faibles, les incapables, les ouvriers âgés, puisqu'ils ne pourraient pas leur accorder un salaire inférieur au taux fixé et proportionné à leur travail.

L'avilissement des salaires est un fait prouvé par de nombreux exemples, et quant aux autres objections, les expériences tentées à l'étranger permettent d'en apprécier la valeur et d'affirmer qu'elles ne sont pas fondées. Dès 1893, l'Etat anglais, l'administration scolaire, le conseil du comté de Londres et 86 districts inséraient dans les cahiers des charges des clauses relatives au salaire. En 1896, l'Etat belge adoptait cette réforme; à la même date, huit provinces sur neuf en avaient fait autant, et la dernière, le Luxembourg, étudiait la question; sur 87 communes de plus de 8.000 habitants, 51 possédaient des clauses sur le prix de la main-d'œuvre; Liège était la seule ville importante qui eût repoussé cette mesure. Les mêmes stipulations existent dans un grand nombre de cahiers des charges aux Etats-Unis, en Suisse, en Hollande. Or, on ne cite aucune administration qui, après avoir adopté les conditions du travail, y ait ensuite renoncé; et presque toutes se félicitent des excellents résultats obtenus.

I. — L'ancien système d'adjudication amenait souvent la baisse des salaires. En 1893, le conseil supérieur du travail belge discute cette question. M. Verhaegen relève dans l'enquête menée en 1886, par la commis-

sion du travail, 26 dépositions relatives à l'avilissement des salaires¹. M. Victor Denis signale, avec chiffres à l'appui, des faits analogues qui se produisent depuis dix ans pour des adjudications auxquelles procèdent les compagnies de chemins de fer; comme les travaux comportent presque exclusivement l'emploi de la main-d'œuvre et qu'ils sont l'objet de rabais considérables, allant jusqu'à 40, 60 % et plus, il en résulte une dépression des salaires². M. Snoeck mentionne le cas d'un entrepreneur incapable soumissionnant à quelques milliers de francs au-dessous du prix d'estimation; les ouvriers terrassiers et leurs aides reçurent de 15 à 17 centimes l'heure, et encore ne furent-ils pas régulièrement payés, car l'entrepreneur tomba en faillite³. En 1889 et en 1893, l'administration met en adjudication des travaux relatifs à l'amélioration de la Senne inférieure; l'entrepreneur consent, en 1893, un rabais considérable; résultat : les prix de main-d'œuvre baissent d'un tiers environ⁴. Les syndicats des ébénistes, terrassiers, marbriers, gantiers, peintres, cordonniers, et des patrons signalent des exemples analogues⁵. Au conseil communal de Bruxelles, M. Conrardy fait cette déclaration : « Un ancien avocat du ministère, ancien ministre lui-même (M. Lejeune), nous a dit qu'il avait

¹ Deuxième session, 1893-94, p. 44.

² *Id.*, p. 48.

³ *Id.*, p. 245.

⁴ *Id.*, p. 48.

⁵ *Id.*, p. 98-100, 135-136.

pu se convaincre par les nombreux procès qu'il avait dû plaider pour l'Etat, que toujours ou presque toujours les réductions de prix, dans les adjudications, étaient récupérées sur le salaire. » Et M. Coppieters, entrepreneur, parle de même : « Nous sommes persuadés que le minimum de salaire offrirait dans tous les cas, pour les entrepreneurs, plus d'avantages que d'inconvénients. Ainsi, nous n'aurions plus à craindre ces menaces perpétuelles de grèves, ces discussions interminables avec les ouvriers, et ces rabais insensés que nous faisons parfois sur les salaires des ouvriers pour enlever une entreprise¹. »

Des constatations analogues sont faites en France, principalement par des syndicats de la Fédération du Livre².

Enfin, d'une enquête parlementaire anglaise, il résulte que l'ancien système d'adjudication, aux rabais les plus forts, sans condition, tendait à maintenir les salaires bas³.

Il n'est donc pas étonnant que les ouvriers incriminent le système de l'adjudication. Des entrepreneurs le combattent aussi, en invoquant leur propre intérêt et celui des ouvriers. Ils se plaignent de voir les travaux enlevés par des concurrents moins consciencieux, qui spéculent sur la réduction des salaires, ou par des incapables que leur témérité accule à la faillite. Aussi, à

¹ *Op. cit.*, p. 46.

² et ³ M. Bazire, *Des conditions du travail dans les adjudications de travaux publics*.

Louvain, et dans plusieurs autres villes, les patrons comme les ouvriers signent la pétition adressée au conseil communal en faveur de l'introduction du minimum de salaire dans les cahiers des charges ; à Bruxelles, la chambre de peinture de l'Union syndicale en fait autant et déclare que la tendance des patrons devrait être de payer de hauts salaires : « C'est un sentiment de défense professionnelle et nationale, déclare-t-elle, qui nous fait parler ainsi. Au reste, notre intérêt doit nous y porter, car il est établi à suffisance que c'est l'ouvrier qu'on paie le mieux qui rapporte le plus. »

Plusieurs réponses de l'enquête signalent la mauvaise exécution des travaux ; car, si parfois de bons ouvriers, pressés par la misère, acceptent les salaires dérisoires de l'entrepreneur, le plus souvent celui-ci ne peut embaucher que des incapables ou de mauvais ouvriers, dont personne n'a voulu.

Le système d'adjudication sans clauses protectrices du travail est donc nuisible tout à la fois aux ouvriers, aux entrepreneurs honnêtes et aux contribuables eux-mêmes.

II. — Les clauses relatives au minimum de salaire ne font pas éliminer fatalement les ouvriers médiocres.

Si l'entrepreneur, dit-on, est obligé de payer le minimum, il n'embauchera que les ouvriers les plus robustes et les plus capables ; quant aux ouvriers médiocres, faibles, âgés, ils vont être réduits à la misère. Supposons qu'il en soit ainsi ; le régime actuel sacrifie

les bons ouvriers aux autres, est-ce préférable ? D'ailleurs, la plupart des cahiers des charges ont prévu cette éventualité ; ils stipulent un tarif spécial et réduit pour les « demi-ouvriers », de même que pour les jeunes gens et les apprentis. Mais ils ont soin de fixer le chiffre maximum de demi-ouvriers, que peut embaucher l'entrepreneur ; autrement celui-ci rangerait sous cette rubrique tout son personnel, et éluderait ses obligations. Notons enfin que les travaux publics n'ont pas pour but de venir en aide aux invalides. Si ces derniers, lorsqu'ils étaient dans la force de l'âge, n'ont pas gagné un salaire suffisant pour les mettre plus tard à l'abri du besoin, c'est à l'assistance publique d'acquitter les dettes de la société envers eux. Leur embauchage par l'entrepreneur nuirait souvent à la bonne exécution des travaux.

III. — L'insertion de clauses relatives au salaire n'entraîne pas d'aggravation de charges pour les contribuables.

Un seul fait sérieux peut être opposé à cette assertion. Le ministre des travaux publics, en Angleterre, s'exprime ainsi : « L'ancien système d'adjudication aux rabais les plus forts, sans conditions, tendait à maintenir les salaires bas. L'exemple donné par le gouvernement a eu pour effet d'élever les salaires dans tout le pays. Aussi le prix de revient des constructions s'est-il élevé de 20 0/0, sans que l'on puisse dire que les travaux soient mieux exécutés. Les salaires n'ont pas été augmentés dans cette proportion, mais

ils ont eu cependant la plus large part dans cette élévation des prix ¹. » Nous voici donc en présence d'une augmentation de dépenses de 20 0/0, et cette charge n'est pas compensée par une meilleure exécution des travaux. Mais nous notons cet aveu que l'ancien système d'adjudication maintenait les salaires « bas », ce qui paraît indiquer une rémunération beaucoup trop faible de la main-d'œuvre, une situation exceptionnellement mauvaise. Une fois disparu, l'obstacle qui comprimait les salaires, ceux-ci se sont élevés au taux normal, et on ne peut que s'en applaudir.

D'ailleurs ce fait est isolé. Alors qu'un grand nombre de cahiers des charges insèrent la clause du minimum de salaire, on cite très peu de cas où il en est résulté une augmentation de dépenses; l'accroissement signalé est toujours très faible, et le plus souvent compensé par une exécution meilleure des travaux. C'est ainsi que le ministre de la guerre anglais déclare que le coût des travaux ne s'est pas accru ². « Augmentation insignifiante et rachetée par une meilleure exécution du travail », déclare le commissaire des travaux publics en Irlande ³. Mêmes résultats en Belgique. En 1896, le conseil communal de Bruxelles est saisi d'une proposition relative à l'insertion dans le cahier des charges de clauses protectrices du salaire. Il ouvre une enquête auprès des provinces et des communes qui l'ont précédé dans cette voie. Les huit provinces qui appli-

¹ *Office du travail français*, Note sur le minimum, p. 43.

² et ³ *Id.*, p. 45.

quent le minimum déclarent n'avoir pas reçu de plaintes des patrons ni des ouvriers ; et on ne constate pas de résultats anormaux pour les finances, sauf dans le Brabant et la Flandre Occidentale. Dans le Brabant, à Dierst, aucun entrepreneur ne se présente pour la construction d'une gendarmerie ; et à une deuxième adjudication, l'offre la plus basse est supérieure de 7.540 fr. au devis. L'architecte provincial attribue ce fait en partie à une abondance relative de travaux, mais surtout à l'inscription d'un minimum de salaire trop élevé¹. Le rapport de la Flandre Occidentale accuse une augmentation de charges de 2,70 0/0 tout entière passée aux ouvriers en salaires ; mais il constate en même temps une meilleure exécution du travail. Les ouvriers âgés n'ont pas été sacrifiés contrairement à ce que prédisaient les adversaires de la réforme². Quant aux 51 communes de plus de 8.000 habitants, qui ont inséré des clauses relatives au minimum de salaire, une seule signale un accroissement de charges, dû en partie d'ailleurs au renchérissement des matériaux. La réponse de Saint-Josse-Ten-Noords, entre autres, est des plus nettes : « La clause du minimum de salaire est inscrite dans plusieurs des cahiers des charges de notre commune. Elle n'a donné lieu à aucune difficulté et n'a pas entraîné, pour notre administration, un surcroît de dépenses... L'expérience a été si décisive que les autres conseils communaux, même

¹ *Op. cit.*, p. 7.

² *Id.*, p. 81.

les plus hostiles au minimum de salaire dans le principe, finissent tous par accepter cette mesure démocratique¹. »

Ces résultats étaient d'ailleurs faciles à prévoir. La clause du minimum a pour but non pas de faire hausser artificiellement les salaires, mais d'empêcher leur avilissement par l'effet du système de l'adjudication. L'Etat s'interdit seulement de spéculer sur le besoin et sur le prix de la main-d'œuvre. L'adjudication est ainsi obtenue non plus par l'entrepreneur le moins consciencieux, au détriment des ouvriers, mais par le plus capable, dont le profit est dû à ses aptitudes personnelles.

Mais si les prix-courants de la région sont trop faibles, l'Etat a le devoir de stipuler dans les cahiers de charges le paiement du salaire suffisant. Sans doute, il pourra en résulter un surcroît de dépenses pour les contribuables, mais la justice l'exige. D'ailleurs les économies obtenues sur le prix de la main-d'œuvre seraient plus apparentes que réelles ; car l'ouvrier devrait s'adresser aux bureaux de bienfaisance ; ne pouvant, malgré ses efforts, gagner de quoi vivre, il s'irriterait ou se démoraliserait ; il serait pour la société un danger ou une charge ; plus d'un, après avoir été obligé de solliciter un secours, deviendrait un professionnel de l'assistance.

IV. — Mode de détermination du minimum de salaire.

Trois systèmes sont possibles :

A. Le cahier des charges stipule simplement l'obligation pour l'entrepreneur de payer le salaire courant ; mais il n'en fixe pas le taux. Si des plaintes se produisent, mais alors seulement, l'administration intervient. C'est en général le système anglais. « Il se recommande par sa simplicité et aussi pour l'extrême souplesse qu'il conserve au minimum de salaire ; il est souvent le seul possible quand une grande administration comme un ministère fait exécuter un ensemble de travaux dans un grand nombre de localités à la fois ; mais il n'est efficace que dans les pays où les associations professionnelles sont solidement établies, c'est-à-dire dans les pays où le taux du salaire courant est facile à constater et où les ouvriers sont capables de faire respecter eux-mêmes, sans craindre les représailles qui pourraient suivre leur dénonciation, les conditions stipulées d'une façon aussi peu précise par l'administration ¹. »

B. L'entrepreneur indique lui-même les prix qu'il s'engage à payer. Ce procédé est employé par un certain nombre d'administrations belges. Il soulève de graves difficultés. Comment choisir entre deux entrepreneurs dont l'un offre un rabais plus considérable, tandis que l'autre s'engage à payer des salaires supérieurs ?

¹ M. Bazire, p. 162.

C. L'administration fixe elle-même le taux des salaires. En Belgique, 38 communes sur 51, et 5 provinces sur 8, ont adopté ce régime. Mais l'Etat ou une municipalité n'ont pas toujours la compétence désirable ; on peut craindre aussi qu'ils ne cèdent à des préoccupations électorales. Il vaut donc mieux que le prix-courant soit fixé par un commun accord des patrons et des ouvriers ; mais cela suppose, comme condition préalable, une organisation professionnelle qui n'existe pas en France.

V. — Sanction des clauses protectrices du salaire.

Si l'entrepreneur se dérobe à ses engagements, les sanctions ne manquent pas. Les ingénieurs chargés de la surveillance, les intéressés, les organisations professionnelles sont là pour signaler les infractions commises. L'administration, sur le cautionnement versé par l'adjudicataire, paie les ouvriers ; l'entrepreneur peut se voir enlever l'exécution des travaux, et même être écarté des marchés futurs ; souvent, en vertu du cahier des charges, il est passible d'une amende.

La clause du minimum de salaire dans les adjudications publiques en France.

Dès 1883, le Conseil municipal de Paris était saisi d'une proposition de MM. Vaillant et Joffrin relative aux conditions du travail dans les adjudications publiques. Cette réforme figurait à plusieurs reprises à l'ordre du

jour des séances, avant d'être adoptée¹ ; elle était aussi l'objet des délibérations de plusieurs assemblées départementales et communales. Si l'insertion de clauses relatives au travail ne s'est pas réalisée plus tôt, l'opposition de l'autorité préfectorale et surtout la jurisprudence du Conseil d'Etat en sont la cause. Les premières délibérations de la municipalité parisienne furent d'abord annulées, mais après divers pourparlers avec le Gouvernement, le vote du 2 mai 1888 obtint l'approbation préfectorale. En vertu du projet adopté, l'adjudicataire devait accorder à ses ouvriers la journée de neuf heures, le repos hebdomadaire et le salaire minimum, qui était celui de la série de prix de la ville. Si, pour des circonstances exceptionnelles, l'ingénieur ou l'architecte autorisait une prolongation de la durée du travail, les heures supplémentaires devaient se payer 25 0/0 en sus, le jour, et 50 0/0 en sus, la nuit. Il était interdit à l'entrepreneur de pratiquer le marchandage et d'embaucher plus d'un dixième d'ouvriers étrangers. Pour les travaux exécutés dans les postes et les casernes, tous les ouvriers devaient être Français. L'entrepreneur, en cas d'infraction à ces règles, était passible d'une amende de 10 francs, sans préjudice de la déchéance qu'il pouvait encourir.

¹ Proposition de M. Vaillant ; rapport de M. Sauton, 28 novembre 1883 ; de M. Cernusson, 31 juillet 1885 ; vote défavorable du Conseil, 16 décembre 1885. — Rapport de M. Longuet, 22 juin 1886 ; conclusions adoptées le 31 juillet 1886 et le 27 avril 1887. — Séances du 30 décembre 1887 et du 29 février 1888. — Rapport de M. Sauton, le 27 avril 1888 ; conclusions adoptées le 2 mai.

Les adjudications eurent lieu dans ces conditions. Trois entrepreneurs refusèrent de s'y soumettre et furent écartés, bien qu'ils eussent offert un rabais supérieur à celui de leurs concurrents. Ils se pourvurent devant le Conseil d'Etat, et celui-ci, le 21 avril 1890, déclara illégales les « conditions du travail ».

Le conseil municipal maintint sa délibération du 2 mai 1888 (séances des 13 juin et 26 décembre 1890), et, à la suite d'un décret d'annulation en date du 23 janvier 1891, invita le préfet à se pourvoir devant le Conseil d'Etat. Mais ce pourvoi fut rejeté le 25 janvier 1895.

« Considérant, dit l'arrêt, que, par la délibération du 28 décembre 1890, le conseil municipal de Paris a autorisé le Préfet de la Seine à procéder à l'adjudication de divers travaux communaux, à la condition d'imposer à l'adjudicataire l'obligation de payer à ses ouvriers un salaire minimum déterminé par la ville, pour une journée de travail, dont elle avait également fixé le maximum de durée ;

« Considérant que s'il appartenait au Conseil municipal de déterminer, dans l'intérêt de la ville, les conditions de ces adjudications, il ne pouvait, sans sortir de ses attributions, substituer une réglementation imposée à l'effet légal des conventions entre patrons et ouvriers et faire obstacle à l'application de l'ordonnance du 14 novembre 1837, qui oblige les communes à donner les entreprises pour travaux et fournitures avec concurrence et publicité, qu'ainsi la ville n'est pas fondée à soutenir que le décret attaqué qui a annulé la délibé-

ration du 28 décembre 1890, par application de l'article 14 de la loi du 14 avril 1871, est entaché d'excès de pouvoir. »

L'arrêt ne visant que le minimum de salaire et la journée normale de travail, les autres clauses continuèrent à figurer dans les cahiers des charges.

Les motifs invoqués par l'arrêt nous semblent des plus contestables.

Un des considérants parle d'atteinte à la liberté du travail et à la liberté des conventions « par la substitution d'une réglementation imposée à l'effet légal des conventions ». Mais l'adjudication est un louage d'ouvrage. Or le maître de l'ouvrage a le droit, souvent même le devoir, de stipuler les conditions dans lesquelles le travail sera exécuté, sous cette réserve que les conditions imposées n'aient rien d'illicite et ne soient contraires ni à la morale ni à l'ordre public. Ici, le maître de l'ouvrage, c'est l'Etat; il a les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'un particulier. Que l'insertion des conditions du travail dans les cahiers de charges soient contraires à la morale, on ne peut le soutenir; c'est plutôt leur non-insertion qui serait immorale. Ces conditions sont-elles illicites et contraires à l'ordre public? Le Conseil d'Etat invoque l'article 1^{er} des ordonnances de 1836 et 1837, d'après lequel « tous les marchés au nom de l'Etat, toutes les entreprises pour travaux et fournitures, au nom des communes et des établissements de bienfaisance seront donnés avec concurrence et publicité », sauf les exceptions prévues.

La concurrence a pour but, dit-on, l'économie des deniers publics. Rien ne le prouve ; il est permis d'y voir plutôt une mesure destinée à protéger les contribuables contre des actes d'arbitraire et de favoritisme ; avec le régime de la publicité et de la concurrence ces actes ne pourront se produire. Or les conditions du travail ne font que limiter la concurrence, et empêcher qu'elle n'ait lieu au détriment des ouvriers ; mais le principe même de la concurrence reste intact, puisque tous les entrepreneurs se trouvent soumis aux mêmes règles.

Les conditions du travail sont si peu illégales que depuis longtemps on les voit stipulées dans certains cahiers de charges. C'est ce que faisait remarquer le Commissaire du Gouvernement, M. Le Vavas seur de Précourt, lors du premier arrêt du Conseil d'Etat (21 avril 1890). « Nous ne poserons pas en principe, disait-il, que les cahiers des charges en matière de travaux publics ne doivent jamais contenir en faveur des ouvriers, des stipulations obligatoires pour les entrepreneurs, car ce serait déclarer illégal le plus ancien, le plus vénérable des cahiers des charges, celui des travaux des Ponts et Chaussées, qui, dans son article 15, prescrit aux entrepreneurs de payer les ouvriers chaque mois et prend même des mesures pour assurer le paiement d'office, et qui, dans son article 16, prescrit une retenue d'un centième destinée à former un fonds de secours pour les ouvriers blessés ou malades ; l'article 11 du même cahier des clauses et conditions générales prescrit en faveur des ouvriers le repos obligatoire

du dimanche. De même, le cahier des charges pour les fournitures des ministères de la guerre et de la marine contient presque toujours des stipulations en faveur des ouvriers. Supposons qu'une ville dans laquelle une épidémie a amené la misère stipule que les ouvriers originaires de la ville seront seuls employés aux travaux publics ; supposons qu'un conseil municipal, dans l'intérêt du travail national, restreigne, comme l'a fait précisément le conseil municipal de Paris, l'emploi des ouvriers étrangers, ces clauses nous paraissent absolument légales. »

Et sur quoi se fonde la distinction faite par le Conseil d'Etat ? En quoi les clauses relatives à la journée normale et au minimum de salaire seraient-elles plus illégales que les clauses concernant la limitation du nombre des ouvriers étrangers ? Les premières ne portent pas plus atteinte que les autres au principe de la concurrence.

Enfin, la jurisprudence du Conseil d'Etat se réclame de l'art. 2 de la loi du 3 décembre 1888, en donnant à ce texte une portée générale qu'il n'a pas. « Considérant, dit l'arrêt du 21 mars 1890, que l'illégalité des dites clauses a été également reconnue par le pouvoir législatif, qu'en effet l'article 2 de la loi du 3 décembre 1888 relative à des travaux à exécuter par la ville de Paris sur les fonds de l'emprunt de 1886, dispose que « les cahiers des charges et séries de prix, dressés pour l'exécution de ces travaux, ne pourront contenir aucune clause contraire aux dispositions du décret du 17 mars

1888 (en fait, le décret est du 22 mars) portant annulation de la délibération du conseil municipal de Paris, en date des 27 avril, 30 décembre 1887 et 29 février 1888, relatives aux travaux communaux. »

L'article 2 visé ne proclame pas l'illégalité des conditions du travail. Il est né d'un malentendu et n'a qu'une portée restreinte. Il s'agissait d'autoriser pour des travaux d'élargissement de rues le prélèvement d'une somme de 29 millions sur le fonds de 110 millions réservé aux fonds de voirie dans l'emprunt de 250 millions fait en 1886 par la ville de Paris. La loi avait été votée à la Chambre; sur ces entrefaites, le décret du 22 mars 1888 ayant annulé la délibération du conseil municipal relative aux conditions du travail, celui-ci mit de nouveau la question à son ordre du jour. M. Bozérian, rapporteur de la loi au Sénat, crut que le conseil avait maintenu ses prétentions antérieures; il déposa donc l'amendement qui est devenu l'article 2, en le justifiant ainsi : « Votre Commission n'a pas pensé que pour des travaux pour l'exécution desquels l'intervention du Parlement est nécessaire, une pareille délibération puisse être tolérée plus longtemps. » Or, ainsi que le fit remarquer M. Bourgeois, sous-secrétaire d'Etat du Ministre de l'Intérieur, la nouvelle délibération du conseil n'était pas identique à la première, et avait été approuvée par le gouvernement. L'amendement n'avait donc pas de raison d'être; on accorda néanmoins à M. Bozérian la satisfaction platonique de le voter. Mais, ainsi que le déclarait son

auteur, « cet article ne se réfère pas à tous les travaux de la ville de Paris, il s'applique seulement à ceux pour lesquels on demande l'autorisation d'emprunter une somme de 29 millions. » Ce texte ne peut donc pas être invoqué contre la légalité des conditions du travail.

A notre avis, et contrairement à la jurisprudence du Conseil d'Etat, l'insertion dans les cahiers des charges de clauses relatives aux conditions du travail était légitime. Il n'était donc besoin ni d'une loi ni même d'un décret pour l'autoriser. Mais comme on pouvait présumer que le Conseil d'Etat ne modifierait pas sa jurisprudence, les partisans de la réforme s'adressèrent au pouvoir législatif, et plusieurs projets furent déposés, qui avaient pour but, les uns de permettre, les autres de rendre obligatoires les conditions du travail.

L'une de ces propositions, qui avait pour auteur M. Vaillant et qui était signée de tous les députés socialistes, se bornait à reproduire les décisions du conseil municipal annulées par décret; elle avait donc pour but d'en faire reconnaître la légitimité par la loi, et elle stipulait les mêmes droits au profit de toutes les municipalités, mais elle ne s'occupait pas des travaux de l'Etat et des départements.

Les autres projets émanaient de MM. Dansette (Barrois, abbé Lemire, François, etc.), Holtz, Lavy, Castelin.

En ce qui touche le salaire, M. Dansette visait à faire reconnaître à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics le droit d'inscrire dans

les cahiers des charges des clauses obligeant l'entrepreneur à payer à ses ouvriers le minimum de salaire égal au salaire normal des ouvriers de la même catégorie dans la localité ou la région (art. 1); mais ce n'était là qu'une simple faculté pour les autorités administratives ; elles étaient libres d'insérer ou de ne pas insérer les clauses relatives au travail. Des règlements d'administration publique devaient déterminer les mesures nécessaires à l'application de la présente loi, et fixer notamment les règles à suivre pour constater le salaire normal, en consultant au besoin des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

M. Castelin demandait que le prix de la journée ne pût être inférieur à celui qui est alloué aux ouvriers de la même profession dans le chef-lieu d'arrondissement. La journée normale était fixée à 10 heures, et les heures supplémentaires devaient être payées double.

La proposition de M. Holtz était ainsi conçue : « L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics sont tenus d'insérer dans les cahiers des charges des travaux exécutés sur le budget ordinaire ou sur fonds d'emprunt, en régie ou par adjudication, toutes clauses qu'ils peuvent juger utiles à l'exécution desdits travaux, en ce qui concerne le recrutement et l'emploi de la main-d'œuvre, le taux et le paiement des salaires, les heures de travail, l'hygiène des chantiers et ateliers » (art. 1). « Les cahiers des charges qui ne contiendront pas les clauses sus-

visées seront déclarés nuls » (art. 2). L'obligation ainsi imposée à l'Etat, aux départements, etc., n'en est pas une, en somme, puisque ceux-ci ne sont tenus d'insérer que les clauses qu'ils jugent utiles à l'exécution des travaux.

M. Lavy, dans son projet, accordait aux départements et aux communes la faculté d'insérer des clauses relatives au salaire.

Aux termes d'une contre-proposition de M. Guillemin, l'entrepreneur devait s'engager à payer le taux des salaires courants de la ville ou de la région dans laquelle le travail s'exécuterait. C'était le système répressif anglais substitué au système préventif.

Dans la session ordinaire de 1899, la Chambre entama la discussion de ces projets, mais elle ne tarda pas à l'abandonner; car, sur ces entrefaites, le ministère fut renversé, et celui qui lui succéda prit l'engagement de réaliser la réforme par voie de décrets.

Ces décrets parurent à l'*Officiel* le 10 août 1899. Désormais les cahiers des charges des marchés des travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat par adjudication ou de gré à gré, doivent imposer à l'entrepreneur l'obligation de payer aux ouvriers un salaire normal, égal, pour chaque profession, et dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région dans laquelle le travail est exécuté. Les heures de travail supplémentaires autorisées en cas de nécessité absolue donnent lieu à une majoration, dont

le taux est fixé par le cahier des charges (art. 1): La constatation ou la vérification du taux courant des salaires est faite par l'administration, qui doit se référer, autant que possible, aux accords entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région et, à défaut de cette entente, provoquer l'avis des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers, et se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, architectes départementaux et communaux, et autres personnes compétentes. Le taux des salaires doit être affiché dans les chantiers ou ateliers. Il peut être révisé sur la demande des patrons et des ouvriers, quand les variations dans le taux des salaires ont reçu une application générale dans l'industrie en cause. Si ces variations dépassent les limites prévues par le cahier des charges, il pourra y avoir une révision correspondante des prix du marché. Le cahier des charges doit fixer la proportion maxima des demi-ouvriers, et le maximum de la réduction possible de leur salaire (art. 3). Si les travailleurs n'ont pas reçu la rémunération à laquelle ils ont droit, l'administration la leur paie sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement (art. 4).

En cas d'infractions réitérées, le ministre peut, sans préjudice des sanctions habituelles prévues, exclure l'entrepreneur pour un temps déterminé ou définitivement.

L'entrepreneur ne peut céder son marché, sans auto-

risation expresse et sous condition de rester personnellement responsable vis-à-vis de l'administration, des tiers et des ouvriers. Est, en outre, interdit le marchandage tel qu'il résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du gouvernement du 21 mars.

L'insertion des clauses relatives aux conditions du travail est obligatoire pour les travaux de l'Etat; elle est, au contraire, facultative pour les départements, les communes et les établissements publics.

Ces dispositions sont conformes au vœu du Conseil supérieur du travail, qui avait mis cette question à son ordre du jour. Celui-ci demandait, en outre, que les conditions du travail fussent obligatoires non seulement pour l'Etat, mais aussi pour les départements, et que « les pouvoirs publics et la législation favorisassent par tous les moyens le développement des associations professionnelles à qui il appartient de déterminer les conditions du travail par l'accord des patrons et des ouvriers ».

La réunion des revues sociales catholiques¹ s'était ralliée au vœu du Conseil supérieur du travail, mais elle le complétait par deux amendements très justes.

La réunion, était-il dit, souhaite :

« Que les conditions du travail tenues pour normales et courantes ne soient pas seulement constatées en fait, mais qu'elles soient fixées en tenant compte

¹ Cette réunion comprend l'*Association catholique* et son supplément *le Pain, la Quinzaine, la Justice sociale, la Démocratie chrétienne, A la voile, le XX^e siècle*, etc.

des besoins de l'ouvrier par l'autorité compétente. Cette détermination des justes conditions du travail devra être l'œuvre, non de l'Etat ou de l'administration, mais de commissions professionnelles mixtes, composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers délégués, autant que possible, par les organisations syndicales ;

« ... Que l'introduction des « conditions du travail » dans les cahiers des charges soit obligatoire dans tous les cas où la loi intervient pour imposer le système de l'adjudication. »

SECTION III. — *Le marchandage.*

Plus encore que le système de l'adjudication, le marchandage provoque l'avilissement des salaires. « En réalité, ainsi que le fait remarquer M. Jay¹, le marchandeur, ou tâcheron, est aussi un adjudicataire au rabais ; mais, tandis que, parfois, la fourniture des matériaux, de l'outillage, l'avance des capitaux peuvent, dans une certaine mesure, expliquer les bénéfices faits par l'entrepreneur, malgré les rabais par lui consentis, les marchandeurs ne peuvent, la plupart du temps, présenter pareille justification de leurs bénéfices. » En effet, le contrat de marchandage porte exclusivement, ou presque, sur la main-d'œuvre. Le tâcheron, d'ordi-

¹ Le marchandage et le décret du 2 mars 1848 ; *Rev. d'écon. pol.*, février 1900 ; article auquel nous empruntons les documents qui suivent.

naire, ne fournit pas de capitaux, d'outillage ni de matériel, mais il s'engage seulement à faire exécuter à meilleur compte le travail; intermédiaire entre le maître et l'ouvrier, son bénéfice est pris sur la rémunération de ce dernier. On objecte que le salaire des hommes employés par le marchandeur est supérieur au taux courant; il en est parfois ainsi, mais c'est là une apparence trompeuse. Le marchandeur choisit les hommes les plus robustes; les surveillant sans cesse, il exige d'eux une somme de travail considérable et qui les épuise; le salaire, même supérieur au taux courant, n'est pas en proportion de l'effort imposé, et, pour un travail égal, l'ouvrier du tâcheron est moins payé que les autres.

Sans doute, le tâcheron accepte la responsabilité de certains risques, des malfaçons éventuelles; il a droit à une rémunération, parce qu'il dirige et surveille le travail et qu'il met son activité et son intelligence au service de l'entreprise. Mais il réalise souvent des bénéfices considérables, que ces diverses considérations ne suffisent pas à justifier. Aussi le marchandage est-il vivement pris à partie par les travailleurs.

Le décret du 2 mars 1848 a fait droit aux légitimes protestations des ouvriers : « L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie. » Et comme les abus n'avaient pas cessé, un arrêté intervenait le 21 mars. « Toute exploitation de l'ouvrier, par voie de marchandage, dit le texte, sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la pre-

mière fois; de 100 à 200 francs en cas de récidive, et, s'il y a double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail. »

Quelle est la portée de ces dispositions? Un jugement de la cour d'Orléans, en date du 11 juillet 1899, affirme, avec raison, selon nous, que le décret du 2 mars 1848 prohibe tout marchandage sans distinction. Au contraire, le tribunal de la Seine et la cour de cassation ont admis que « la loi ne condamne pas *ipso facto* le contrat de marchandage fait de bonne foi », mais qu'elle a eu seulement pour but de « prohiber le trafic déloyal qui peut se produire dans le marchandage, d'atteindre et de punir la collusion entre l'entrepreneur et le sous-traitant, ou tout acte dolosif de l'un ou de l'autre, dont le but serait d'entraîner une réduction exagérée du prix du travail et d'exposer les ouvriers aux dangers de l'infidélité ou de l'insolvabilité du marchandeur dans le règlement de leur paie ». Il n'y aurait donc délit que dans le cas où le marchandage aurait entraîné l'exploitation de l'ouvrier.

Mais les textes ne font nulle part cette distinction. Le décret du 2 mars prohibe, non pas l'exploitation des ouvriers par voie de marchandage, mais l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage. Les auteurs du décret considèrent donc que marchandage et exploitation des ouvriers sont nécessairement synonymes. Telle est aussi l'opinion des ouvriers et des patrons, qui avaient été consultés avant

que le décret ne fût rendu. Les premiers demandent l'abolition du marchandage, c'est-à-dire de l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs de travaux. Les patrons se prononcent dans le même sens. « Sur le marchandage, dit le *Moniteur officiel* du 3 mars, des détails précis sont donnés par divers membres; il en résulte que diverses sortes de marchandage sont à distinguer. Il y a les marchandeurs ou tâcherons qui sous-entreprennent certaines parties de travaux et les font exécuter à la journée par des ouvriers sous leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est oppressif pour l'ouvrier, l'abolition en est non seulement consentie mais réclamée par l'assemblée. Il y a ensuite le marchandage habituel qui consiste dans le travail à la pièce ou piéçard. Ce genre de travail est avantageux à l'ouvrier comme au patron, car, à l'un il assure un bénéfice proportionné à son activité et, à l'autre, une livraison plus rapide. Le piéçard est à conserver. Il y a enfin un troisième genre de marchandage qui consiste dans l'entreprise faite ensemble par plusieurs ouvriers, par association, avec partage des bénéfices dépassant le salaire de la journée de chacun, partage fait au *prorata* du taux de la journée de chaque associé. C'est là un genre d'association utile à conserver, à encourager. » Ce qui est demandé, c'est donc l'abolition du marchandage oppressif, et ce marchandage oppressif (distinct du travail à la pièce et des associations formées par les ouvriers), existe, d'après les déclarations des patrons, dès que des marchandeurs ou tâcherons sous-entrepren-

nent certaines parties de travaux et les font exécuter à la journée sous leurs ordres directs¹.

Les partisans de l'opinion contraire invoquent les délibérations qui ont précédé le vote de la loi du 9 septembre 1848. L'argument était ainsi présenté devant le tribunal de la Seine :

« Le citoyen Pascal Duprat avait, le 31 août, demandé au nom du comité des travailleurs d'abroger le décret du 2 mars dans celle de ses dispositions qui a pour but de limiter les heures de travail en laissant de côté la question du marchandage.

« Le 8 septembre, le citoyen Guérin présente un amendement tendant, par un artifice de rédaction, à attribuer au décret du 2 mars la portée que nous lui contestons : « Il demeure interdit aux entrepreneurs d'employer des sous-traitants. Ils devront traiter directement avec les ouvriers pour l'exécution des travaux, soit à la journée, soit à prix courant. »

Mais à la séance du lendemain 9 septembre, le citoyen Guérin retire cet amendement qui n'avait sans doute aucune chance d'être adopté, tandis qu'un autre amendement du citoyen Fourneyron, tendant à l'abrogation complète du décret du 2 mars, était lui-même repoussé par la question préalable.

C'était l'échec des deux systèmes absolus : abolition complète du marchandage ou liberté entière de ce contrat, au profit de la solution intermédiaire, répression

de l'exploitation de l'homme par l'homme, sanctionnée par l'arrêté du 21 mars. »

Mais cet argument repose sur une interprétation inexacte des débats. « L'amendement du citoyen Guérin a été présenté à un moment où le comité du travail demandait l'abrogation entière du décret du 2 mars. Il avait uniquement pour but de maintenir, en ce qui concerne le marchandage, la législation existante. « Il reste interdit, etc. », disait le texte de cet amendement. Le jour où le comité du travail renonçait à l'abrogation totale du décret du 2 mars, l'amendement Guérin n'avait plus de raison d'être. Voici, d'ailleurs, comment s'exprimait son auteur dans la séance du 9 septembre 1848 : « L'amendement a été présenté au moment où a été présenté le premier projet de décret qui abolissait intégralement le décret du 2 mars. La nouvelle rédaction ne se présente plus dans les mêmes termes. L'article 1^{er}, qui a été renvoyé à la fin de la discussion, n'abroge le décret du 2 mars que dans la première partie. Je retire donc mon amendement et je me réserve de prendre la parole dans la question du marchandage qui se présentera à l'article 2. »

Dans la séance même où le citoyen Guérin retirait son amendement, le citoyen Fourneyron venait reprendre la rédaction générale d'abord soumise à l'assemblée. Il demandait à ses collègues de décider tout simplement « le décret du 2 mars est abrogé ». Son amendement fut écarté par la question préalable. Il est intéressant de voir par quels arguments le citoyen

Fourneyron défendait cet amendement. Il ne croyait pas que le marchandage ne présentât que des avantages. Il disait : « Je sais bien, Messieurs, qu'il y a des inconvénients très grands, dans certains ateliers, à continuer le marchandage, comme il a été pratiqué ; mais ce n'est qu'une exception et le marchandage est tellement utile à l'industrie elle-même, aux ouvriers, que vous feriez le plus grand mal en abolissant le marchandage d'une manière absolue ». Le citoyen Fourneyron était évidemment convaincu que le décret du 2 mars abolissait le marchandage d'une façon absolue. Il semble bien, d'ailleurs, que tout le monde fût à cette époque du même avis. Nulle part, à notre connaissance, les contemporains ne font la distinction aujourd'hui proposée entre le marchandage abusif et le marchandage loyal, de bonne foi¹. »

A notre avis, le marchandage est donc interdit d'une façon absolue, et à juste titre, car il constitue une exploitation de l'ouvrier. Il ne reste qu'à souhaiter la mise en vigueur de ces dispositions trop longtemps inappliquées.

SECTION IV. — *Le minimum de salaire dans l'industrie privée.*

Des études faites sur le travail, en France aussi bien qu'à l'étranger, il ressort que le salaire est, en général, insuffisant. En 1894, la commission anglaise du travail

¹ M. Jay, *op. cit.*

constate que si les trois quarts des ouvriers gagnent de 1.250 à 1.500 fr., 25 0/0 gagnent moins de 25 fr. et 12 1/2 0/0, moins de 18 fr. 75 par semaine. En Belgique, les conseils du travail sont chargés de faire une enquête sur les budgets ouvriers, pour le mois d'avril 1891. On choisit le type normal de famille, comprenant le père, la mère et des enfants dont l'aîné à 16 ou 18 ans et vient en aide aux siens par son salaire. Les 188 familles étudiées comptent 441 travailleurs. La régularité du travail est des plus remarquables, car il n'y a qu'un seul cas de chômage, et sur 26 jours ouvrables, la moyenne des journées de travail est de 25 3/4. Enfin, ce qui est assez difficile à justifier, on ne considère pas seulement les ressources permanentes de la famille, et on fait entrer en ligne de compte dans les recettes les subventions charitables. Toutes les conditions les plus favorables se trouvent réunies, et pourtant, sur 188 budgets, 101 sont en déficit, bien que presque tous se réduisent aux dépenses nécessaires ¹.

En France, le rapport fait en 1875 à la Chambre présentait ainsi la situation : « Aujourd'hui, une famille rangée, économe, laborieuse, dont les membres sont bien portants et à qui le travail ne manque pas, peut suffire à ses besoins ; mais dès qu'une de ces conditions n'est pas remplie, les privations commencent ². » Et que de fois, l'une de ces conditions, santé ou travail, fait défaut !

¹ *Association catholique*, 15 décembre 1893 ; M. Jay, *Cours*.

² *Off.*, 14 août 1875.

D'après la dernière enquête (1893-1897), la moyenne du salaire est pour l'ouvrier adulte, de 4 fr. 20 par jour : 6 fr. 15, dans le département de la Seine, et 3 fr. 90 en province, et pour l'ouvrière adulte, de 2 fr. 20, soit 3 francs dans le département de la Seine et 2 fr. 10 en province.

Si, en regard de ces chiffres, on inscrit celui des dépenses indispensables, on constate bien des fois l'insuffisance navrante des ressources. A l'assemblée générale des catholiques du Nord, tenue à Lille en 1891, un ouvrier présente un budget détaillé et sincère d'une famille ouvrière. Les recettes, calculées à raison de 300 jours de travail et d'un salaire quotidien de 3 fr. 50, moyenne du département, s'élèvent à 1.050 francs. Les dépenses générales (logement, chauffage, éclairage, blanchissage, etc.), sont de 456 fr. 80, il reste 593 fr. 20, soit 1 fr. 20 par jour pour la nourriture, le vêtement et la chaussure d'une famille composée du père, de la mère et de 2 ou 3 enfants en bas âge¹.

Au congrès de Reims, en 1893, on présente un autre budget où le coût de la vie est déterminé à l'aide de notes relevées jour par jour sur le carnet de dépenses d'un ménage ouvrier de Reims sobre et honnête, composé du père, de la mère et de cinq enfants. Le strict nécessaire seul y figure ; les frais de médecin et de pharmacien ne sont même pas prévus. Les dépenses s'élèvent à 1.570 fr. Or la moyenne annuelle du salaire

¹ Faits cités par le P. Antoine, *Cours d'économie sociale*.

est, à cette époque, de 1.200 fr. pour un fleur, de 1.050 francs pour un tisseur ou un peigneur, de 960 francs pour un apprêteur, de 900 fr. pour un rattacheur, de 750 fr. pour un teinturier. Que de souffrances et de privations révèlent ces chiffres ¹ !

La justice exige le paiement du salaire indispensable aux besoins de l'existence. Or, l'Etat a pour mission de faire respecter les droits de chacun. Il ne sortira donc pas de ses attributions en rendant obligatoire le paiement du minimum de salaire. L'intérêt social ne l'exige pas moins que la justice, et la chose semble possible, malgré les nécessités de la concurrence.

La société se trouve atteinte directement, lorsque le travailleur ne reçoit pas une rémunération proportionnée à ses besoins. Le salaire insuffisant a pour conséquences fatales la dégénérescence physique, intellectuelle et morale. Dégénérescence physique : elle est due au logement malsain, à une alimentation défectueuse, à l'impossibilité d'acheter les remèdes nécessaires en cas de maladie. Ces conditions d'hygiène déplorables donnent naissance à des épidémies qui exercent de profonds ravages sur une population débile, et mettent la santé de tous en danger. La sécurité nationale elle-même se trouve compromise. Tant que le militarisme sera un mal nécessaire, tant que les convoitises et les âpres rivalités des nations provoqueront ces guerres sanglantes, qui sont la honte de l'humanité,

¹ Faits cités par le P. Antoine, *Cours d'économie sociale*.

les peuples auront besoin de défenseurs énergiques, robustes et nombreux. Comment une population anémiée par la misère, décimée par les maladies, pourrait-elle les fournir ? Le minimum de salaire est donc une mesure de salut public, au même titre que les prescriptions hygiéniques, les lois sur les établissements insalubres, ou sur le travail des enfants et des femmes.

La dépression produite par la misère n'atteint pas seulement le corps ; elle affaiblit la force du caractère et rend indifférent à toute préoccupation intellectuelle et civique celui qui se débat contre les étreintes de la faim. La conduite des affaires publiques est ainsi compromise. La misère a sa bonne part de responsabilité dans les erreurs du suffrage universel.

La dégénérescence morale n'est pas moins profonde. Le salaire insuffisant, c'est le logis surpeuplé, c'est la chambre unique avec sa promiscuité et ses funestes conséquences ; c'est le « taudis infect, pourvoyeur du cabaret ». Une demeure riante retient au foyer les membres de la famille ; ceux qui habitent un logement sombre et triste, le fuient avec horreur. Accablés par la misère, ils deviennent incapables de goûter tout plaisir d'ordre élevé, et ne sont plus sensibles qu'à la jouissance matérielle et brutale ; ils vont demander à l'alcool l'oubli passager de leurs maux, et l'alcoolisme, effet de la misère, vient à son tour rendre celle-ci plus profonde et précipiter la déchéance. Il accroît les charges qui pèsent sur la société, et par suite sur l'industrie, et en même temps le travail devient moins productif

et moins soigné. La concurrence avec l'étranger devient impossible, et la prospérité générale du pays se trouve atteinte.

Trop souvent la misère, chez l'homme, provoque la haine et la révolte. Quant à la femme isolée, sans appui, elle se voit exposée à toutes les tentations. Elle sait qu'il lui suffit d'étouffer la voix de sa conscience pour se mettre à l'abri du besoin. Et combien résisteraient aux tortures de la faim, si elles étaient seules en cause, et qui succombent parce qu'il leur faut opter entre le devoir et l'amour maternel ! Le plaisir et la débauche ruinent la famille, et dans ce milieu corrompé, les enfants grandissent. Abandonnés à eux-mêmes, beaucoup deviennent des criminels et des vagabonds, et tombent à la charge de la société.

L'accumulation des capitaux ne suffit pas à assurer la prospérité d'un peuple. Si la pureté des mœurs, l'esprit d'initiative et l'énergie font défaut, la décadence et la ruine sont proches. Or, toutes ces richesses morales, la misère en compromet l'existence.

Mais l'établissement du minimum de salaire, réclamé par la justice et par l'intérêt social, est-il possible ? Utopie généreuse, s'écrie-t-on. Les ouvriers seraient les premières victimes de cette mesure imprudente. La hausse des salaires provoquerait une augmentation proportionnelle des frais de production. L'industrie nationale ne pourrait plus soutenir la concurrence avec l'étranger. Ce serait la ruine à brève échéance, et pour les ouvriers, le chômage et la misère. On en conclut

qu'on ne peut élever les salaires qu'en produisant plus, c'est-à-dire en allongeant la journée de travail. Les bas salaires et les longues journées de travail seraient donc les meilleures conditions de prospérité pour une industrie.

Mais ce prétendu axiome est des plus contestables, et l'on a pu soutenir l'opinion opposée, en apparence paradoxale : Les industries les plus prospères sont celles qui paient de hauts salaires pour de courtes journées de travail.

Bien des fois on a pu voir que, malgré la réduction de la journée de travail, de onze heures à dix par exemple, la production restait la même. Les rapports des inspecteurs du travail en Suisse sur l'application de la journée de dix heures constatent ce fait. Les industriels, après avoir très vivement combattu la loi, ne font plus d'opposition. Plus d'un déclare qu'il ne voudrait pas revenir au régime antérieur, et que ses prévisions relatives à une diminution de la production, n'étaient pas fondées. En Angleterre, des patrons ont appliqué spontanément la journée de huit heures, et déclarent s'en bien trouver. Le phénomène est d'ailleurs facile à expliquer. Si l'ouvrier ne peut prendre le repos qui lui est indispensable pour réparer ses forces, son travail devient nécessairement moins soigné et moins productif. La réduction de la journée de travail, maintenue dans les limites raisonnables, aura donc des effets bienfaisants.

Pour les mêmes motifs, l'élévation du salaire n'a

pas pour conséquence une élévation proportionnelle du coût de production. L'ouvrier mieux nourri et mieux logé est aussi mieux portant, plus actif et plus robuste, et la productivité de son travail augmente.

Mais, dit-on, quand l'ouvrier dirige une machine, il ne produit pas davantage, si son salaire est élevé, car la machine ne va pas plus vite. Les faits prouvent le contraire. La force, l'intelligence et l'adresse influent beaucoup sur la productivité du travail. Le bon ouvrier gagne du temps ; il dirige plus de machines, ce que ne peut faire un homme dont les forces et l'intelligence sont affaiblies par les privations. Ainsi, il faut en moyenne pour 1.000 aiguilles ou broches, 2,4 ouvriers à Oldham, en Angleterre ; 5,8, à Mulhouse ; 6,2, en Suisse ; 8,9, en Alsace ; 25, aux Indes anglaises. En comparant Mulhouse et Oldham, on voit que 2,4 ouvriers suffisent pour diriger 1.000 broches dans cette dernière localité, au lieu de 5,8 à Mulhouse. C'est donc une supériorité de 140 0/0 pour l'industrie anglaise. En outre, le mouvement des aiguilles est en moyenne de 10 0/0 plus lent à Mulhouse ; les arrêts sont plus fréquents, les machines n'ont de rendement utile que pendant 80 0/0 du temps des ouvriers, tandis que la proportion à Mulhouse est de 92 à 95 0/0¹.

Disposant du temps et des ressources nécessaires, l'ouvrier perfectionne sa culture intellectuelle ; il est capable de diriger des machines très compliquées et de

¹ Cité par M. Jay, à son *Cours*.

supporter sans faiblir l'extrême tension nerveuse qu'exige leur surveillance.

Même si la hausse des salaires accroît un peu les frais de production, il pourra en résulter d'heureux effets, car l'industriel se voit forcé de chercher tous les perfectionnements possibles, et grâce à la supériorité de son outillage, ses produits l'emportent sur ceux de ses concurrents. « Nous sommes inventeurs par compulsion », déclare un grand industriel américain, M. Schoenhof. Au contraire, l'industrie qui compte sur les bas salaires pour soutenir la concurrence, se laisse envahir par la routine ; elle conserve longtemps un outillage défectueux, et quand la nécessité d'une transformation s'impose, celle-ci sera peut-être devenue impossible, parce qu'elle entraînerait des frais considérables, et que les populations ouvrières déprimées par les privations, suites de salaires insuffisants, ne sauraient pas conduire les nouvelles machines.

Les faits confirment cette thèse. Les pays industriels les plus prospères sont l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne. Or les deux premiers sont ceux où les salaires sont les plus élevés. L'Allemagne paraît faire exception à cette règle, car les travailleurs y reçoivent en général des salaires assez bas, bien qu'il se produise depuis quelques années un mouvement de hausse prononcé. Mais l'assurance contre les accidents, la maladie et la vieillesse existe en Allemagne ; et c'est là une considération qui doit entrer en ligne de compte, lorsqu'on évalue la rémunération des ouvriers.

On objectera peut-être que ces pays se trouvent dans une situation économique plus favorable, qui leur permet de soutenir la concurrence, malgré l'élévation des prix de main-d'œuvre.

A cette assertion l'on peut répondre par des exemples précis, dans lesquels le rapport du salaire avec le coût de production a fait l'objet d'études spéciales¹.

Déjà Adam Smith citait les conclusions auxquelles était arrivé le percepteur français Messance, dans ses *Recherches sur la population des généralités d'Auvergne, de Lyon, de Rouen et de quelques provinces et villes du royaume*. En comparant d'après les chiffres officiels les prix de revient des tissus de laine d'Elbeuf et ceux de l'industrie du lin et de la soie dans la généralité de Rouen, il constatait que la quantité et la valeur des produits étaient régulièrement plus grandes dans les années où la vie était bon marché que dans les années de cherté, et qu'elles atteignaient sans exception au maximum dans les meilleures, pour tomber à leur minimum dans les plus mauvaises².

Un grand industriel anglais, M. Brassey, a fait exécuter des travaux dans toutes les parties du monde et embauché des ouvriers appartenant aux nationalités les plus diverses. Son fils a publié le résultat de ses expériences dans des ouvrages qui ont eu de nombreuses

¹ M. Lujo Brentano, *Les rapports entre le salaire, la durée du travail et sa productivité* ; *Revue d'économie politique*, 1893.

² *Id.*, p. 275.

éditions. Il déclare que le prix du travail a partout été le même, que les salaires aient été hauts ou bas, car là où ils sont modiques, les efforts sont aussi proportionnellement moindres ; que là au contraire où les salaires et les efforts avaient en même temps été faibles, l'efficacité du travail s'était accrue en même temps que les salaires, de sorte que le prix du travail avait été assez fréquemment meilleur marché après la hausse qu'avant ¹.

En Autriche, M. Théodore Hertyka étudie, d'après des données officielles, la productivité du travail dans les mines, et montre qu'elle s'élève sensiblement à la suite d'une hausse des salaires, en 1872. Tandis que le prix moyen de la journée monte de 70,7 kreuzers à 87,8, la production annuelle moyenne par homme augmente de 122 quintaux ².

De 1873 à 1889, il se produit une crise économique générale. L'Angleterre n'y échappe pas. Une commission d'enquête est nommée ; des patrons incriminent l'élévation des salaires (due à l'action des trade-unions) ; mais un très grand nombre constatent que la productivité des ouvriers anglais surpasse de beaucoup celle des ouvriers à salaires plus réduits du continent ; et la commission conclut ainsi : « A notre avis, la situation actuelle où se trouvent le commerce et l'industrie, ne peut être attribuée, avec la moindre apparence de

¹ *Op. cit.*, p. 278.

² *Id.*, p. 281.

vérité, à l'action des trade-unions ou autres coalitions de ce genre¹. »

La commission d'enquête allemande de 1879, sur l'industrie du fer, fait les mêmes remarques. Elle signale la plus grande productivité des ouvriers anglais mieux rétribués, et constate que si les salaires se sont élevés depuis 1871, la production moyenne s'est également accrue. Là aussi il est démontré que « toute augmentation de salaire, qui est justifiée par les circonstances, augmente la productivité et la moralité », et il est protesté contre la réduction de salaires, comme entraînant une réduction de la force de travail. Et M. Brentano fait remarquer que la commission d'enquête comprend MM. Serlo, chef de mines; Hubert, conseiller intime; von Schlör, conseiller d'Etat; le baron Stirmm, et le consul H.-H. Meier, toutes personnes peu suspectes d'opinions subversives².

MM. Schutze-Gävernitz et Schönhof, dont les ouvrages bien connus font autorité, proclament, eux aussi, l'heureuse influence des hauts salaires. Le premier étudie surtout l'industrie du coton en Angleterre et la compare avec l'industrie allemande de la soie. Les ouvriers anglais employés dans les manufactures de coton reçoivent des salaires très supérieurs à ceux des allemands; l'inverse se produit pour l'industrie de la soie. Or, tandis que l'Angleterre a une supériorité considérable dans la première branche, elle se voit concu-

¹ *Op., cit.*, p. 282.

² *Id.*, p. 283.

rencée victorieusement par l'Allemagne pour la seconde ¹.

De son côté, M. Schönhof compare le coût de production dans 37 branches d'industrie très variées : poterie, verrerie de cristal, charbon, minerais, métallurgie, textiles. Il n'y en a que 9 où la production soit plus chère aux Etats-Unis, et, pour aucune, la différence n'est proportionnelle au prix de la main-d'œuvre ².

Il est vrai que la commission américaine chargée, en 1888, d'une enquête internationale sur la situation des industries métallurgiques, extractives et textiles ³, n'aboutit pas à des conclusions identiques. Si ses chiffres sont exacts, le coût de production serait, en général, plus élevé aux Etats-Unis. Ainsi, pour les industries textiles et les minières, le prix de revient, selon les diverses branches, varie de 0,77 à 1,66, alors qu'il est de 1 en Europe, et il serait même de 2,50 et de 2,65 pour certaines branches. Mais, pour ces dernières, il résulte d'autres comparaisons, faites par M. Gould, que ces chiffres sont trop élevés. Et l'Office du travail français estime que les documents de la

¹ M. Jay, à son *Cours*.

² Waxweiler, *Les hauts salaires aux Etats-Unis*.

³ L'enquête devait porter aussi sur l'industrie du verre, mais les renseignements étant incomplets, ont été laissés de côté. Les commissaires ont étudié l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse. Les recherches ont embrassé 896 établissements et 8.544 familles représentant près de 50.000 personnes.

commission ne doivent pas être acceptés sans réserve, parce que celle-ci, pour provoquer un relèvement des droits protecteurs, aurait présenté la situation sous les traits les plus sombres. En tous cas, l'accroissement des frais de production est moins que proportionnel à l'élévation du salaire. Ainsi, en représentant par 1 le chiffre du salaire et le coût de production en Europe, on a pour les Etats-Unis :

Moyenne du salaire :	2,08	1,40	2,27	2,37	3,11	1,55	2,07	3,24	2,45	2,05
Moyenne du coût de										
production :	0,77	1,19	1,66	1,08	1,41	1,35	2,04	2,06	2,65	2,50

Or, au point de vue de l'établissement du minimum de salaire, cette constatation suffit. Il est certain que s'il se produit une hausse des prix de main-d'œuvre, alors que ceux-ci permettraient déjà de subvenir à toutes les dépenses nécessaires, le coût de production s'élèvera forcément. Mais au-dessous de cette limite, la productivité plus grande du travail compense l'élévation du salaire. Et nous voyons là une loi véritablement providentielle; l'homme doit pouvoir se procurer par son travail toutes les ressources dont il a besoin; constater qu'il ne saurait en être ainsi, ce serait prononcer contre l'état social le plus grave des réquisitoires.

Le minimum de salaire peut-il être obtenu par l'initiative privée, réduite à ses seules forces? Il est permis d'en douter, et il faudrait, en tous cas, attendre longtemps. Aux Etats-Unis, les hauts salaires s'expliquent par la rareté de la main-d'œuvre dans les débuts. En

Angleterre les trade-unions ont dû lutter pendant de longues années pour obtenir l'élévation des salaires ; et tous les travailleurs n'en bénéficient pas, car elles ne comprennent que le quart ou le cinquième des ouvriers. Les syndicats français sont loin d'être aussi fortement organisés que les trade-unions et ne sauraient obtenir de sitôt les mêmes résultats. Enfin, un industriel ne peut élever les salaires, lorsque les autres ne le font pas ; car il faut, en général, un certain temps avant que la hausse des prix de main-d'œuvre se traduise par une productivité plus grande du travail. Ce n'est pas en un jour que les effets d'une alimentation meilleure et d'une existence plus confortable se font sentir. Jusque-là, le patron qui paierait plus cher son personnel, lutterait dans des conditions défavorables, puisque le coût de production serait momentanément accru ; et peut-être ne pourrait-il pas soutenir la concurrence, jusqu'à l'époque où la productivité plus grande viendrait compenser la hausse des salaires. L'action des pouvoirs publics est donc nécessaire ; mais il serait dangereux que l'Etat fixe lui-même le prix de main-d'œuvre, car le minimum de salaire doit varier selon les régions et le coût de la vie ; or, l'autorité publique ne peut que poser des règles générales sans entrer dans les considérations particulières. Mais l'Etat peut intervenir indirectement, et quand les intéressés eux-mêmes, patrons et ouvriers, se sont mis d'accord, sanctionner leurs décisions et les rendre obligatoires. Le minimum serait ainsi déterminé par les corps professionnels.

Cela ne veut pas dire que la rémunération doit être la même pour tous. Selon l'habileté et le travail de chacun, elle s'élèvera plus ou moins au-dessus du taux fixé. Et lorsque l'industrie est florissante, il est juste qu'il se produise une hausse des salaires, car l'ouvrier contribue à cette prospérité par son travail.

Le minimum des salaires ne peut être établi qu'avec prudence et progressivement ; sinon, on risquerait de ruiner du jour au lendemain des industriels qui ont peine à soutenir la concurrence, et le chômage et les crises qui en résulteraient, provoqueraient de grandes souffrances. Mais la ruine possible d'un établissement ou même d'une industrie entière ne doit pas faire obstacle à l'introduction du minimum de salaire. Les établissements et les industries qui ne peuvent payer le minimum, sont des établissements et des industries parasites. Loin de contribuer à la richesse de la société, ils vivent à ses dépens, ainsi que le montrent les funestes effets d'une rémunération insuffisante. Leur disparition ne serait donc pas à regretter. Quant aux industries qui sont nécessaires à la sécurité nationale, on leur viendrait en aide par des subventions, qui leur permettraient d'établir le minimum de salaire. Ce système, en somme, n'aurait d'autre effet que de leur donner directement ce qu'elles prélèveraient sous d'autres formes sur la richesse publique.

Jusqu'ici, un seul pays, l'Etat de Victoria, a introduit le salaire minimum dans l'industrie privée. D'après la

loi du 28 juillet 1896, sur les fabriques et magasins, des comités spéciaux peuvent être nommés pour déterminer le salaire le plus bas qui sera payé pour préparer ou fabriquer, en tout ou en partie, soit dans une fabrique ou un atelier, soit à domicile, des objets d'habillement ou d'ameublement, ou pour faire cuire le pain (art. 15). Personne ne doit être employé dans une fabrique ou un atelier à un salaire inférieur à deux shellings six pence (soit environ 3 fr.) par semaine. Une loi du 24 décembre 1896 attribue la nomination des membres du comité au gouverneur assisté du conseil ; primitivement le comité était élu, et les représentants des patrons et des ouvriers s'y trouvaient en nombre égal.

Ces mesures sont trop récentes pour qu'on puisse en apprécier dès maintenant les résultats ; d'autant plus que le minimum de deux shellings six pence fixé par la loi étant très faible, ne provoquera pas la hausse des salaires. Seule, l'action des comités spéciaux est susceptible de relever les prix de main-d'œuvre et d'introduire le véritable minimum, celui qui est proportionné aux besoins de l'existence.

CHAPITRE V

LA PROTECTION DU SALAIRE DANS LA FAMILLE.

Les lois qui protègent le salaire de l'ouvrier vis-à-vis de son patron, des créanciers du patron et des siens propres, s'appliquent également aux gains de la femme mariée et des enfants mineurs. Mais ici cela ne suffit plus. Il peut arriver malheureusement que le mari s'empare du salaire de la femme pour le dissiper, et que les père et mère agissent de même à l'égard de leurs enfants. C'est pourquoi, sur ce point encore, l'intervention du législateur s'impose.

SECTION I. — *Le salaire de la femme mariée.*

La garde des enfants, leur éducation, les soins qu'ils exigent, tout réclame la présence de la mère au foyer domestique. La femme n'est pas faite pour le travail de l'usine. Normalement, le salaire du mari devrait suffire à tous les besoins de la famille. Mais le plus souvent, il n'en est pas ainsi, et la femme est obligée d'engager son travail comme l'homme. Les salaires se

trouvent alors mis en commun, et la nécessité d'une protection spéciale de la femme ne se fait pas sentir.

Tout autre est la situation quand l'homme trahit ses devoirs de chef de famille. Parfois la femme est à l'usine, parce que le mari est au cabaret. Il y dissipe sa paie, et la mère travaille pour gagner le pain de ses enfants. Pourra-t-elle, au moins, disposer librement de son salaire ? Le mari conserve-t-il ses droits, lorsqu'il se dérobe à ses obligations, et la loi l'autorise-t-elle à se faire remettre les gains de la femme ?

Le contrat de mariage permet à la femme de stipuler les sûretés nécessaires ; mais le plus souvent les ménages ouvriers ne font pas dresser de contrat, et les époux se trouvent alors soumis au régime de la communauté légale. Le mari a donc le droit de toucher le salaire de la femme et d'en disposer. Trop souvent il abuse de ses pouvoirs. Nous ne citerons à ce propos qu'un exemple, mais il est caractéristique : « On a signalé à maintes reprises, dit M. Lambert ¹, des hommes passant leur temps au cabaret, sans jamais travailler, et vivant du travail de leurs femmes... Voici entre autres, un fait récemment raconté. Une ouvrière avait refusé de l'argent à son mari, qui vivait de la sorte à ses troussees. Celui-ci s'en alla chez le patron et lui réclama le salaire de la femme. Celui-ci dut s'incliner et le lui remettre, non sans lui reprocher durement sa conduite. Quand la femme se présenta à

¹ *Op. cit.*, p. 305.

son tour, le caissier lui ferma le guichet au nez, et comme celle-ci se lamentait et protestait contre cette injustice, le patron, agacé, lui donna une pièce de 20 fr. et ajouta : En voilà assez ! Je n'aime pas le bruit dans mes ateliers ; vous chercherez de l'ouvrage ailleurs ! Lorsque le mari apprit la mésaventure, il administra à sa femme une volée de coups de bâton. »

Il se produit des faits plus scandaleux encore. Comme les dettes contractées durant le mariage tombent à la charge de la communauté, les créanciers du mari peuvent saisir le salaire de la femme, et une maison signale des saisies pratiquées « à la requête de marchands de vin, créanciers d'un mari ivrogne, ou de bijoutiers ayant fourni au mari des bijoux offerts à sa maîtresse ¹ ».

La femme, que son mari laisse sans ressources, peut, il est vrai, demander la séparation de biens, si elle possède quelque avoir, et que sa fortune se trouve compromise par la mauvaise administration de son époux. La séparation de corps lui rendra sa pleine capacité civile, et par conséquent, le droit de disposer librement de son salaire. Mais souvent la femme reculera devant l'emploi de ces moyens, par crainte d'une rupture définitive. Et si l'on interprète strictement l'art. 1443, C. Civ., la condition requise pour l'admission de la demande en séparation de biens, la mise en péril de la dot, fera souvent défaut ; mais les tribunaux

¹ *Enquête sur la saisie-arrest des salaires*, p. 25.

s'inspirant des nécessités pratiques et de l'esprit du législateur, plutôt que d'une servile application du texte, entendent le mot dot au sens large et comprennent sous ce terme tout apport de l'épouse au mari, les produits de son travail et même de son industrie dans le ménage. Quant aux autres dispositions prises par la loi pour protéger la femme contre les conséquences d'une mauvaise administration de ses biens par le mari (récompenses, prélèvements, hypothèque légale, renonciation à la communauté, bénéfice d'émolument), elles ne sont utiles que si les époux ont une certaine fortune.

Une modification du régime de la communauté légale s'imposait donc.

Certains pays sont allés très loin dans la voie des réformes, jusqu'au régime de séparation de biens; ainsi l'Angleterre, l'Ecosse, les Etats de New-York et du Massachusetts. D'autres ont conservé le régime de communauté, mais en donnant à la femme la libre disposition de ses gains. C'est le système adopté par la Suède, le Danemark, la Norvège, la Finlande; et en vertu des lois danoise et norvégienne, le paiement des dettes du mari ne peut être poursuivi sur les biens de la femme, de son vivant, si elle n'a consenti à l'obligation. Parmi les pays qui ont le régime exclusif de communauté, quelques-uns, comme l'Allemagne et plusieurs cantons suisses, permettent aussi à la femme de disposer de son salaire.

Il n'en est pas encore de même en France. Une pro-

position en ce sens de M. Goirand a été votée par la Chambre ; elle est maintenant au Sénat. Aux termes de ce projet, la femme pourrait obtenir aussi du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher sur les salaires ou émoluments du mari une part en proportion de ses besoins et du nombre de ses enfants. Le même droit serait reconnu au mari. D'après la législation actuelle, celui des époux qui est dans le besoin, et la femme, au cas où le mari refuse de la recevoir ou lui rend impossible la vie commune, peuvent se faire allouer une pension alimentaire. Mais c'est le tribunal civil qui est compétent ; la procédure traîne en longueur et occasionne des frais élevés. Le projet de M. Goirand, s'il est voté, réalisera une réforme urgente et sérieuse. Il est toutefois sujet à critique. Il ne protège pas le salaire de la femme contre les créanciers du mari et de la communauté ; et d'autre part, comme le remarque M. Cauwès, on devrait faire bénéficier la femme d'un mari ivrogne de la même protection que la femme abandonnée.

Enfin, aux termes de la loi du 1^{er} avril 1898, la femme a le droit de s'affilier, sans l'assistance de son mari, à une société de secours mutuels. Elle peut ainsi obtenir des secours en cas de maladie, de blessures, d'infirmités, de chômages, et contracter des assurances-vie ou des assurances-accidents ; et comme, aux termes de l'article 12, « les secours, pensions, contrats d'assurance, livrets et généralement toutes sommes et tous titres à remettre par les sociétés de secours mutuels

à leurs membres participants, sont insaisissables et incessibles jusqu'à concurrence de 300 francs par an pour les rentes et de 3.000 francs pour les capitaux, la femme peut ainsi pourvoir pour l'avenir à sa sécurité et à celle de ses enfants ».

D'ailleurs des réformes avaient été réalisées déjà par diverses lois et surtout par la pratique et la jurisprudence.

En 1884, la Commission supérieure de la Caisse des retraites décide que la femme mariée pourra faire des versements, sans l'assistance de son mari, à la condition que ces versements ne dépassent pas le salaire journalier. Par la loi de 1886, la femme obtient le droit de faire des placements, quel que soit son régime matrimonial. Par dérogation aux principes généraux, les versements des époux leur profitent à chacun pour moitié personnellement; cette disposition s'explique par le caractère alimentaire de la pension; on n'a pas voulu que la femme n'y pût prétendre aucun droit, lorsqu'elle renoncerait à la communauté. Celui des époux qui fait le placement a le droit de régler les conditions de la rente pour tous deux. Contrairement au principe que le mari est seigneur et maître de la communauté, la femme pourra donc déterminer les conditions de sa pension et de celle de son mari, décider à quel âge ils en bénéficieront, et effectuer le versement à capital aliéné ou à capital réservé.

Une évolution analogue se manifeste dans la législation des caisses d'épargne. Au début, la femme ne peut

opérer de versement qu'avec l'autorisation de son mari, en revanche, on n'exige cette autorisation que pour le premier dépôt. C'est ici l'idée de mandat qui apparaît, mais de mandat irrévocable. C'était iusuffisant, car il fallait une première autorisation, et d'autre part, la femme n'avait pas le droit de retirer les fonds sans l'assistance de son mari, ce qui était de nature à la détourner de l'épargne. Dans la pratique, on éludait ces règles et on tolérait que la femme déposât sous son nom de jeune fille.

En vertu de la loi du 9 avril 1881 sur la création d'une caisse d'épargne postale, et de celle du 20 juillet 1895, sur les caisses d'épargne, les femmes ont le droit de se faire ouvrir un livret sans l'assistance de leur mari et de retirer de même les sommes par elles versées, sauf opposition de la part du mari. Dans ce cas, dit la loi du 20 juillet 1895, « il sera sursis au retrait de dépôt, et ce pendant un mois à partir de la dénonciation qui en sera faite à la femme par lettre recommandée, à la diligence de la caisse d'épargne. Passé ce délai, et faute par la femme de s'être pourvue contre la dite opposition par les voies de droit, le mari pourra toucher seul le montant du livret, si le régime sous lequel il est marié lui en donne le droit ». La femme n'est donc plus censée agir au nom de son mari en vertu d'un mandat tacite, puisqu'elle peut se faire délivrer un livret, sans que le mari soit en mesure de s'y opposer.

Mais la pratique a encore étendu ces dispositions.

D'après l'idée de mandat tacite, le mari aurait dû pouvoir retirer les sommes déposées par la femme, sans son assentiment; cet acte aurait constitué une révocation implicite du mandat présumé. Or, non seulement il ne peut le révoquer d'une façon quelconque, mais on exige même qu'il fasse une véritable opposition sur l'argent versé, bien qu'on ne saisisse pas sur soi-même. Cette exigence arrête la plupart des maris; le nombre de ceux qui font opposition est très faible. Ils sont ainsi assimilés à des étrangers, et une opinion qui tend à prévaloir dans les caisses d'épargne interdit de leur révéler, comme à des tiers quelconques, le dépôt. Si la femme ne se pourvoit pas dans le mois contre l'opposition, l'argent est remis au mari. Mais, en fait, l'action de celui-ci est entravée. D'après les circulaires ministérielles, il faut qu'il présente le livret pour se faire rembourser, sinon il doit s'adresser à la justice. La femme n'a donc qu'à détruire ou à cacher le livret, et le mari ne peut en obtenir un duplicata, puisque l'administration n'est tenue d'en délivrer qu'au titulaire.

Avec les sommes inscrites à son livret, la femme peut acheter des titres de rente, sans l'autorisation de son mari, et, aux termes des circulaires ministérielles, elle peut les vendre de même.

Ce qui est en cause ici, c'est simplement le droit pour la femme de disposer des biens qu'elle acquiert par son travail, mais elle n'en est pas propriétaire; ses gains tombent dans la communauté. Si elle l'accepte, il ne lui reviendra donc que la moitié des sommes inscrites

à son livret, et si elle y renonce, elle n'en pourra rien réclamer. Cette solution eût été trop rigoureuse, car il s'agit d'argent gagné et économisé par la femme. Comme cette épargne présente un caractère alimentaire, les tribunaux tendent à l'attribuer à la femme, au cas où elle répudie la communauté. Il en est de même au cas de séparation de corps ou de divorce. L'époux au profit duquel le jugement est rendu a le droit de réclamer une pension; lorsque c'est la femme, elle est assez fréquemment autorisée à garder les sommes inscrites à son livret.

SECTION II. — *Le salaire de l'enfant mineur.*

Le père, d'après la législation française, a le droit de toucher le salaire de ses enfants et d'en disposer; mais il n'en a pas la jouissance légale, il reste comptable de la propriété et des revenus. Il est naturel que les enfants contribuent pour leur part aux dépenses du ménage; mais, en fait, le père ne se contentera pas toujours d'affecter à cet emploi une part du salaire; peut-être le dissipera-t-il. D'autre part, il serait dangereux de donner à l'enfant le droit de disposer du prix de son travail, car il en ferait trop souvent mauvais usage.

En vertu de la loi du 9 avril 1881 sur la création d'une caisse d'épargne postale et de celle du 20 juillet 1895, sur les caisses d'épargne, « les mineurs sont admis à se faire ouvrir des livrets sans l'intervention de leur représentant légal. Ils pourront retirer, sans cette inter-

vention, mais seulement après l'âge de 16 ans révolus, les sommes figurant sur les livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leur représentant légal ».

La loi du 1^{er} avril 1898 permet aux mineurs de faire partie des sociétés de secours mutuels sans l'intervention de leur représentant légal. En théorie, ils peuvent donc, à la condition de toucher leur salaire, empêcher leur père de le dissiper et, en même temps, s'assurer des secours et des pensions, qui jouiront du bénéfice de l'insaisissabilité et de l'incessibilité dans les limites prévues par l'article 12. Mais il est peu probable qu'ils mettent à profit cette faculté. Pourquoi l'Etat ne les protégerait-il pas contre leur propre imprévoyance et, en même temps, contre les dilapidations possibles du chef de famille? Pourquoi ne pas rendre l'épargne obligatoire au même titre que l'instruction? Une partie du salaire serait versée d'office à une institution de prévoyance et inscrite au compte de l'enfant; le père ne toucherait que le surplus.

La loi belge du 10 mars 1900 s'est préoccupée de la protection à accorder au salaire de l'enfant mineur. En vertu de l'article 36 « si l'intérêt du mineur l'exige, le juge de paix peut, soit d'office, soit sur simple réquisition d'un membre de la famille, et après avoir entendu ou appelé le père et les autres intéressés, autoriser le mineur à encaisser la rémunération de son travail et à en disposer en tout ou en partie, ou lui désigner un tuteur *ad hoc*, chargé de disposer de cette rémunération pour les besoins du pupille ».

Cette mesure sera-t-elle efficace ? Il est à craindre qu'aucun membre de la famille n'adresse au juge la réquisition prévue par la loi. Sans doute, celui-ci peut agir d'office. Mais le plus souvent il ignorera la situation.

CONCLUSION

NÉCESSITÉ DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET DU CHRISTIANISME.

L'intervention des pouvoirs publics pour régler les rapports du capital et du travail, des patrons et des ouvriers, est nécessaire parce que les parties ne sont pas en état de discuter sur un pied d'égalité les conditions de leur contrat. Mais, précisément pour le même motif, les mesures protectrices prises par le législateur resteront trop souvent inefficaces ; si elles sont violées, et que l'ouvrier dénonce cette violation, il s'expose à un renvoi presque certain. Il faut donc que les travailleurs sortent de cet isolement qui fait leur faiblesse, et que l'organisation professionnelle soit fortement constituée. Tout ce qui peut favoriser ce mouvement mérite donc d'être approuvé sans réserve. A ce titre, nous ne nous associons donc pas aux très vives critiques soulevées par le décret du ministre du commerce, M. Millerand, relatif à la création des conseils du travail, et en vertu duquel les membres de ces conseils

sont élus par les seuls syndiqués. Aucun droit ne se trouve violé, puisqu'il suffit aux ouvriers et aux patrons pour acquérir la qualité d'électeurs, d'entrer dans les syndicats ou d'en fonder de nouveaux, si les tendances des groupements existants leur déplaisent. Cette mesure aura donc pour résultat de favoriser l'organisation professionnelle.

Mais le syndicat doit avoir un autre rôle. La loi n'édicte que des règles générales ; souvent elle sera incomplète, inefficace ou inapplicable, parce qu'elle ne peut tenir compte des conditions particulières à chaque profession ; ainsi la journée de travail doit varier selon que le métier est plus ou moins pénible ; de même, l'Etat ne saurait fixer lui-même le minimum de salaire. Il faudrait donc que les patrons et les ouvriers groupés en corps professionnels puissent faire des règlements obligatoires pour tous.

Actuellement tout essai d'organisation du travail fait par les intéressés se heurte à des obstacles souvent insurmontables ; il suffit que quelques-uns se refusent à ratifier les décisions prises par la majorité pour que la tentative échoue. Un patron ne peut élever les salaires, un commerçant fermer ses magasins le dimanche, si tous les autres patrons et commerçants de la localité n'agissent de même. La célèbre association des brodeurs suisses, qui a rendu à l'industrie de grands services, a traversé, du chef des dissidents, des phases très critiques, et pour le même motif, son action n'a pas eu toute l'efficacité désirable.

Aussi les syndicats se trouvent-ils forcément amenés, pour rendre générales les mesures votées, à user de représailles contre les opposants, à recourir au boycottage, à la mise en interdit. C'est pour le même motif qu'ils essaient par tous les moyens d'amener la cessation complète du travail, lorsque la grève est votée ; car, au cas contraire, le mouvement est condamné à un échec presque certain.

De plus en plus, les esprits se convainquent de la nécessité de l'organisation professionnelle. Celle-ci a de nombreux partisans en Allemagne et en Autriche. En Suisse, on remarque un mouvement d'opinion très accentué en faveur du syndicat obligatoire.

On objecte la liberté du travail ; la majorité ne peut, dit-on, imposer à la minorité sa manière de voir et d'agir. Mais sous le régime actuel c'est la minorité qui fait la loi.

Le législateur pourrait ou bien rendre le syndicat obligatoire, ou bien (cette solution nous semble préférable), rendre obligatoires pour tous les membres de la profession les décisions du syndicat. Comme il y a souvent antagonisme d'intérêt entre les patrons et les ouvriers, et que les mesures acceptées par les uns risquent fort d'être repoussées par les autres, on exigerait, par exemple, pour qu'une mesure devînt applicable, qu'elle se trouvât ratifiée par la majorité des ouvriers et le tiers des patrons, ou réciproquement. Le législateur énumérerait limitativement les points sur lesquels le groupe professionnel serait appelé à statuer :

apprentissage, taux des salaires, règlements d'ateliers, institutions d'assistance, etc. Dans l'ordre politique, c'est la majorité qui fait loi ; il doit en être de même en matière économique pour les mesures d'intérêt général, puisqu'un accord unanime est impossible à réaliser.

On dit souvent : La question sociale n'est qu'une question morale. Sans doute, l'intervention du législateur serait moins nécessaire, si chacun remplissait son devoir et observait les règles de la justice. Mais comme cet idéal ne sera jamais réalisé, il faudra toujours recourir à l'autorité publique. Ce qui reste vrai, c'est qu'il ne suffit pas de textes pour prévenir tous les conflits, refréner l'égoïsme, désarmer les haines et faire régner la paix sociale. Le christianisme seul peut produire ces résultats.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Le Président de la Thèse,
SALEILLES

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

ANNEXE ¹

La législation sociale allemande compte parmi les plus remarquables. L'Allemagne est un des rares pays qui, par les lois d'assurances contre les accidents, la maladie et l'invalidité, ait reconnu et se soit efforcé d'assurer le droit à la vie par le travail.

Le nouveau Code Civil contient des dispositions très intéressantes relativement aux questions ouvrières. Les unes sont spécialement édictées en faveur des ouvriers; d'autres, qui présentent un caractère général, sont de nature à leur être utiles.

Parmi ces dernières, figure l'article 138, sur la défense de l'usure, qui proclame « la nullité de l'acte juridique par lequel une personne profitant des embarras, de la légèreté ou de l'inexpérience d'une autre personne, se fait promettre ou fait promettre à un tiers des avantages pécuniaires, excédant la valeur de ce qu'il lui a lui-même fourni ² ». Ce n'est donc pas seulement l'exagération de l'intérêt qui est visée. Notre article 406 du Code pénal contient une règle analogue,

¹ Les documents qui suivent sont empruntés à une communication récemment faite par M. Blondel, à la Société de législation comparée, sur *le Code civil allemand et les ouvriers*. L'époque à laquelle l'article a paru ne nous a pas permis d'en parler au cours de cette thèse.

² M. Blondel ; *Bulletin de la Société de législation comparée*, p. 91-92.

mais spéciale à l'abus de confiance commis au préjudice d'une personne mineure.

C'est le couronnement de la réaction contre le libéralisme économique, auquel on devait la liberté absolue de l'usure proclamée en 1867. Déjà le Centre avait fait voter la loi du 24 mai 1880, sur les prêts d'argent ; puis la loi du 19 juin 1893, qui s'appliquait à toutes les pratiques ayant un caractère usuraire, par exemple, à des prêts de bétail ou de biens. Mais le texte de 1893 ne visait que les usuriers de profession ou d'habitude. « En supprimant cette exigence, l'article 138 marque une nouvelle étape et édicte une prescription qui devrait peut-être passer dans toutes les législations. Ne vaut-elle pas mieux que la limitation du taux des intérêts et que les cas spéciaux de rescision pour lésion ? ¹

Contrairement à la législation française, le Code allemand admet la liberté du taux de l'intérêt même au civil. Mais à ce régime l'article 247 apporte un correctif nécessaire. Il déclare que si on a stipulé un taux supérieur à 6 0/0, le débiteur peut, au bout de six mois, dénoncer le remboursement en donnant au créancier un délai de six mois également pour recevoir.

Il ne suffit pas de protéger les intérêts pécuniaires d'un emprunteur que sa situation contraint d'accepter les conditions les plus onéreuses. Il ne faut pas que la vie physique se trouve compromise. C'est pourquoi, aux termes de l'art. 544, « lorsqu'une maison ou un logement est disposé de telle sorte que son séjour est

¹ *Op. cit.*, p. 92.

dangereux pour la santé, le preneur peut dénoncer sans observer les délais habituels, et cela, quand même il aurait connu cette situation au moment où il a passé le contrat, et quand même il aurait renoncé à faire valoir ses droits à ce sujet ». Sur la demande des socialistes, il a été déclaré que le principe formulé dans l'art. 544 serait applicable aux logements où l'on travaille ¹.

Bien que ces dispositions ne se rattachent pas directement à la protection du salaire, elles méritaient d'être citées; elles présentent d'ailleurs un grand intérêt pour l'ouvrier; car sa situation dépendante vis-à-vis du patron l'expose à subir de la part de ce dernier des conditions usuraires; et si l'atelier est insalubre, la force de travail se trouve atteinte, et le salaire compromis.

L'art. 616, au titre du contrat de louage, intéresse directement l'ouvrier. Il déclare que celui qui s'est engagé pour un service, ne perd pas ses droits à une rémunération par ce seul fait que pendant une durée relativement insignifiante (eu égard à celle du contrat) et pour des motifs personnels il a été empêché de fournir ses services, sans qu'il y ait de sa faute. L'intéressé devra cependant se laisser porter en compte la somme qui, pour le temps où il aura été empêché, lui aura été payée par un établissement d'assurance contre les maladies ou les accidents².

C'est une disposition très extensible. Ainsi le tribunal de Hanovre, dont la décision a été confirmée, dé-

¹ *Op. cit.*, p. 96 et 100.

² *Op. cit.*, p. 96.

clarait récemment qu'une maladie de cinq jours devait être considérée comme une interruption de travail insignifiante, et condamnait le patron à payer le salaire. On a trouvé que c'était aller un peu loin, et que la loi faisait plutôt allusion à une indisposition passagère de quelques heures, ou à une courte absence, par exemple, lorsqu'un ouvrier va au bureau de recrutement pour répondre à un appel militaire.

L'article 616 soulèvera-t-il les difficultés que redoute M. Blondel, et les ouvriers chercheront-ils des prétextes pour s'absenter? Il est probable qu'ils hésiteront à le faire par crainte d'être mal notés. Mais cette mesure aura sans doute pour conséquence de pousser à la substitution du travail aux pièces, et comme le législateur a oublié d'interdire de déroger à l'art. 616, « l'usage paraît s'introduire, pour prévenir toute difficulté d'interprétation, d'insérer dans le contrat de louage une clause en vertu de laquelle il est expressément stipulé que l'employé ne pourra réclamer de salaire s'il quitte son travail *même pour un temps insignifiant et sans sa faute*. On a même rédigé des modèles de formule. La conséquence finale, ce sera que l'employeur pourra se montrer très dur pour ses employés et leur faire subir des retenues pour les moindres empêchements de travail ¹.

Il y a là un danger dont le législateur devra se préoccuper.

¹ *Op. cit.*, p. 98.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

Pages

Le contrat de travail et l'intervention des pouvoirs publics.	5
---	---

CHAPITRE PREMIER

La protection du salaire vis-à-vis du patron.

SECTION I. Mode de détermination du salaire.....	18
SECTION II. Mode de paiement du salaire.. ..	21
SECTION III. Retenues sur le salaire :	28
Pour fournitures faites par le patron.— Les économats.	28
Pour logements et terrains	32
Pour avances en argent.....	34
Pour institutions de prévoyance : caisses de secours, caisses de retraites.....	36
Pour amendes	45
Pour malfaçons.....	54
Pour le cautionnement.....	54
SECTION IV. Lieu de paiement du salaire	56
SECTION V. Epoque de paiement du salaire.....	58

CHAPITRE II

La protection du salaire vis-à-vis des créanciers du patron.

SECTION I. Garanties pour le paiement des salaires.....	63
SECTION II. Garanties des retenues et des sommes affectées à des institutions de prévoyance.....	73

CHAPITRE III

La protection du salaire vis-à-vis des créanciers de l'ouvrier.

SECTION I. Insaisissabilité du salaire	79
SECTION II. Incessibilité du salaire.. ..	107
SECTION III. Insaisissabilité et incessibilité des secours, indemnités et pensions.....	107

